



# COURANT ALTERNATIF courant alternatif

- ▶ IMMIGRATION
- ▶ SNCF : DES NOUVELLES DU RAIL
- ▶ OÙ VA LE FÉMINISME ? (2<sup>e</sup> partie)
- ▶ HONG KONG - ALGÉRIE - ROJAVA

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 294 | NOVEMBRE 2019 | 3€



**Ils ont la police,  
on a la peau dure !**



## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de déci-

sions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

## SOMMAIRE



ÉDITO ► PAGE 3

### SOCIAL

► PAGES 4-5 L'immigration, un thème récurrent bien pratique pour l'Etat

**SANS FRONTIÈRES** ► PAGES 6-7

► PAGES 8-9 Caen : le squat du Marais expulsé

**BIG BROTHER** ► PAGES 10-11

► PAGES 12 14 Des nouvelles du rail en déconfiture

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

► PAGE 15 EuropaCity/CARMA : faut-il choisir ?

► PAGE 16 No Bassaran, dans l'Ouest, en lutte contre les projets de bassines

**VERTEMENT ÉCOLO** ► PAGE 17

### HISTOIRE SOCIALE

► PAGES 18-19 Pannekoek : la destruction de la nature

► PAGE 19 : Voir : l'anarchiste Fénéon à l'Orangerie  
Lire : Vous faites l'Histoire - Chazé/Simon

### DOSSIER : OÙ VA LE FÉMINISME ? (Deuxième partie)

► PAGES 20 22 L'écoféminisme sur le balai des sorcières

► PAGE 23 Les « chasses aux sorcières » : une mise au pas des femmes...

► PAGE 24 Sorcières - la puissance invaincue des femmes

### INTERNATIONAL

► PAGES 25-26 **Venezuela**, la crise vue d'en bas

► PAGES 27-28 **Rojava**, entre terreur et espoir

► PAGES 29 33 **Hong Kong**, le port parfumé sous les gaz

► PAGES 29 33 **Algérie**, « Aucun arbre ne fleurit sans être secoué par le vent »

## CORRESPONDANCE

OCL c/o Egégore  
BP 81213- 51058 Reims cedex  
ocl libertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

<http://www.ocl libertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF  
novembre 2019  
Mensuel anarchiste-communiste  
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales  
DIR. PUBLICATION  
Nathalie Federico  
Imprimerie des moissons, Reims  
Imprimé sur papier recyclé

## POUR S'ABONNER

### ABONNEMENT 1 AN

- 10 numéros + hors séries 30 euros
- Sans les hors séries 25 euros
- Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- En soutien + de 30 euros
- À l'essai (3 numéros) 5 euros
- Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"  
OCL Egégore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

Ce numéro a été préparé à Poitiers La maquette à Poitiers

La CJ du numéro de décembre a eu lieu dans l'Allier, celle du numéro de janvier aura lieu à Lyon

## CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

### ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

### AUVERGNE

ocl-Moulins@orange.fr

### BRETAGNE

oclnantes@free.fr

### CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o Egégore BP 81213  
51058 Reims cedex  
lechatnoir@clubinternet.fr

### ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

### LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

### MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud,  
40 rue Alfred Dumeril,  
31 400 Toulouse  
ocltoulouse@sfr.fr

### NORD

• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex lamouette.enragee@wanadoo.fr

• Lille : oclille@gmail.com

### NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

### PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

### POITOU-CHARENTES

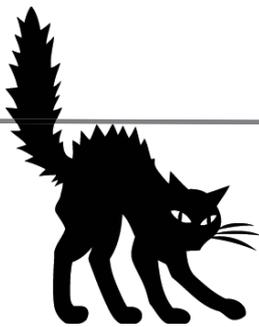
• ocl-poitou@orange.fr  
• oclcognac@ymail.com

### RHÔNE-ALPES

• Lyon : "courant alternatif" c/o Maison del'écologie 4 rue Bodin 69001 Lyon ocl-lyon@laposte.net  
• Valence : ocl-valence@riseup.net

### CONTACTS

Figeac, passer par ocl libertaire@hotmail.com



## Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre

**L**es clameurs des révoltes qui secouent actuellement le monde – en Bolivie, au Chili, en Algérie, à Hong Kong, au Liban, en Equateur, en Espagne et ailleurs – sont pourtant parfaitement audibles pour qui ne se laisse pas tromper par les médias, principaux colporteurs de « fake news » qu'ils dénoncent par ailleurs.

Le contexte de toutes ces révoltes est bien sûr très différent, d'un continent à l'autre, d'une ville à l'autre, d'une situation politique à l'autre. Mais elles ont ceci en commun qu'elles démarrent sur un prétexte – ici l'augmentation d'une taxe sur l'utilisation d'internet, là une hausse du ticket de métro, là encore une loi sur l'extradition – qui met le feu à la paille, et que ce feu continue de se propager même si satisfaction a été obtenue. C'est que, derrière le prétexte, on trouve les mêmes protestations : un rejet profond de gouvernements jugés corrompus ; une exigence d'égalité et un refus de l'injustice ; un refus de se soumettre à l'ordre établi. Et ces révoltes des pauvres contre les riches ont aussi en commun une créativité dans la manière de lutter, qui se heurte à une répression brutale des Etats.

Gardons-nous pourtant de penser que le capitalisme est à bout de souffle. Il a plus d'un tour dans son sac, et sa fin n'est pas plus proche que celle de la planète dont on nous annonce, à coups de réchauffement climatique et d'angoisses savamment distillées, la fin programmée.

Que nous disent ces nouveaux écolos qui ont fait de Greta Thunberg leur modèle ? Que NOUS sommes tous dans la même galère et que, cette fois, nous avons tous un intérêt commun.

Du simple point de vue du réchauffement, c'est un peu vrai... mais pas tout à fait quand même : les pauvres mourront plus que les riches, bien sûr !

Au XIXe siècle, lorsque les bourgeoisies ont découvert que les microbes et les miasmes franchissaient allègrement les frontières des centres-villes, comme un certain nuage radioactif aux portes de la France, elles ont pris des

mesures draconiennes pour rendre moins insalubres les quartiers prolétaires... pas pour les beaux yeux de ces derniers, mais pour leur propre sécurité.

Les bourgeoisies du XXIe siècle se rendent compte qu'elles seront touchées par le réchauffement de la planète. Cependant, pour elles, cela ne signifie pas seulement qu'elles seront atteintes dans leur propre corps, comme les prolétaires : cela veut dire aussi et surtout que l'exploitation d'autres êtres humains dont elles se nourrissent deviendra sans doute beaucoup plus compliquée.

Nombre de ces nouveaux écolos récemment apparus accusent le capitalisme, sur leurs banderoles, dans leurs textes ou par leurs slogans. C'est déjà pas mal ! Cela aurait été impossible il y a vingt ou trente ans, quand l'anticapitalisme n'était plus à la mode et que le capitalisme était proclamé meilleur système économique possible. Mais le capitalisme qui est critiqué là ressemble fort à un capitalisme « pour les nuls » : on l'affuble de qualificatifs laissant à penser qu'il pourrait devenir moins méchant – et peut-être même aussi gentil que Greta Thunberg. « Outrancier », « sauvage », « prédateur » aujourd'hui, ne pourrait-il pas être modéré, civilisé, empathique demain ?

Pareilles illusions montrent que ces nouveaux écolos ne connaissent pas, ou guère, le vrai capitalisme, celui qui exploite l'être humain par le travail salarié.

Des milliers de gens meurent de nos jours dans des mouvements de révolte, ou alors de faim et de maladies qui ne doivent rien au réchauffement, et bien plutôt aux méfaits de ce capitalisme. Ceux-là ne verront pas la fin des glaciers ni la montée des eaux.

Le « tous ensemble » que nous voulons, pour notre part, ce n'est pas une association avec la bourgeoisie dans un front commun pour « sauver la planète », mais l'union entre tous les prolétaires exploités et spoliés actuellement... avant la montée des eaux !

OCL Poitou





# L'immigration

## Un thème récurrent bien pratique pour l'Etat

*Depuis plus de cinquante ans, l'immigration est l'épouvantail constamment agité par les gestionnaires de l'Etat français et par ses aspirants pour nourrir un sentiment d'insécurité dans la population en désignant « l'immigration » comme bouc émissaire et empêcher une solidarité de classe de se développer. Dans le même temps, le pouvoir multiplie les stratégies visant à dissuader certains migrant-e-s de venir en France.*

Macron met régulièrement sur la table le thème de l'immigration. Il l'a ainsi fait au printemps 2019 pour tenter d'apaiser la colère des gilets jaunes ; il espérait la détourner sur les migrant-e-s, mais pour les gilets jaunes ce sujet n'est pas du tout central. Il a recommencé en septembre en imposant cette fois à l'Assemblée nationale un débat qui s'est tenu le 7 octobre dans un hémicycle très clairsemé ; seule l'extrême droite s'en est réjouie, et elle en a profité pour s'exprimer une fois de plus sur la question, avec la droite dans son sillage.

La dernière loi modifiant le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda), baptisée loi Collobomb « pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie », date du 10 septembre 2018. Elle n'a donc qu'un an, un délai trop court pour qu'on puisse en tirer un bilan – même si on sait déjà que l'immigration n'est pas maîtrisée... tout simplement parce qu'elle ne peut l'être ; que le droit d'asile est de plus en plus restreint ; et que l'intégration est un vain mot puisque ceux et celles qui réussissent à avoir le statut de réfugié continuent souvent à galérer.

Mais diverses études ont montré qu'insister sur la thématique migratoire – en diffusant des informations vraies ou fausses – augmente le vote en faveur de l'extrême droite, et Macron en est parfaitement conscient. Aussi s'est-il emparé du sujet pour arriver en 2022 au second tour de la présidentielle avec de nouveau Marine Le Pen pour adversaire, et la coiffer au poteau.

Alors nous n'avons pas fini de subir ces « débats » sur l'immigration qui devraient déboucher fin 2020 - début 2021 sur une loi supplémentaire, modifiant le Ceseda pour la 7<sup>e</sup> fois depuis sa création en 2005.

### Les manipulations des données chiffrées

L'immigration est certainement le thème qui génère le plus de données chiffrées déformables à souhait, jusqu'aux « fake news ». La plus importante et la plus récente « information » colportée par l'Etat, et Macron en particulier, concerne la prétendue attractivité de la France pour les migrant-e-s : elle serait « le deuxième pays européen en termes de demandes d'asile (...) l'un des seuls à avoir une croissance des demandes, alors qu'à l'échelle européenne la tendance est à la baisse ». Manipulation ! Les seuls chiffres valables en la matière sont ceux qui sont rapportés à la population de chaque pays ; or, en effectuant ce travail élémentaire, on constate que la France se situe au 9<sup>e</sup> rang européen pour l'accueil des demandeurs d'asile – après la Suède, l'Allemagne, l'Islande, le Luxembourg, le Liechtenstein, Malte, la Grèce et Chypre. Par ailleurs, elle n'est pas le seul pays où les demandes d'asile continuent de croître : si, en 2017-2018, il y a eu une augmentation de 20 % en France, la hausse a été plus forte dans huit autres pays – le Portugal (+ 22 %), la Slovaquie (+ 95 %), les Pays-Bas (+ 27 %), Malte (+ 26 %), Chypre (+ 70 %), l'Irlande (+ 26 %), la Belgique (+ 29 %) et l'Espagne (+ 70 %). Quant au taux d'obtention de l'asile en première instance (28 %), il place la France au... 25<sup>e</sup> rang européen, comme quoi l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) sert bien le pouvoir (1) !

Autre exemple de fausse information : en 2018, il y aurait eu 256 000 nouveaux titres de séjour délivrés en France, dont 90 000 dans le cadre du regroupement familial. Le politicien avide de réduire l'immigration sur notre sol en déduit naturellement qu'il faut renforcer les conditions (revenus, superficie de l'appartement devant accueillir la famille, niveau de connaissance du français...) permettant ces regroupements familiaux. Comme les autres Etats, la France s'assied sur la liberté de vivre en famille, li-

berté qui existe pourtant sur le papier dans toutes les conventions internationales ou européennes ratifiées par elle ! Or, sur ces 90 000 regroupements familiaux annoncés, 48 000 concernent des personnes de nationalité française désireuses de vivre ici avec leur conjoint-e étranger.

### Que faut-il craindre d'une nouvelle loi ?

Non content de chercher à durcir les conditions imposées pour obtenir un regroupement familial, l'Etat voudrait rendre plus difficile l'accès à certaines prestations sociales que nous ne connaissons pas encore (2). Cet accès serait conditionné aux circonstances d'entrée sur le territoire français, même si la personne a régularisé sa situation. Le nouveau projet de loi pourrait déboucher sur une réduction des allocs pour des enfants nés en France mais dont les parents ont été un temps sans papiers ; ou alors sur une baisse de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), ou du RSA, etc. L'objectif étant de pénaliser ces étrangers qui ont été régularisés après avoir vécu en France sans papiers.

Concernant la santé, l'Etat cherche à instaurer un délai de carence de trois mois avant qu'un demandeur d'asile accède à la couverture maladie universelle (CMU). Sont aussi visés là les ressortissants de pays déclarés sûrs par la France (comme l'Albanie ou la Géorgie, actuellement) dont les demandes d'asile seront refusées en moins de trois mois. Concernant l'aide médicale d'Etat (AME) – dont la suppression a été évoquée mais qui est provisoirement maintenue pour des raisons de santé publique (et la hausse des coûts à attendre en cas de développement sans soins d'une pathologie sur le territoire français) –, les conditions d'accès vont là aussi être durcies. Les politiciens parlent également de réduire le nombre de soins pris en charge. D'après la loi, les sans-papiers qui n'ont pas déposé de demande de régularisation ont droit à l'AME s'ils-elles sont en France depuis plus de trois mois (encore faut-il le prouver !), ont des ressources annuelles inférieures à 8 951 € (pour une personne seule) et une domiciliation (dans une association agréée plutôt que chez un particulier, car ses ressources peuvent être prises en compte !). Mais, si un sans-papiers va à l'Assurance-maladie demander l'AME sans être accompagné par une assistante sociale du lieu de domiciliation (CCAS ou association agréée), il arrive qu'on exige de lui d'autres documents (par exemple, la preuve qu'il n'a pas quitté le territoire français depuis son arrivée). L'enveloppe totale de l'AME représente pourtant moins de 0,5 % des dépenses totales de santé !

Enfin, la nouvelle loi pourrait renforcer l'« efficacité » des juges administra-

1. Source : Vademecum à l'intention des parlementaires rédigé par quatre personnes – dont David Torontel, de la LDH de Quimper, qui en a eu l'initiative.

2. Actuellement, les parents ne peuvent toucher des allocations familiales pour leurs enfants nés à l'étranger que s'ils sont arrivés sur le territoire français par la procédure du regroupement familial.



tifs en accélérant les procédures judiciaires et d'expulsion du territoire, en réduisant les délais pour les recours administratifs (dans certains cas, les sans-papiers n'ont déjà que quarante-huit heures pour contester une décision préfectorale). Edouard Philippe vient de saisir le Conseil d'Etat afin qu'il réfléchisse à une réforme du droit des étrangers visant une « simplification » de ces procédures. Il doit rendre ses conclusions le 15 mars 2020, soit une semaine avant le premier tour des municipales.

### Des sans-papiers invisibles mais bien présents dans les entreprises

Combien sont les sans-papiers ? On connaît le nombre de bénéficiaires de l'AME (311 000), mais pas le nombre des sans-papiers qui n'y ont pas accès, de ceux qui ne la demandent pas (parce qu'ils/elles n'en connaissent pas l'existence ou les conditions d'obtention), ou de ceux que les services sociaux ont découragés.

La « circulaire Valls » de régularisation des sans-papiers vivant sur le territoire français date de 2012, mais les préfetures l'appliquent toujours. Pour pouvoir éventuellement en bénéficier, un sans-papiers doit avoir au moins cinq ans de présence ici (il doit en fournir deux preuves reconnues par an). D'après le Gisti (3), ceux et celles qui en ont le plus bénéficié sont les parents d'enfants scolarisés en France depuis plus de trois ans (et soutenus par des enseignant-e-s) et des salarié-e-s le plus souvent en CDI ou en CDD d'au moins douze mois (avec une ancienneté de travail de huit mois consécutifs ou non sur les vingt-quatre derniers mois, ou de trente mois consécutifs ou non sur les cinq dernières années). Bien sûr, il leur faut un salaire au moins égal au SMIC et, ce qui est parfois le plus difficile à obtenir, un engagement de leur employeur à s'acquitter d'une taxe de plusieurs centaines d'euros auprès de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII). Devant de telles exigences (qui ne débouchent pas forcément sur une réponse favorable), les « heureux élus » sont peu nombreux : moins de 10 000 par an ! Cela explique pourquoi le nombre de sans-papiers en France croît d'année en année.

Comment ces sans-papiers peuvent-ils se rendre visibles afin de créer un rapport de forces collectif favorable à leur régularisation ? Si on excepte les parents d'enfants scolarisés (et ayant de préférence de bons résultats scolaires), seuls ceux et celles qui ont un employeur et peuvent s'organiser au travail avec l'aide de syndicats (la CGT le plus souvent, SUD, la CNT...) y parviennent. C'est ainsi que, début octobre, des sans-papiers ont fait des piquets de grève devant 13 entreprises, en région parisienne, et obtenu

au bout de quatre jours leur première victoire : selon la CGT, 11 de ces entreprises ont donné ou donneront les documents nécessaires à leur régularisation. Mais les luttes des sans-papiers sont parfois beaucoup plus longues du fait qu'ils/elles travaillent très souvent pour des sous-traitants ou des boîtes d'intérim. C'est le cas actuellement à Chronopost (dans le Val-de-Marne), filiale à 100 % de La Poste qui est sous la tutelle de l'Etat.

Là où les sans-papiers sont en revanche bien visibles, c'est dans des campements aménagés par des associations caritatives sur des terrains vagues, ou dans des squats et des abris de fortune, sur les trottoirs...

### Un « accueil » scandaleux

Quand un migrant arrive en France, il n'est pas du tout sûr qu'il puisse y déposer une demande d'asile. En effet, dès son premier passage en préfecture, s'il a laissé ses empreintes dans un autre pays européen (en général l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne), le système Eurodac (base de données mise en place dans l'UE) va le découvrir. Conformément aux accords de Dublin, il sera alors déclaré « dublinable » et devra être rapatrié dans les six mois (ou dix-huit mois s'il est déclaré en fuite pour ne pas s'être rendu à une convocation) dans ce pays afin d'y déposer sa demande d'asile. Les « dublinables » peuvent être assignés à résidence (s'ils/elles sont dans un centre d'accueil ou un hébergement d'urgence) avec un pointage quotidien chez les flics jusqu'à leur expulsion vers ce premier pays ; d'autres peuvent être mis en rétention administrative, mais le plus souvent ils sont livrés à eux-mêmes tout en devant se présenter régulièrement en préfecture. Les « dublinables » représentent à peu près le tiers des migrants désirant demander l'asile en France ; en 2018, ils étaient environ 45 000, dont 5 500 mineur-e-s. Que deviennent-ils ? En 2018, 3 500 ont été transférés dans l'Etat où ils avaient été obligés de donner leurs empreintes. Il va sans dire que l'Etat français cherche à augmenter ce chiffre, mais certains Etats européens traînent des pieds en n'acceptant pas ces transferts, des « dublinables » ont recours aux tribunaux administratifs, d'autres sont déclarés en fuite, etc.

Lorsqu'un demandeur d'asile est autorisé à déposer sa demande en France, il devrait être pris en charge par le dispositif national d'accueil, mais ce dispositif laisse actuellement à la rue 75 000 personnes alors que cela a des conséquences sanitaires pouvant conduire à la mort ! Il n'y a guère que des associations caritatives, surtout d'obédience chrétienne, pour pallier avec les moyens du bord ces carences de l'Etat (aggravées par celles des collectivités locales, qui se gar-

dent bien de réquisitionner des logements vides).

S'ajoutent de plus aux demandeurs d'asile les déboutés du droit d'asile, qui désirent rester en France ou n'ont pas d'autre choix que d'y rester – et qui pour certain-e-s parviendront, après des années de galère, à décrocher un droit au séjour, mais peut-être précaire pendant encore des années. On a là le « gros contingent » des sans-papiers que l'Etat français veut à tout prix reconduire à la frontière – tout en laissant les secteurs économiques friands de cette main-d'œuvre l'exploiter au maximum (tant qu'il n'est pas obligé de céder quelques autorisations de séjour « au cas par cas »).

Pour parfaire ce tableau, on conclura sur l'accueil des migrant-e-s dans les préfetures. Naguère, on pouvait les voir faire la queue pendant des heures et des heures devant les préfetures afin d'y renouveler leur carte de séjour (en France, 3 millions de personnes en détiennent une), de retirer leur récépissé, ou de demander une régularisation de leur situation administrative. Aujourd'hui, en région parisienne comme dans les grandes villes de province, ces files d'attente ont disparu : c'est devant un écran qu'il faut attendre, car les rendez-vous au service des étrangers se prennent en majorité sur les sites des préfetures, et les plannings sont saturés.

Une cinquantaine de ressortissants étrangers ont déposé le 9 octobre des recours en référé contre l'Etat pour dénoncer cette situation. Non seulement tous les migrant-e-s n'ont pas l'habitude de l'informatique et prendre un tel rendez-vous ne se résume pas à quelques clics, mais un marché parallèle du rendez-vous en préfecture s'est créé, où des revendeurs en proposent contre 15 à 200 euros selon les préfetures et les types de demande !

Mais, au lieu de créer des postes dans ses services, les préfetures préfèrent saisir la justice – et, loin d'être anodines, toutes ces difficultés font partie des obstacles mis en place par l'Etat pour dissuader les migrant-e-s de venir en France.

Denis, OCL-Reims,  
17 octobre 2019



3. Voir la brochure sur le site [gisti.org](http://gisti.org).



Cette nouvelle rubrique souhaite faire un tour d'horizon mensuel de ce qui se passe au sujet des sans-papiers, des migrants, des réfugiés en France et ailleurs. L'objectif est double : celui d'informer sur les diverses situations migratoires, la plupart du temps dramatiques mais au delà de cet aspect humanitaire, il s'agit aussi et surtout d'évoquer les luttes en cours et de tenter de faire ressortir des leviers qui peuvent réinstaurer un rapport de force avec un État et consorts (partis, médias, opinion publique) de plus en plus xénophobes.

## A NANTES, SITUATION TENDUE AUTOUR D'UN SQUAT

800 migrants environ sont logés depuis des mois dans le gymnase Jeanne-Bernard de Saint-Herblain, au nord de Nantes. Début octobre, une personne a été retrouvée morte dans sa tente de fortune installée à l'extérieur du bâtiment, faute de place. Selon l'enquête policière, ce migrant a succombé à un malaise cardiaque, il s'était plaint de douleurs la veille mais, sans infrastructures de soin, il n'a pas pu être pris en charge. Ce décès a provoqué la colère des migrants dont une partie s'est rebellée contre les conditions de vie indignes : des poubelles ont été incendiées et il y a eu des caillassages. Il faut dire que la situation est précaire. Le 30 septembre dernier, le tribunal administratif qui avait été saisi par des associatifs (Cimade, Secours catholique, LDH, MRAP) a enjoint la préfecture à prendre des mesures de viabilité du site (accès aux toilettes, à l'eau, etc.). Mais le délai d'un mois qui a été laissé est beaucoup trop long face à l'urgence humanitaire. Pire, la possibilité d'une évacuation du gymnase dans les trois mois est envisagée si les travaux ne sont pas possibles et alors que la mauvaise saison approche à grands pas.

## GRÈVE DE SANS-PAPIERS À PARIS ET EN BANLIEUE, UNE VICTOIRE !

Mardi 1<sup>er</sup> octobre, la CGT via son collectif immigration ainsi que d'autres organisations syndicales, comme SUD ou la CNT, ont réussi à mobiliser près de 140 travailleurs sans papiers de la restauration et du bâtiment. Une dizaine de piquets de grève ont été installés notamment devant des restaurants (KFC, Campanile, Léon de Bruxelles). L'objectif de l'action était double. D'abord, dénoncer les conditions de travail car des heures supplémentaires ne sont pas payées ou déclarées, les CDD sont enchaînés sans possibilité de CDIisation et enfin les boulots sont pénibles. Aussi, les grévistes réclamaient que leurs patrons engagent des démarches de régularisation. En France, il est interdit aux migrants en situation irrégulière de travailler, mais bidouiller des papiers (vieille carte de séjour, papiers d'une autre personne) reste simple et surtout arrange l'employeur. Mais ce dernier peut lancer une démarche de régularisation en remplissant un formulaire Cerfa de demande d'autorisation d'embauche d'un salarié non européen. Cela est rarement fait car l'intérêt du patron reste de précariser sa main-d'œuvre pour faire plus facilement pression sur elle. Grâce à cette grève, 11 entreprises sur les 13 touchées par le mouvement ont négocié et accepté de remplir les documents nécessaires ; et elles ont promis de maintenir en poste les demandeurs durant l'instruction du dossier et jusqu'à l'épuisement des recours. Mais la vigilance reste de mise, les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Dans la rubrique précédente (voir le dernier CA), nous avions évoqué la lutte des sans-papiers de Chronopost qui occupent l'agence d'Al-

fortville depuis juin pour dénoncer leurs conditions de travail chez des sous-traitants (Derichebourg, Mission Intérim...) dans les locaux de cette entreprise qui appartient à 100 % à La Poste. La lutte se poursuit ! Des grévistes, collectifs et syndicats (SUD) ont réussi à obtenir une rencontre avec le préfet du Val-de-Marne, mais ce dernier, tout en promettant quelques régularisations (si l'occupation prend fin), ne répond pas à l'ensemble des revendications. Ainsi, la responsabilité de La Poste (et donc de l'Etat actionnaire) est écartée, aucune enquête administrative n'est lancée, et l'idée du guichet unique pour traiter les demandes de régularisation reste non tranchée. Les personnes mobilisées continuent donc leur combat. Le 11 octobre a eu lieu une manifestation devant le ministère du Travail. A suivre.

## LE COMBAT DES FOYERS DE TRAVAILLEURS

Nous reproduisons ici des extraits d'un tract du COPAF, collectif pour l'avenir des foyers car, depuis quelques années, les « résidences sociales » issues des FTM (foyers de travailleurs migrants) limitent de manière drastique les libertés des travailleurs étrangers isolés. Ainsi, le résident d'une « résidence sociale » n'a ni le droit de changer sa serrure, de dupliquer sa clé (non reproductible) ou de vivre avec qui il veut, ni le droit de modifier ou d'aménager son ameublement, de mettre une étagère, de garder un animal... Le questionnaire fait spécifier dans ses règlements intérieurs que son personnel peut entrer dans le logement privé (avec son passe) pour n'importe quel « besoin du service », ce qu'il fait constamment. Il s'agit en fait de contrôler et d'infantiliser les travailleurs résidents de ces établissements. Des restrictions sont aussi mises concernant les espaces communs, comme la cuisine, qui sont des lieux de sociabilité, or ils sont trop petits ou inexistantes. Chaque année, il y a des centaines de procédures d'expulsion soit pour dettes locatives (les redevances sont de plus en plus élevées, avec des prestations injustifiées, et les impayés se multiplient), soit pour avoir hébergé un ou plusieurs proches car c'est interdit par le règlement. Or, du fait de la hausse des loyers mais aussi de la diminution du nombre de places disponibles, l'hébergement des proches est devenu une règle. Les comités de résidents représentent officiellement les résidents. Pourtant, trop souvent dans la pratique des gestionnaires, les comités de résidents sont considérés comme de simples figurants. Et dans trop de logements-foyers (au moins la moitié, selon notre estimation) la loi n'est pas respectée, aucune élection n'est organisée. Les comités de résidents n'ont de contrôle ni sur les charges ni sur les prestations, vécues comme un racket aux dépens des résidents. Pour toutes ces raisons et bien d'autres, des manifestations sont organisées, en région parisienne essentiellement. Les résidents réclament le respect de leur vie privée, des vrais espaces de sociabilité et d'entraide, la fin des expulsions arbitraires et davantage de démocratie dans la gestion de ces logements.

# Sans fro



## A L'APPROCHE DE L'HIVER, TOUJOURS DES GENS À LA RUE DONT DES MIGRANTS

C'est un constat malheureusement banal mais voici quelques rappels. A Paris, selon les dernières estimations (octobre 2019), près de 3 000 migrants dorment dans la rue. En majorité des hommes mais aussi des femmes et des enfants. Des camps de fortune se sont constitués entre la porte de la Chapelle et celle de la Villette, ainsi qu'à Saint-Denis. Selon l'association France terre d'asile, le nombre est comparable au pic de 2015. Sur le littoral nordiste, Calais et Grande-Synthe concentrent les migrants. A Grande-Synthe, après l'évacuation de septembre (dont on a parlé dans le dernier CA), l'Etat via sa préfecture ment ouvertement en déclarant que tout le monde est logé en CAO (centre d'accueil et d'orientation) ; en réalité, des centaines de personnes sont revenues sur place et dorment dans le bois de Pythouck. Bois dans lequel la mairie a pris soin de retirer le seul point d'eau potable. Finalement, la même stratégie qu'à Calais s'applique : les policiers traquent les migrants et les lieux de vie sont systématiquement détruits. On ne le répètera jamais assez, derrière le vernis humanitaire d'une expulsion présentée comme inéluctable pour des raisons sanitaires se cache toujours une volonté d'éclater les solidarités entre et avec les migrants, ainsi que d'invisibiliser le phénomène aux yeux de l'opinion publique.

## RÉFORMES EN COURS SUR L'« ACCUEIL » DES ÉTRANGERS EN FRANCE

L'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration = l'Etat) a décidé, sans concertation avec le secteur associatif et en plein mois de juillet, d'interdire le retrait au distributeur automatique de billets de l'allocation ADA (6,80 euros par jour pour une personne seule), or c'est la seule ressource disponible pour les demandeurs d'asile qui, rappelons-le, ne peuvent pas travailler. 151 000 personnes sont concernées et, à partir du 5 novembre, elles devront faire leurs courses avec une carte de paiement sans monnaie. Un moyen redoutable pour les fliquer et ne pas les autoriser à dépenser l'argent à leur guise. Sans parler des problèmes de compatibilité que cela va occasionner, car tous les magasins ne seront pas équipés des ma-





# ontières



chines adéquates, et de l'impossibilité d'acheter à plus bas prix les produits au marché. Dernière crainte au sujet de cette allocation : elle risque de diminuer pour certaines catégories de demandeurs d'asile.

Plus médiatique, l'accès aux soins est également remis en cause par la menace d'une restriction de l'accès des étrangers précaires à l'aide médicale d'Etat (AME). Cette aide est garantie à toutes les personnes en situation irrégulière et sans conditions de ressources. C'est un pan essentiel du système de santé gratuit et accessible pour tous, mais une certaine désinformation a laissé entendre que des étrangers venaient se refaire le portrait avec cette aide d'Etat (cf. la polémique sur le remboursement par l'AME de la chirurgie esthétique), et les Géorgiens ont été particulièrement pointés comme envahissant les hôpitaux français pour se soigner. Tout y passe pour décrédibiliser des personnes qui souhaitent comme tout le monde se soigner (le droit à la santé est inscrit dans les grands textes internationaux) et viennent de pays où le système de santé est soit inexistant, soit privatisé, donc inaccessible au plus grand nombre.

Enfin, le 18 septembre, les députés ont adopté une loi portant sur un accord global de coopération entre l'Afghanistan et l'Union européenne, dont un volet porte sur les questions de migration. Une ratification de ce texte donnerait une base légale aux autorités françaises pour ensuite négocier un accord bilatéral avec l'Afghanistan dans le but d'y renvoyer davantage de migrants. Concrètement, cela pourrait faciliter la délivrance de laissez-passer, document nécessaire pour l'expulsion, car jusqu'ici les retours étaient quasi irréalisables – depuis 2017, il y en a eu qu'une dizaine par an, selon des chiffres du ministère de l'Intérieur. L'ONU et le HCR s'inquiètent de ces renvois en Afghanistan, où les talibans reprennent du terrain et où les attentats sont en hausse.

## BLANQUER CONTRE LA SCOLARISATION DES MINEURS ISOLÉS

Le ministère de l'Education nationale est en train de mener une bataille juridique pour ne plus garantir le droit à l'éducation des mineurs isolés âgés de plus de 16 ans. L'affaire remonte à 2015, quand le rectorat de Paris a refusé d'affecter dans un établissement scolaire un mineur isolé étranger âgé de 16 ans révolus. Le tribu-

nal administratif a été saisi par le jeune et a reconnu son droit à l'éducation. Mais le ministère de l'Education nationale a fait appel. En mai dernier, la Cour administrative d'appel de Paris a confirmé en tout point la décision du tribunal, mais le ministère vient de se pourvoir devant le Conseil d'Etat. L'administration veut « jouer » sur la confusion entre la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans dans le système français et le droit à l'éducation garanti par des textes internationaux ainsi que le code de l'éducation qui ne comporte pas de limite d'âge. On notera l'acharnement d'un ministre toujours prompt à fustiger l'étranger et sa culture – voir aussi les positions très réactionnaires de Blanquer sur le voile pendant les sorties scolaires, avec l'affaire du conseil régional de Dijon, ou encore l'opposition du ministre à une campagne de publicité de la FCPE (association de parents d'élèves) dans laquelle on voyait une femme voilée.

## ET LE DÉBAT SUR L'IMMIGRATION ?

Voulu par Macron, il a eu lieu à l'Assemblée nationale et au Sénat courant du mois d'octobre. La ficelle est grosse, car c'est d'un opportunisme politique certain pour préparer les futures élections municipales et tenter de récupérer le vote xénophobe. C'est aussi l'occasion pour Macron d'écarter les projecteurs de ses réformes sociales en cours, en particulier le dossier brûlant des retraites. Voilà pour la forme car, pour le fond, rien de bien nouveau : cela a été juste l'occasion pour le gouvernement de communiquer sur l'idée des quotas d'entrée, selon les besoins en main-d'œuvre, pour les migrants dits économiques, c'est-à-dire qui ne sont pas « menacés » dans leur pays ou qui ne demandent pas un regroupement familial. Des déclarations ont bien été faites pour mettre des restrictions sur toutes les arrivées mais, dans la réalité, c'est beaucoup plus complexe. Ainsi, les regroupements familiaux sont protégés par la Constitution et la Convention européenne des droits de l'Homme au nom du respect de la vie familiale, tandis que les migrations intra-européennes sont garanties par les différents traités européens, dont celui de Schengen. Restent environ 33 000 migrants économiques (chiffres du ministère) qui représentent 13 % du total des titres de séjour délivrés ; or de nombreuses entreprises se plaignent de ne pas trouver de la main-d'œuvre, dans les secteurs du bâtiment, de la restauration et de l'aide à la personne (d'après leurs estimations, 300 000 emplois ne sont pas pourvus). L'économie, soutien de l'immigration ? C'est certain et c'est même le principe même du phénomène, mais les patrons ont toujours besoin des politiques pour fixer un cadre pas trop confortable à ces personnes afin de mieux les exploiter. A l'autre bout de la lorgnette, on retrouve aussi le concept de l'« immigration choisie », inventé par Sarkozy lorsqu'il était ministre de l'Intérieur (2005-2007) afin d'attirer les futurs cadres de demain et là, pour le coup, le cadre législatif est beaucoup plus clément. Depuis 2015, un Tech Ticket existe pour faciliter les titres de séjour pour les entrepreneurs en France. On s'arrache aussi les étudiants, et Edouard Philippe l'a confirmé lors du débat. La France, avec 324 000 étudiants étrangers en 2018, rêve de voir leur nombre monter à 500 000 d'ici à 2027, mais ce ne sera pas n'importe quel étudiant car, avec l'augmentation des droits d'inscription pour les non-Européens, les

facés françaises souhaitent mettre le grappin sur des étudiants asiatiques et anglophones plutôt qu'africains francophones. Alors que ces derniers représentaient 45 % des étudiants étrangers en France, leur nombre a diminué fortement à la dernière rentrée. La concurrence internationale est rude : pour le moment, la France est en 5<sup>e</sup> position pour l'accueil des étudiants. La guerre des startupper et des cerceaux suit la guerre économique.

## EN GRÈCE, INSTRUMENTALISATION DES MIGRANTS

Les arrivées de migrants en Grèce ont fortement augmenté car, selon le HCR, plus de 10 000 migrants ont accosté sur les îles grecques de la mer Egée en septembre, 5 000 rien qu'à Lesbos. C'est un record depuis la mise en œuvre de l'accord UE-Turquie qui date de 2016 et par lequel, en gros, l'UE paie gracieusement la Turquie pour que celle-ci gère et bloque le flux de réfugiés. Mais, depuis, les relations diplomatiques se sont tendues et, dans le contexte de l'offensive turque au Rojava et son lot de condamnations internationales, il faut sûrement y voir une volonté d'Erdogan de mettre la pression sur son voisin européen pour qu'il reste bloqué et muet militairement dans la région.

À Lesbos, les nouveaux arrivants sont entassés dans le camp de la Moria, pas du tout adapté à une telle affluence car il accueille 12 000 personnes pour une capacité de 3 000 personnes. Ce camp est en réalité une prison à ciel ouvert d'où une grande partie des réfugiés vont être ramenés en Turquie car, depuis la chute de Syriza remplacé par un gouvernement de centre-droit, les expulsions ont repris en Grèce. D'ici à la fin 2020, 10 000 reconductions en Turquie sont prévues, contre 1 800 en quatre ans sous Tsipras. Fin septembre, un incendie s'est déclaré dans le camp de la Moria, entraînant au moins une mort, et les migrant-e-s enfermés se sont révoltés pour réclamer le traitement de leur demande d'asile mais aussi de meilleures conditions de vie. Pour avoir à manger, il leur faut attendre trois ou quatre heures, et plus d'une heure pour avoir accès aux toilettes !

Fabien - OCL Lille





# Le squat du Marais expulsé : retour sur plus d'un an et demi de convergences des luttes à Caen

*Le 22 octobre à 6 heures du matin, la préfecture du Calvados a expulsé les habitant-e-s et militant-e-s du Marais grâce à un dispositif policier démesuré, avec plus de 250 flics (deux compagnies de gardes mobiles, toute la BAC caennaise) surarmés (RAID avec fusils d'assaut, brigade sinophile). Cela vient confirmer que le travail politique effectué sur ce squat pendant ces dix-huit mois était plus que dérangeant et que la préfecture voulait assurer la réussite de l'opération. Le texte qui suit a été rédigé avant l'expulsion, mais revient justement sur la convergence réelle qui a pris forme dans ce lieu hors normes. Pour plus d'infos sur l'expulsion, lire le communiqué sur [up-marais.tumblr.com](http://up-marais.tumblr.com).*

L'ouverture du squat du Marais fut à l'initiative de l'Assemblée générale de lutte contre toutes les expulsions (AG de lutte), un collectif né à Caen en 2013 autour de la solidarité avec les exilé-e-s. Après cinq ans d'activité et une vingtaine de squats d'habitation ouverts, le collectif cherchait un lieu beaucoup plus grand compte tenu du nombre croissant de migrant-e-s laissé-e-s à la rue. Pour avoir plus de force, l'Initiative pour la convergence des luttes (ICL), collectif créé en septembre 2017 pour travailler à la liaison des secteurs combatifs au niveau local, fut invité à participer.

## Un... 28 avril 2018

Grâce à des informations soufflées par des syndicalistes de l'énergie et après quelques semaines de préparation, le lieu fut ouvert dans des anciens locaux de GRDF à côté de la gare. À l'aide de quelques cheminot-e-s et sympathisant-e-s, ainsi que des dizaines d'exilé-e-s et militant-e-s présent-e-s, le 28 avril 2018 la police impuissante constate l'officialisation du squat. Il fallut attendre le passage de l'huissier la semaine suivante pour être rassuré. Une procédure allait être lancée et il n'y aurait pas d'expulsion sauvage. Afin de remercier les cheminot-e-s pour le coup de main, et pour commencer à faire connaître et vivre le lieu, un barbecue fut organisé après la traditionnelle manif du 1<sup>er</sup> Mai. Pour tout cela, l'ouverture du Marais était donc déjà une première réussite de convergence.

Les mois de mai et juin ont ensuite été intenses. Le site est constitué de quatre grands bâtiments, répartis sur 32 000 m<sup>2</sup>. Ce squat avec énormément de potentiel allait devenir très énérgivore. C'est tout d'abord le bâtiment A, des anciens bureaux, qui accueillit les premier-e-s exilé-e-s. L'AG de lutte s'y aménagea un espace à l'entrée pour y créer son local. Un peu plus tard, un autre espace fut attribué à l'ICL, renommée à l'occasion Espace de convergence des luttes (ECL). Les bâtiments B et C allaient aussi être dédiés à l'habitation des exilé-e-s. Pendant ces deux mois, l'AG de lutte se concentra sur l'aménagement du lieu et la collecte de matériel (matelas, gazinières, frigos, etc.). Il y eut plusieurs jours de « chantier palettes » pour construire des tables et des chaises, mais surtout des sommiers pour les 60 Soudanais du bâtiment C. Bref, l'objectif d'occuper massivement le lieu pour rendre une expulsion très difficile fut rempli car près de 200 personnes y vivaient au début de l'été.

En parallèle l'ECL continuait son travail de liaison, notamment avec les voisins cheminot-e-s. Le bâtiment D, un hangar au fond de l'immense parcelle, fut agencé en salle de concert après avoir servi pour des parties de foot internationales. Plusieurs soirées eurent lieu : en soutien à la caisse de grève des cheminot-e-s (et non à leurs syndicats comme on a pu nous le reprocher), et pour collecter des fonds afin de construire une cuisine collective dans un petit bâtiment encore inutilisé. L'ECL était aussi présent dans les manifs pour diffuser sa feuille d'infos *Convergences*, dans laquelle étaient publiées des brèves des luttes d'ici et là afin de les visibiliser et de les inscrire dans la même logique anticapitaliste.

Entre-temps, ENGIE (propriétaire des lieux) lança une procédure d'expulsion. Procédure nominative qui nous amena jusqu'au jugement et, chose inédite, le juge demanda à visiter les lieux pour évaluer les conditions sanitaires. Elle trancha deux semaines plus tard : les lieux n'étant pas insalubres et aucun projet immobilier n'étant en cours sur le site, elle accorda un délai d'occupation d'un an !

Cette période d'effervescence politique permit donc de renforcer la convergence, mais elle fut également la point de départ de tensions nouvelles. L'AG de lutte reprochait à l'ECL de ne pas aider à

l'aménagement du lieu, ce qui s'expliquait surtout par son travail vers l'extérieur. L'ECL reprochait à l'AG de lutte son autoritarisme quant aux décisions de répartition des espaces du squat. Rien d'insurmontable à ce moment-là, mais un constat important *a posteriori*. Lors des premières grandes assemblées du Marais fut discuté le mode d'organisation. Déjà débordés par leurs actions respectives, les deux collectifs eurent peur de voir s'ajouter une assemblée hebdomadaire supplémentaire. Il fut donc décidé que l'AG de lutte s'occuperait du lieu comme elle le faisait sur tous les autres squats, évitant que l'ECL s'embourbe dans une telle tâche. Si, à titre personnel, j'ai accepté ce schéma d'organisation par défaut, avec le recul j'y vois désormais une erreur dont nous allions souffrir plus tard. Sans espace commun aux collectifs et habitant-e-s, il est à la fois difficile de se coordonner mais aussi très facile que des positions de pouvoir émergent.

## Du squat comme outil de convergence à la convergence pour défendre le Marais

Le premier été, le squat fut un peu déserté par les militant-e-s, notamment l'ECL, et beaucoup ont eu du mal à réembrayer à la rentrée. L'ECL réussira néanmoins à se relancer et organisera un forum de luttes pour le mois de janvier suivant. Mais, à la surprise générale, le surgissement des gilets jaunes (GJ) le 17 novembre allait changer la donne. L'ECL s'est lancé dès le début, voyant que ce n'était pas un mouvement d'extrême droite mais bien un soulèvement politiquement hétérogène, à l'image des classes populaires. Nous y sommes allés pour comprendre puis aider, en côtoyant la base du mouvement plutôt que ses commissions afin d'entrer en pratique plutôt que de discuter idéologie ou dire comment faire. Nous y avons aussi amené du contenu politique via la distribution de numéros de *Convergences* centrés sur la question des GJ et l'incompatibilité de l'extrême droite (du capital) avec cette lutte (sociale). Si le journal fut d'abord difficile à distribuer aux GJ réticents à la politique en général, cela se révéla bien plus facile lorsque nous précisions que nous étions autonomes et opposés aux partis politiques !

Pour « dédramatiser » le militantisme que nous incarnions et nous distinguer





de la politique politicienne, nous avons décidé d'inviter les GJ à organiser leurs assemblées au Marais. L'aile droite des GJ fut évidemment réticente mais, ne disposant d'aucun lieu, elle dut se plier à la majorité. C'est ainsi que plus de 400 GJ se sont réunis en plein hiver dans un squat de migrant-e-s, mettant encore un peu plus l'extrême droite à la marge. Par la suite, de nombreuses commissions GJ (surtout antirép et action) s'organisèrent au Marais. Dans une même optique mais sur des bases moins radicales, la Demeurée (lieu de création) et le Bazarnaom (fabrique artistique et radio) ont fait de même et offert des espaces aux GJ, participant à « gauchiser » le mouvement. C'est ainsi que l'idée d'avoir un lieu propre au GJ germa, et qu'au printemps 2019 nous soutenions l'ouverture d'une Maison du peuple.

Pourtant, en mai 2019, l'ECL acta son autodissolution. Non par manque de réussite mais par épuisement et dispersion de ses membres dans les GJ et autres opportunités ouvertes dans l'optique de la convergence. Si le collectif disparaissait en soi, les militant-e-s de l'ECL ont créé des liens avec d'autres secteurs qui ne disparaîtront pas de sitôt ! Comme une suite logique à l'ECL, avec l'approche de la fin du délai légal d'occupation du Marais et de l'été, période pendant laquelle la ville se vide, plusieurs personnes créent l'Assemblée de défense du Marais, afin d'organiser un dernier coup politique et ne pas laisser le squat se faire expulser sans bruit. Cette assemblée, toujours active, rassemble des dizaines de personnes, dont de nombreux-ses déçu-e-s de l'AG de lutte.

Pour faire vivre et occuper le squat pendant l'été, une université populaire et un campement militant ont été lancés ; l'une a plutôt bien marché, l'autre beaucoup moins. L'Assemblée de défense du Marais se retrouva aussi à pallier l'absence et les erreurs de l'AG de lutte, et régler des conflits entre habitant-e-s, qui ne faisaient qu'augmenter avec la surpopulation (près de 300 habitant-e-s). Pour toutes ces raisons, l'Assemblée de défense du Marais a proposé de fonder une seule assemblée commune au Marais où les habitant-e-s auraient une place centrale dans les décisions (usage des espaces, nouvelles arrivées, etc.). Début septembre, la pression s'est intensifiée avec la rumeur d'une expulsion imminente. Déménagement précipité, tours de garde dès 5 heures, fuite d'une partie des habitant-e-s, stress et fatigue n'aideront pas à calmer les tensions avec une AG de lutte absente du terrain... Cependant, une AG du Marais avec habitant-e-s et collectifs présents vit enfin le jour ! Peu importe le temps qu'il reste à passer au squat, la vie ne s'arrête pas, et faire pourrir la situation peut très bien être une stratégie de la préfecture.

## Faire le bilan : privilégier la pratique et l'inclusion plutôt que l'idéologie

Loin d'être consensuelle, la défense du Marais a contrarié l'AG de lutte, qui ne s'y opposait jamais clairement alors que des rumeurs circulaient. Défendre le squat mettrait les habitant-e-s en danger, comme si nous étions de méchant-e-s insurrectionnalistes qui ne pensaient qu'à faire des coups d'éclat sans se préoccuper des exilé-e-s... Impossible d'en dire plus ici sur la stratégie de défense du Marais, toujours menacé au début de l'écriture de ces lignes. Il est certain que l'absence d'une assemblée commune était dommageable pour tous-tes et ne faisait qu'amplifier les mésinterprétations et les ressentiments. De notre côté, nous critiquons la « frénésie quantitative » de l'AG de lutte pour loger toujours plus de personnes, comme si cela était une fin en soi. La masse de travail réalisée par l'AG de lutte est indéniable, mais à dépenser autant d'énergie et à ouvrir autant de squats elle néglige chaque fois plus le politique et la qualité de vie à l'intérieur des squats. Sans le vouloir, elle se retrouve à jouer le rôle de « soupape de sécurité » du manque d'hébergements d'urgence. Ce qui doit d'un côté bien arranger la préfecture, même si officiellement elle communique sur sa politique de « résorption des squats ». Réduit à moins d'une dizaine de militant-e-s et à vouloir en faire plus qu'ils en ont la capacité, l'AG de lutte a clairement « la tête dans le guidon » et « les chevilles enflées », ce qui se traduit par de réelles difficultés à porter un regard critique sur sa propre trajectoire. Sinon, pourquoi aurait-elle autant dénigré l'ECL et la défense du Marais qui, depuis l'ouverture du squat, ont porté à une échelle beaucoup plus large la lutte en soutien aux exilé-e-s et un discours anticapitaliste ? Il ne s'agit pas ici de régler des comptes, mais bien de livrer une analyse de tout cela, car, à l'approche très probable de la fin du Marais, il semblerait que nous ayons réussi à converger avec énormément de gens sauf avec l'AG de lutte...

Alors, que tirer de cette expérience du Marais ? Pour certain-e-s, la convergence n'aurait pas marché. Pour faire un tel bilan, il faudrait déjà la définir. Pour nous, elle ne peut être une alliance formelle d'organisations « déjà de gauche », tout d'abord parce que certaines d'entre elles sont des ennemis de classe, notamment les partis politiques. Pour nous, il s'agit de rencontrer des gens, de tisser des liens avec des individus et collectifs, et de faire ensemble tant que possible afin de développer des automatismes organisationnels. Beaucoup des groupes et individus mentionnés ont trouvé au Marais des allié-e-s ainsi qu'un espace d'organisation. Une véritable communauté de lutte

solidaire y a pris forme. Si je précise ici « communauté », c'est que ses rapprochements se sont effectués sur des bases pratiques, à travers la mise en commun de moyens et d'actions, et non sur des *a priori* idéologiques. Cela ne signifie en rien que nous avons abandonné nos positions communistes et libertaires, mais la pensée théorique et l'idéologie ne peuvent qu'éclairer le présent et ne doivent surtout pas être des barrières à la discussion avec quiconque n'aurait pas notre position politique. Le monde des idées ne peut pas épuiser la réalité et surdéterminer nos pratiques. A suivre de grands principes à la lettre, on prend le risque de s'isoler, alors qu'une fois présentés les uns aux autres il est beaucoup plus simple de parler politique et révolution sociale.

J'ai vu beaucoup de personnes désabusées et fatiguées se focaliser sur les points négatifs. Pourtant, en resituant l'expérience dans son contexte caennais, j'en fais un bilan très différent. Qui aurait pu imaginer qu'autant de gens si différents mettent un pied dans un squat ou s'y investissent ? Organiser des 1<sup>er</sup> Mai et discussions politiques avec syndicats et GJ dans un squat de migrant-e-s ? Ou que les institutions culturelles locales s'y engagent publiquement et en soutien aux exilé-e-s ? Ou qu'un squat prenne l'envergure d'un quartier, avec sa cuisine collective, son École nomade, ses terrains de sport, etc. ? Quoi qu'il en soit, avec le Marais nous avons franchi un palier et créé un espace qui dépasse l'échelle des collectifs pour devenir un contre-pouvoir composite au niveau local. Même si on regrettera sa non-pérennité et la précarité que connaissent toujours les migrant-e-s, l'expérience du Marais rappelle la nécessité cruciale de se territorialiser et de devenir des forces matérielles.

Et même si le squat vient de se faire expulser, le 22 octobre, par un dispositif policier important, soyons ambitieux, la prochaine fois nous ferons encore plus grand, autrement et mieux.

le 20 octobre 2019  
Juan del Rio Bha





## chroniques du contrôle et de la répression

# Big

### Campagne « Technopolice »

### La bataille juridique puante du ministre Blanquer

**L**e ministre de l'Éducation nationale n'en démord pas. Il considère que ses services ne sont pas tenus de scolariser les jeunes de plus de 16 ans qui en font la demande. Ce raisonnement repose sur une confusion entre l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans et le droit à l'éducation, qui ne comporte aucune limite d'âge. Une erreur tellement grossière qu'on a du mal à imaginer qu'elle ne cache pas un objectif plus inavouable.

Tout a commencé en 2015 quand le rectorat de Paris a refusé d'affecter dans un établissement scolaire un mineur isolé étranger âgé de 16 ans révolus. Saisi par le jeune, le tribunal administratif de Paris a reconnu son droit à l'éducation. Mais le ministère de l'Éducation nationale a fait appel.

En mai dernier, la cour administrative d'appel de Paris a confirmé en tout point la décision du

tribunal. Mais le ministère vient de se pourvoir devant le Conseil d'État !

Cette bataille juridique puante est-elle uniquement destinée à faire obstacle à la scolarisation des mineur-es isolé-es les plus âgé-es ?

Source : communiqué de presse du JUJIE (Justice pour les jeunes isolés étrangers)

**L**a Quadrature du Net et d'autres associations ou organisations (LDH, FCPE, CGT-Educ...) ont lancé le 16 septembre une campagne baptisée « Technopolice » d'information et de recensement de projets de mise sous surveillance totale de l'espace urbain à des fins policières. L'objectif de la plateforme Technopolice est double : documenter de la manière la plus rigoureuse possible le déploiement de ces projets de surveillance à travers le pays, et construire ensemble des outils et des stratégies de mobilisation capables de les tenir en échec. L'enjeu est de parvenir à organiser des résistances locales en les fédérant afin qu'elles puissent se nourrir les unes les autres. Cette initiative dénonce également la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) pour son coupable laisser-faire. Nous publions ci-dessous le manifeste « Résister à la surveillance totale de nos villes et de nos vies » :

« Partout sur le territoire français, la Smart City révèle son vrai visage : celui d'une mise sous surveillance totale de l'espace urbain à des fins policières.

A Toulouse, Valenciennes ou Paris, on expérimente la vidéo-surveillance réputée « intelligente » car fondée sur le traitement automatisé des flux vidéo pour imposer la reconnaissance faciale.

A Saint-Etienne, une startup s'allie avec la mairie pour déployer des micros dans l'espace urbain afin d'alerter la police en cas de bruit suspect.

A Marseille ou Nice, des industriels voraces comme Thales ou Engie avancent main dans la main avec les élus pour pousser leurs projets de « Safe City », sorte de couteau suisse sécuritaire qui va de la reconnaissance des émotions dans l'espace public urbain à l'interconnexion massive de bases de données à des fins de police prédictive, en passant par la surveillance des réseaux sociaux.

Les nouvelles technologies informatiques comme le Big Data et l'Intelligence artificielle sont la clé de voûte de ces différents projets. Ce sont elles qui doivent permettre de faire sens de toutes les données que l'on saura produire ou collecter,

établir des corrélations, faire des recoupages statistiques, tracer des individus ou administrer des lieux.

La Smart City fait ainsi de la technopolice notre futur. Sous couvert d'optimisation et d'aide à la décision, elle transforme l'urbanité tout entière pour en faire une vaste entreprise de surveillance. Une surveillance macroscopique d'abord, dédiée à un pilotage serré et en temps réel des flux de population et de marchandises, à une gestion centralisée depuis un centre de commandement hyperconnecté. Puis une surveillance rapprochée des individus et des groupes : dès que des comportements « suspects » seront détectés, les appareils répressifs pourront fondre sur eux, « préempter la menace » et réprimer la moindre petite infraction à l'ordre public. Ou à l'inverse récompenser les citoyens jugés vertueux.

Sauf qu'il suffit de regarder dans le miroir que nous tendent l'histoire ou d'autres régions du monde pour savoir à quoi la technopolice nous conduit : renforcement des formes de discrimination et de ségrégation, musellement des mouvements sociaux et dépolitisation de l'espace public, automatisation de la police et du déni de justice, déshumanisation toujours plus poussée des rapports sociaux. Tout cela et plus encore, au prix d'un gigantesque gâchis financier et écologique qui ne servira qu'à conforter le pouvoir des marchands de peur, et à maquiller le plus longtemps possible l'ineptie de leurs politiques.

Les technocrates misent donc sur le plan et la machine pour réguler nos villes et nos vies. En lieu et place de la polis entendue comme cité démocratique, comme espace pluraliste, lieu de déambulation, de rencontres imprévisibles et de confrontation à l'altérité, ils mettent la ville sous coupe réglée. La technopolice ressemble à un gigantesque tube à essai dans lequel les formes les plus avancées du contrôle social pourront être mises au point.

Contre cette dystopie que préparent ceux qui prétendent nous gouverner, nous appelons à une résistance systématique. »

Source : technopolice.fr

### Ventes d'armes à l'Arabie saoudite : d'où vient la fuite ?

**U**ne note « secret défense » de septembre 2018 émanant de la Direction du renseignement militaire a établi, sans aucune équivoque, que des armements français sont utilisés dans la guerre sanglante menée par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis au Yémen. Rappelons que la France a ratifié en 2014 le traité sur le commerce des armes des Nations unies qui interdit leur vente si elles peuvent être utilisées pour commettre des crimes de guerre. Depuis, un comité d'experts de l'ONU a souligné, le 3 septembre 2019, la « responsabilité » de la France et des autres Etats pour

voyeurs d'armes dans la « multitude de crimes de guerre » commis au Yémen. La France s'assoit dessus tandis que Macron « s'indigne » devant de telles allégations ! La divulgation de cette note « secret défense » a valu à trois journalistes de Disclose et de Radio France d'être convoqués par la DGSI les 14 et 15 mai derniers. Dans la foulée, le président du tribunal administratif de Paris a retiré d'autorité, le 27 mai, sur demande expresse de la secrétaire générale de la défense et de la sécurité nationale, cette note d'une procédure contre ces ventes d'armes, prouvant une fois de plus la

dépendance de l'institution judiciaire vis-à-vis de l'Etat.

Le 2 octobre, la DGSI a convoqué, pour « atteintes au secret de la défense nationale », le président de l'association Action sécurité éthique républicaine (Aser) spécialisée dans le contrôle des ventes d'armes. Son crime : avoir persisté à citer, dans une procédure en appel contre les exportations d'armes françaises à destination des pays du Golfe, la même fameuse note de septembre 2018. Circulons, il n'y a rien à voir ! A suivre...

Sources : aser-asso.org, Le Canard enchaîné du 25/09/19

# Big Brother





# Brother



## A Lyon, la gendarmerie utilise la reconnaissance faciale pour identifier les suspects

C'est une audience du 17 septembre dernier au tribunal de Lyon qui a mis en lumière cette nouvelle technique policière. Une personne passait en procès pour un vol de camion le 5 septembre. Comment avait-elle été reconnue et arrêtée ? Par reconnaissance faciale !

La gendarmerie en charge de l'affaire a récupéré les images de vidéosurveillance, et son logiciel a associé automatiquement le visage de l'accusé à une identification existant dans les fichiers policiers. C'est donc la « machine » qui a identifié l'individu et provoqué son arrestation, une première.

Les questions relatives à la fiabilité du système – et non aux aspects éthiques que celui-ci ne manque pas de soulever – ont provoqué le renvoi du procès à la fin octobre. Si alors la gendarmerie apporte, comme le demande le juge, des preuves de la fiabilité de son système informatique, et si la personne est condamnée, on peut s'attendre à une géné-

ralisation de cet outil policier pour l'identification des individus accusés.

Etant donné l'abondance des images fournies par la vidéosurveillance, la couverture médiatique ou les réseaux sociaux, notamment lors des manifestations et autres actions politiques, une telle machine à reconnaître les individus n'aurait que l'embaras du choix pour en trouver qui soient exploitables. Elle n'aurait plus qu'à faire le travail. Alors que la quantité et la dispersion des images ainsi que le manque de moyens pour les traiter empêchaient la police d'opérer un recoupe-ment systématique des sources, et donc l'identification des manifestant-e-s, la machine ne prendra qu'un instant pour vous/nous retrouver.

Masquons-nous, floutons les photos et vidéos, multiplions les techniques empêchant une identification qui risque fort de devenir systématique...

Source : *Rebellyon.info*

## Concours de dessins « j'aime ma police » !

Dans le cadre de la 7e édition des Rencontres de la sécurité, la préfecture du Gard a proposé un concours de dessins sur le thème « Hommage à nos forces de sécurité intérieure ». Ce concours a débuté le 26 août et s'est terminé le 27 septembre. Il était ouvert dans plusieurs catégories : maternelle sur le thème « Merci à nos policiers » ; primaire sur le thème « Merci à nos gendarmes » ; collège sur le thème « Merci à nos sapeurs-pompiers » ; lycée sur le thème « Merci à nos pompiers du ciel » ; adultes sur le thème « Merci à notre armée ». Face à cette provocation, un boycott de ce concours a été organisé, une première manifestation a eu lieu devant l'inspection académique le 25 septembre ; une 2e devant la préfecture du Gard le 9 octobre, jour de réunion du jury où une quarantaine de gilets jaunes ont manifesté ; une 3e le 12 octobre, jour de la remise des prix.

Source : *service de l'Etat dans le Gard*

## Gilets jaunes face à la justice

Selon le ministère de la Justice, plus de 3000 condamnations ont été prononcées, dont 1000 ont donné lieu à des peines d'emprisonnement ferme. Début juillet, environ 440 mandats de dépôt avaient été délivrés sur l'ensemble du pays. Dans un petit tribunal comme celui de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), 44 dossiers liés aux gilets jaunes ont été étudiés entre novembre 2018 et juillet 2019. Selon le procureur de cette ville, « la majorité concernait des personnes majeures qui n'avaient aucun casier judiciaire ». A Tarbes (Hautes-Pyrénées), 86 personnes ont été poursuivies. A Paris, principal lieu des manifestations, le parquet a, selon Le Monde, engagé des poursuites contre 626 personnes, après presque 3000 gardes à vue.

Selon le décompte de journalistes de Basta !, les condamnés à des peines de prison sont très majoritairement des hommes. Sur les 450 condamnés dont on connaît le genre, 24 sont des femmes. Ils et elles sont de tous âges : de 18 à 69 ans. Notons que, parmi les faits condamnés, il n'y a pas seulement des actes commis lors de manifestations. Une trentaine de condamnations concernent des incendies et dégradations de

radars, pour des peines allant de quatre mois de prison avec sursis à un an de prison ferme.

Les condamnations les plus récentes montrent également les premières conséquences de la loi « anticasseurs » du 10 avril 2019. Elle crée notamment un délit de dissimulation du visage, et facilite les interdictions de manifestation. Ce nouveau délit a rapidement été employé contre des manifestants arrêtés.

Les condamnations ne sont pas près de s'arrêter. Le ministère de la Justice rappelle que « de nombreuses enquêtes sont toujours actuellement en cours, généralement dans le cadre préliminaire », et que des informations sont ouvertes « afin d'identifier les auteurs des faits les plus graves, par exemple les dégradations commises à l'arc de triomphe, l'incendie de la préfecture du Puy-en-Velay ou encore la tentative de lynchage de motards de la police sur les Champs-Élysées ». D'autres jugements sont également annoncés pour les semaines qui viennent.

Du côté des policiers, l'IGPN a été saisie de 313 enquêtes pour des suspicions de violences policières, dont la moitié a été transmise aux parquets. Aucune poursuite n'a encore été engagée...

Source : *Bastamag.net*

## L'association Place au vélo Nantes lance Vigilio

Vigilio est une application collaborative citoyenne qui a été créée par Vélocité Montpellier et développée par et pour les cyclistes. Elle est destinée à cartographier les difficultés quotidiennes que les cyclistes rencontrent lors de leurs déplacements. Il s'agit pour l'essentiel d'incivilités récurrentes, de problèmes d'entretien et d'aménagement du réseau.

« Vous êtes nombreux, chaque jour, à faire remonter les difficultés et mises en danger que vous subissez, explique Place au vélo Nantes qui vient de l'adopter. Que ces signalements se fassent via les réseaux ou auprès de l'association, aucun outil ne permettait jusqu'à présent de consigner, organiser, archiver et suivre les milliers d'observations reçues. L'objectif est que les services de la métropole et les pouvoirs publics puissent s'approprier les données issues de cet outil afin d'offrir des réponses adaptées aux problèmes rencontrés. »

Comme le souligne un membre de cette association nantaise, la création d'une telle application « est très symptomatique de la mentalité des bobos s'entassant dans le centre-ville de Nantes et roulant en deux-roues, qui veulent une ville policée et zéro défaut, en fait adaptée à leurs mode de vie et déplacements, avec sécurisation et contrôle policier. Cette intolérance, digne du politiquement correct qui envahit discours et attitudes depuis longtemps, convient bien sûr parfaitement à la maire et au préfet qui ne tolèrent plus la moindre manif en ville. Nantes est en train de se couvrir de caméras de surveillance (à quand la reconnaissance faciale ?). On est aussi sur le modèle chinois, avec ses caméras omniprésentes, qui affecte des bons ou mauvais points aux citoyens, quitte à leur fermer l'accès aux trains, aux bus, à certains services publics en cas de conduite incorrecte ou d'incivilité ».

Source : *un cycliste nantais*

**BIG BROTHER**





# Des nouvelles du rail en déconfiture

Un entretien avec Eric, cheminot sur la ligne Mantes - Saint-Lazare

*Eric est agent de maîtrise (organisation des départs et correspondance en gare) sur l'axe Paris-Saint-Lazare - Mantes-la-Jolie et délégué SUD Rail. Il fait partie du collectif Intergares, a défendu de nombreux travailleurs du rail quel que soit leur statut (public et privé), et a documenté l'évolution récente du rail français, du point de vue des travailleurs comme de celui des usagers (série d'articles disponible sur le site de Révolution permanente). En avril 2019, sa direction a lancé contre lui une procédure de licenciement qui s'inscrit dans la droite ligne de l'attaque en cours contre les conquêtes sociales des cheminots et de la rentabilisation du rail français.*



**– Peux-tu expliquer pourquoi ta direction a engagé une procédure de licenciement contre toi et d'autres cheminots ?**

– Remettons un peu le contexte. Le 20 mars 2019, j'ai eu pour la 3<sup>e</sup> année consécutive un blocage discriminatoire sur mon déroulement de carrière. Cette énième discrimination à mon encontre (qui a provoqué un burn-out dû à une surcharge de travail et à de nombreuses procédures de sanction), associée à la situation locale (Saint-Lazare est la région-test des nouvelles organisations du travail depuis 2016, avec son cortège de collègues en souffrance qui m'appelaient à l'aide) et à l'anniversaire de la mort de mon meilleur ami (Edouard, cheminot également, qui s'est suicidé le 10 mars 2017) ont fait que j'ai très mal supporté cette injustice qui m'a laissé entrevoir une retraite misérable. Au cours d'entretiens devant des supérieurs hiérarchiques, on m'a reproché pour justifier cette situation de blocage que « je n'avais pas la posture d'un agent de maîtrise » et que j'étais « anxigène ». Je me suis mis à genoux devant eux en leur demandant si c'était ça la posture attendue d'un agent de maîtrise. Ils ont ajouté que j'étais dan-

gereux parce qu'à la suite des entretiens un chef m'avait vu en possession d'un couteau à pain du réfectoire sur mon lieu de travail – couteau qui m'avait servi tout bêtement à manger. Une procédure disciplinaire a été lancée, qui a abouti immédiatement à une procédure de licenciement. La procédure passe par un conseil de discipline (institution paritaire) et une autorisation administrative de licenciement (du fait que je suis délégué syndical), et le 23 mai les représentants de la direction ont voté le licenciement. En juin, mon licenciement était présenté aux élus du CSE (comité social et économique, ex-CHSCT), et l'inspection du travail vient tout juste de refuser l'autorisation administrative de licenciement.

La direction veut (à la demande du gouvernement) normaliser la SNCF en ce qui concerne la contestation au sein d'une entreprise privée. Pour cela, il lui faut briser toute forme de résistance, et donc il y a une campagne de sanctions contre les militants syndicaux. Notamment Yannick (à Rennes) pour des faits pendant la bataille du rail, Linda (à Rambouillet) avec pour prétexte le non-respect d'une procédure de colis suspect, et Mathieu (à Strasbourg) qui, après avoir gagné sur trois ans de procédure avec

l'inspection du travail, vient de voir sa victoire remise en cause par le tribunal administratif, et donc repart de zéro... On imagine les dégâts psychologiques. Au tribunal administratif, le représentant de l'Etat a estimé que l'argument selon lequel les faits reprochés ne pouvaient pas être retenus contre lui parce qu'il était en grève (ce qui suspend le lien de subordination) ne tenait pas. C'est une attaque frontale contre la protection des grévistes, une jurisprudence dangereuse... Et là je n'ai parlé que des élus SUD Rail, mais l'ensemble des militants syndicaux est actuellement en souffrance et subit un mal-être profond. Par exemple, j'ai défendu devant le pôle social (qui a remplacé le tribunal des affaires de la Sécurité sociale) deux membres du CHSCT qui avaient fini tous les deux aux urgences au moment de la mise en place de la réorganisation à Saint-Lazare, pour faire reconnaître deux accidents du travail.

**– Tu fais le parallèle entre la SNCF et France Télécom (devenue Orange en 2013)... Ce que la campagne #PlusJamaisAGenoux vise à dénoncer. Tu peux expliquer un peu cette initiative ?**

Tout le monde reconnaît que, tant au niveau du nombre de suicides qu'au niveau des pratiques managériales (1), on a là une politique généralisée de précarisation des fonctionnaires et des entreprises à statut, de gains de productivité à outrance, et qui touche aussi l'ensemble du salariat. A la SNCF, la situation est particulière parce qu'on y entre pour la vie. Les salariés y recherchent une certaine sécurité. Donc c'est une population sensible à la transformation en force actuelle. On constate que ce qui gêne dans le statut SNCF, comme à France Télécom à l'époque, c'est principalement l'impossibilité du licenciement économique, avec l'obligation de reclassement et les difficultés du licenciement pour inaptitude médicalement constatée.

Les deux choses qui ont été exigées à partir de 2016 à Saint-Lazare, c'est la polyvalence et la flexibilité. Pour faire passer ça, il a fallu mettre en place un encadrement servile à cette politique d'entreprise. Ça ne va pas dans le sens de la qualité du travail. L'encadrement n'a pas été sélectionné sur ses compétences, mais sur sa servilité (des documents le montrent dans la vidéo en cours de préparation). Un encadrement moins compétent que le personnel qu'il encadre n'est pas respecté et a donc recours à des procédures disciplinaires. Il

1. Voir la vidéo à venir sur les pratiques managériales, sur Révolution permanente ou sur la page Facebook de soutien à Eric.





ya une réorganisation à outrance en permanence à Saint-Lazare. A titre d'exemple, on dit à des équipes « on vous spécialise » puis « vous êtes polyvalents » et de nouveau on les spécialise, donc c'est deux fois en un an pour elles un changement total. Le but final, c'est des gains de productivité pour préparer l'arrivée du privé. Les entreprises privées ne feront pas d'appel d'offres si la masse salariale est trop importante. Pour se couvrir juridiquement, comme elle sait qu'il va y avoir du dégât chez les salariés, la direction a fait appel au même cabinet d'expertise que France Télécom et Peugeot en 2009 : le cabinet Stimulus, proche des entreprises du CAC 40 et partenaire privilégié des réorganisations.

La campagne #PlusJamaisAGenoux visait à faire le parallèle entre les jeunes de Mantes-la-Jolie, ma situation et ce qui est demandé en général par le pouvoir actuel : mettre tous les salariés et toute la contestation à genoux, comme les gilets jaunes. Beaucoup de collègues ont fait des photos avec l'affiche de soutien de la campagne et ont témoigné en vidéo de la souffrance générée par la transformation de l'entreprise, souffrance qui se traduit par des maladies du travail qui ne seront jamais reconnues. La direction et l'Etat font peser un poids financier et un coût social énorme sur la société, finalement. On s'est aussi intéressé à la qualification « anxigène » qui m'est reprochée. Ce n'est pas la tempête qui fait peur, c'est le type de la météo qui l'annonce, c'est un retournement complet.

**- Cela fait un moment que la SNCF est découpée pour être rentabilisée au maximum, en particulier au bénéfice des sous-traitants privés. Comment la réforme ferroviaire de 2018 s'inscrit-elle dans la continuité des mesures précédentes et quelles en sont les conséquences concrètes aujourd'hui pour les travailleurs du rail ?**

- Il y a une volonté politique de découper toutes les grosses entreprises pour éviter l'esprit de corps : des pans entiers passent sans cesse au privé. A Saint-Lazare, la prise en charge des PMR (2) a été privatisée début 2019 ; le travail d'accueil fait par des agents SNCF l'est maintenant par des entreprises de patrons-voyous (Itiremia, City-One), dont la SNCF connaît parfaitement les pratiques puisque qu'en octobre 2015 j'ai fait venir sept salariés de City-One au comité d'entreprise de Saint-Lazare pour expliquer qu'ils travaillaient sans contrat de travail, planning, visite médicale et fiche de paie. La continuité, c'est les gains de productivité, le sous-effectif permanent qui crée des situations dangereuses : huit agressions de personnels à MLJ en six semaines, une le dimanche 13 octobre qui a donné lieu à une se-

maine noire à Saint-Lazare du 14 au 18 octobre (« dépôt de sacs (3) » tous les jours) et l'accident du 17 octobre en Champagne-Ardenne. C'est le conducteur blessé lors de l'accident qui a géré les voyageurs... Il y a une mise en danger à cause des gains de productivité, une perte financière et de compétences dues à la démission des agents formés par l'entreprise, ainsi qu'une dégradation généralisée du service qui s'accompagne de dangers dans la circulation. Rappelons qu'en 1936 la SNCF a été créée (en plus d'être l'outil d'aménagement du territoire, bien sûr) justement dans le but de fidéliser les cheminots et de garder leurs compétences, avec certes des conditions sociales avantageuses mais de bas salaires.

**- Tu décris sur le site de Révolution permanente les conditions de travail désastreuses chez les salariés de prestataires comme Challancin. Comment la résistance peut-elle s'organiser entre personnels ayant des statuts parfois très différents ?**

- Il faut apprendre à ouvrir les yeux sur les conditions de travail de la personne qui travaille à côté de toi, même si elle est d'une autre entreprise. On a souvent fait remarquer aux cadres que les employés qui nettoyaient leur bureau devenaient invisibles pour eux dès qu'ils mettaient leur tenue « de haute technologie » ! Le 30 juin 2018, on a monté avec des cheminots et des employés de Challancin un piquet de grève, qui n'a malheureusement pas abouti. En lien avec le piquet, les conducteurs de train ont dénoncé l'absence d'accompagnement dans les trains, en particulier la nuit (ce qui est prévu par un contrat entre la SNCF et Challancin). Ça reste difficile de mobiliser en solidarité interpro à l'intérieur d'une entreprise donneuse d'ordres pour la sous-traitance. On attaque en justice Challancin et la SNCF en même temps pour des faits de harcèlement moral, mise en danger, non-respect de l'organisation du temps de travail - le procès aura lieu en 2020. Un camarade a par exemple fait 500 heures supplémentaires pas toutes payées en 2017 à la demande de l'entreprise (les heures sup sont plafonnées à 329 par un accord d'entreprise). Il reste très difficile de faire reconnaître les responsabilités d'un donneur d'ordres dans les conditions de travail de son sous-traitant.

**- Quelles leçons tirer de la défaite du mouvement de l'an passé et comment les perspectives de lutte ont-elles évolué depuis ?**

- Quand les organisations syndicales proposent des stratégies perdantes, il ne faut pas s'étonner de perdre. A la SNCF, la grève commence à porter ses fruits à

partir du 5<sup>e</sup> jour, moment où les chefs et les mercenaires ne sont plus en mesure de remplacer les grévistes. Le calendrier de la grève perlée a freiné la participation aux AG, cela a retiré la possibilité aux grévistes d'avoir la main sur leur grève et les a démotivés. Parce que c'est uniquement dans les AG que se prennent les décisions. Même Laurent Brun (secrétaire fédéral CGT Cheminots) a admis que c'était une erreur. On a vendu aux salariés une grève à l'économie ou à crédit (avec des coûts étalés sur trois mois) et beaucoup ont marché. C'était séduisant, d'étaler la perte de salaire. Aujourd'hui on n'en est plus là : face à l'attaque généralisée contre les services publics à marchandiser, et le salariat pour casser les droits et précariser, la réponse doit être également générale : une interpro la plus large possible et regroupant le monde associatif, avec en plus en vue l'échéance climatique et écologique. Les syndicats se sont laissés piéger par la « valeur travail » et les gains de productivité qui vont avec, en connotant positivement le travail, alors que notre productivité stakhanoviste est un risque majeur pour la survie de la communauté humaine. Ils devront se remettre en cause sur la défense corporatiste et sur le travail en tant que production intensive, sinon ils vont devenir obsolètes. Les gilets jaunes montrent qu'on peut lutter tous ensemble, travailleurs, chômeurs, précaires, auto-entrepreneurs, et avoir des revendications qui parlent à tous.

**- Parmi les révolutionnaires, l'idée de défense du service public de l'éducation est critiquée notamment parce qu'elle gomme le rôle de l'école dans la reproduction des classes sociales. De manière analogue, la défense du service public comme « idéologie » de la lutte est-elle stratégique dans le combat des cheminots ? N'efface-t-elle pas le rôle capitaliste historique du rail étatique (transporter les travailleurs et les marchandises) et les contradictions de classe en son sein ?**

2. Personnes à mobilité réduite.
3. Grève sans préavis.





## social

- L'idée de service public avait connu un reflux chez les cheminots parce que le service public n'est plus valorisé depuis des décennies : depuis plus de trente ans, on essaie de faire dire aux salariés « clients » plutôt qu'« usagers »... La campagne qu'on a subie en 2018 contre les « privilèges » des cheminots et le service dégradé exacerbent les tensions avec les voyageurs. Dans cette destruction du service public, il y a eu une volonté d'opposer les usagers et les salariés de ce service en le dégradant par un manque de moyens. Mais, à Mantes-la-Jolie, où il y a beaucoup de trains trop courts par rapport au nombre de voyageurs, les usagers sont conscients que les salariés n'y sont pour rien, et les organisations syndicales essaient de maintenir le lien avec les associations d'usagers.

A la veille de la privatisation par appel d'offres, je sens un retour de cette valeur de service public. On peut voir la structure ferroviaire comme un outil au service du capital. Mais travailler à prix coûtant (sans faire de bénéfices), c'est une anomalie pour le système capitaliste. La preuve en est qu'on veut détruire le rail et le privatiser. C'est une tumeur pour le capitalisme, il ne peut pas y avoir d'espace non marchandisé dans cette idéologie. Le rail permet d'éviter les déserts ruraux, car sinon ce sont seulement les riches qui peuvent accéder à la campagne. Le service public permet de maintenir un maillage du territoire. Et politiquement, aujourd'hui, il faut prendre en considération que le rail c'est 0,3 % des émissions de gaz à effet de serre pour les transports (loin derrière la voiture et les camions). Il faut le voir comme un outil performant d'un point de vue écologique.

Pendant longtemps, l'échelle des salaires à la SNCF allait de 1 à 15. Cela permettait en théorie de garder un contrôle citoyen sur la rémunération. Aujourd'hui, en banlieue, il n'y a plus de 1<sup>re</sup> classe : les riches ne prennent pas le train. Les mauvaises conditions de transport sont égalitaires.

L'Etat a trahi les citoyens en les privant du contrôle qu'ils auraient pu avoir sur les services publics. Par exemple, le tarif au kilomètre est fixé nationalement par l'Assemblée nationale, mais la SNCF masque cette obligation légale par sa gamme tarifaire incompréhensible. Tout ce qui touche les services publics devrait faire l'objet d'un référendum – pourquoi pas un RIC, puisqu'on est dedans ? Si le moyen reste à décider, il est certain que les différents services publics appartiennent aux usagers, qui devraient en avoir le contrôle.

En 2018, une partie des cheminots était pour le blocage total et une autre était freinée par la conscience du service public utile.

**- La réforme des retraites a entraîné une réaction des syndicats du rail (RATP et SNCF), et un appel à la grève illimitée à partir du 5 décembre sur lequel se greffent d'autres structures syndicales et militantes (éducation, santé, violences policières, climat...) avec le mot d'ordre de convergence des luttes. Comment penses-tu que l'on pourra gagner quelque chose lors de ce mouvement et quelles sont les perspectives de lutte locales ?**

- Tous les signes montrent que les syndicats sont débordés par leur base, notamment la CGT. L'effet gilets jaunes est passé par là, et c'est clairement visible avec les comités interurgences et stylos rouges qui sont auto-organisés transversalement. Concernant « l'intergare » créé au printemps 2018, nous sommes assez fiers d'avoir été les « gilets jaunes de la SNCF » avant l'heure ! L'espoir peut venir de cette auto-organisation – des assemblées générales durant la grève qui pourront former des coordinations, comme en 1986 à la SNCF –, mais, à mon sens aussi, d'une participation d'autres intervenants, comme notamment les gilets jaunes, mais également le monde associatif. L'urgence climatique et écologique est bien présente, et elle est aussi pré-

gnante que l'urgence sociale. Si, comme je l'espère à l'instar de beaucoup, un grand mouvement social se construit, il faudra absolument que ces intervenants, moins classiques, se fassent leur place et/ou que des acteurs éclairés leur ouvrent la porte pour les aider justement à jouer le rôle qui leur est dû. C'est une question de survie de l'espèce humaine, mais aussi une façon d'empêcher l'arrivée au pouvoir du fascisme que Macron prépare par sa politique totalement facho-compatible.

**- Les techniques de surveillance, la présence militaire et policière et la lutte antifraude ont atteint des degrés impressionnants dans les gares et sur les lignes. Comment les agents réagissent-ils à cette prolifération sécuritaire et cette chasse aux pauvres ?**

- Aujourd'hui, dans sa refonte des métiers qui n'est qu'une course à la productivité, l'entreprise va loin dans la répression, en assermentant les agents des gares, qui n'ouvrent plus de guichets pour faire du contrôle à la place ! Il s'agit quasiment d'opérations de racket ! Pareil avec le nouvel outil « COSMO » fourni aux contrôleurs : il ne leur est pas possible de facturer les tarifs guichet dans le train. On ne leur permet plus de juger de la bonne foi du voyageur... Chez les collègues, il y a deux positionnements. Les légalistes, qui vont estimer qu'il est normal de faire respecter la loi et l'ordre, et qui voient le contrôle comme une source de revenus, car les petits salaires de la SNCF favorisent ce travers – et il faut de plus être conscient que les agents SNCF sont de gros pourvoyeurs de reconduites à la frontière, car bien évidemment les sans-papiers n'ont pas souvent de voiture... Et les « plus à gauche » qui, comme moi, estiment que la gratuité des transports serait bénéfique pour tous. Pour les voyageurs bien sûr, qu'ils paient des impôts ou pas semble secondaire (on peut estimer que les lois de l'hospitalité nous obligent à accueillir les invités comme nous-mêmes) ; pour l'environnement (en considérant le chiffre de 0,3 % des émissions de gaz à effet de serre concernant le transport pour le rail, quand les véhicules légers représentent 50 %) ; mais même égoïstement, pour la corporation des cheminots qui se trouverait pérennisée. Ce qui est certain, c'est que la réforme du ferroviaire va détruire, ou au minimum désorganiser, le moyen de transport de l'avenir par ses capacités et son bilan écologique, au moment où il devrait être priorisé !

Propos recueillis par Zygaena, OCL Ile-de-France, le 23/10/19

**RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN À ERIC CHEMINOT MENACÉ DE LICENCIEMENT**

**LE JEUDI 23 MAI À 14H À LA GARE SAINT-LAZARE, COURS DU HAVRE**

**#PLUSJAMAISAGENOUX**





# EuropaCity / CARMA : faut-il choisir ?

**EuropaCity représente bien ce que le capitalisme du XXI<sup>ème</sup> siècle est capable de faire gober de pire : un projet dantesque et écologiquement aberrant (piste de ski), inséré dans un autre projet tout aussi dément (le Grand Paris) ; motivé par et décidé pour faire grimper les taux de profit de multinationales obèses (Auchan et Wanda) ; approuvé par un pouvoir qui cache de moins en moins son rôle de pantin des capitalistes ; rejeté par la population locale dont l'avis est méprisé ; et au bénéfice exclusif des touristes nationaux et étrangers les plus friqués.**

**D**ans le Triangle de Gonesse, il subsistait au milieu d'un océan de béton et de fric obscène (deux aéroports, des centres commerciaux partout, une friche industrielle, un golf...) quelques bonnes terres agricoles, exploitées en intensif certes, mais des terres agricoles quand même. Ajouter du béton et du fric obscène à un territoire déjà asphyxié par la pollution et les emplois précaires (dans la logistique en grande partie), ne peut-être qu'un choix de gestionnaire et de bureaucrate du capital. Pour autant, être résolument contre EuropaCity implique-t-il de se jeter dans les bras de CARMA ?

## Le jeu des sept différences...

Le projet CARMA (pour « *Coopération pour une Ambition Agricole, Rurale et Métropolitaine d'Avenir* » (1) se présente lui-même comme l'alternative crédible à EuropaCity. Il s'insère dans « *l'appel à projets "Inventons la métropole du Grand Paris"* » et se veut partie prenante d'une « *Economie Sociale et Solidaire* ». Il « *rassemble des opérateurs du monde agricole et de la distribution alimentaire, des professionnels de l'aménagement du territoire et des acteurs financiers. Son objectif : réaliser un projet au service des habitants qui s'appuie sur les perspectives prometteuses de l'agriculture péri-urbaine et urbaine à l'échelle de l'Ile-de-France* ». Pour apparaître comme le projet solide à même de convaincre rationnellement nos décideurs, CARMA nous parle de « *mise en valeur* », de « *taux d'utilité* », de « *innovation* », de « *pôles de main d'œuvre et d'emploi* » et de « *capital d'exploitation* », et même de « *montage juridique et financier* » ! Cela ressemble étrangement au langage des promoteurs d'EuropaCity, à celui de n'importe quel entrepreneur capitaliste. Difficile d'y voir une quelconque *alternative*.

L'erreur que la lutte peut commettre en s'abritant derrière CARMA serait de croire que l'on gagnera quelque chose en jouant sur le même terrain que nos ennemis. Ce serait de penser qu'il faut et que l'on pourrait convaincre rationnellement nos décideurs – en particulier le locataire de Matignon vers lequel nous marchons – afin de substituer au projet initial un contre-projet et que seuls les arguments économiques, sociaux et écologiques suffisent à mener une lutte. Au contraire, les années de la lutte antinucléaire en France et celle contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes l'ont montré, c'est le *rapport de forces* entre les acteurs de la

lutte et les promoteurs du projet qui fait qu'une lutte gagne ou perd.

Nous ne voulons pas laisser la lutte à un réseau d'acteurs économiques aux motivations limpides et qui savent défendre une logique d'expert financier : entre autres Biocoop, la Confédération des commerçants de France, des consultants en communication, en emploi, en mise en réseau... La lutte ne se résume pas au spectacle d'un débat interne au monde de l'argent dont l'issue est attendue avec un suspense insoutenable : qui parlera le mieux aux investisseurs et aux dirigeants pour remporter le jackpot du Triangle de Gonesse ?

## Lutte de classes en milieu écolo

Il serait préférable – disent certains – d'avoir avec CARMA un territoire de plein emploi à Gonesse, juste socialement et soutenable écologiquement, plutôt qu'un parc d'attraction et de shopping de luxe pour la bourgeoisie mondialisée. Si c'est certainement vrai, est-ce pour autant réalisable ?

## CARMA : faut-il choisir ? 5/10/19

Le projet CARMA se place d'emblée dans un logique comptable : il veut être rentable, même si c'est à grand renfort d'argent public. Or pour être rentable au XXI<sup>ème</sup> siècle, *a fortiori* dans le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire, ce n'est pas en accordant des salaires mirobolants aux travailleurs. Les projets similaires (ferme du Bec Hellouin, Kokopelli (2), entreprises de l'économie sociale et solidaire...), fonctionnent grâce à grands renforts de stagiaires (pas ou mal payés), de services civiques, de CDD, d'intérim, de bénévoles et de bas salaires, de WWOOFERS (3)..., une main d'œuvre précaire, en tout point similaire à celle des autres secteurs de l'économie. L'Economie Sociale et Solidaire n'est pas un monde à part dans le capitalisme, et ses travailleurs sont dans la même situation que les autres : exploités, mal payés, avec un fort *turn-over* et peu de perspectives d'emploi stable. La différence majeure avec le reste de l'économie c'est peut-être que certains des travailleurs du business de la transition y croient, au grand bonheur de leurs patrons. Qui peut croire que les emplois issus de CARMA auront un autre visage ?

CARMA se veut également porteur d'une dynamique de conversion et d'installation en agri-

culture biologique, dont les produits seraient accessibles à tous. Mais le bio « accessible » c'est celui du supermarché Auchan, par des sans-papiers surexploités dans les serres d'Andalousie ! Les petits producteurs bio locaux en vente directe constituent le plus souvent un marché de niche auquel seuls peuvent encore accéder une petite bourgeoisie (r)urbaine qui en a encore les moyens. Les contraintes de production et la concurrence pèsent tellement sur eux que pour survivre économiquement (voire tout court), il leur faut vendre à ceux qui ont le portefeuille encore rempli à la fin du mois. Les prolétaires de Gonesse iront faire leurs courses ailleurs.

## Ce que portent les luttes contre l'aménagement du territoire

Les luttes comme celle contre EuropaCity sont porteuses d'enjeux de société, d'enjeux de classe : les deux conséquences les plus visibles de ces grands projets sont une précarisation et une dépossession croissante de la population, et une destruction accélérée des territoires : déforestation, désertification, pollution, épuisement définitif des « ressources »... C'est ce que ne disent pas ceux qui en bénéficient et qui façonnent l'« opinion » en fabriquant de nouveaux « besoins » : les classes aisées qui vivent un peu dans un autre monde et qui ne voient dans ce « progrès » que les réalisations qui amélioreront encore leur mode de vie. Les conséquences sur les « autres » (qui sont les majorités) ne sont pour eux que des dégâts collatéraux, à ranger dans les profits et pertes en quelque sorte.

C'est pourquoi, à cette classe dominante, il faut lui enlever le pouvoir de décider car ce qu'elle décide par elle-même, elle le fait d'abord pour elle-même ; ce que nous pouvons parfaitement faire aussi, ce que nous ferons mais avec cette différence que nous sommes plus nombreux et que ni nos besoins ni les manières de les satisfaire ne sont les mêmes !

Comment pouvons-nous contribuer à inverser le rapport de force, à rendre impossible la poursuite de ces projets en faisant payer un coût (politique et économique) exorbitant à leurs promoteurs et investisseurs ? La lutte peut atteindre ce point-là en poursuivant les actions dans la même veine que celles qui ont eu lieu contre l'ouverture du chantier de la gare. Les questions de la poursuite et de l'extension de la lutte doit se poser à la base, parmi ceux qui l'animent. Mais ne laissons pas les vampires de l'écologie économiquement compatible enterer la lutte et négocier sur notre dos !

**Marcher contre EuropaCity oui !**

**Marcher pour CARMA non !**

**Organisation Communiste Libertaire  
Ile-de-France.** oclidf@riseup.net

1. Toutes les citations sont tirées du document « *Projet CARMA (Coopération pour une Ambition Agricole, Rurale et Métropolitaine d'Avenir) Propositions pour une co-construction du projet V.0 Octobre 2017* ». Disponible à l'adresse : [http://nona.europacity.com/wp-content/uploads/2017/12/Le\\_projet\\_CARMA\\_version\\_integrale\\_1.12.2017-1.pdf](http://nona.europacity.com/wp-content/uploads/2017/12/Le_projet_CARMA_version_integrale_1.12.2017-1.pdf) EuropaCity /

2. Nous n'irons plus pointer chez Gaëa, jour de travail chez Kokopelli, Le Grimm, les éditions du bout de la ville, 2017.

3. <https://blogs.mediapart.fr/yann-kindo/blog/170218/de-l-exploitation-en-milieu-fermier-ecolo>





# No Bassaran, dans l'Ouest, en lutte contre les projets de bassines

**A Melle, dans les Deux-Sèvres, se tenait les 5 et 6 octobre un week-end de mobilisation contre un projet de bassine, gigantesque réserve artificielle d'eau au bénéfice des grands exploitants de l'agro-business. Analyse et compte rendu de cette lutte en cours.**

## Les bassines, c'est quoi ?

L'agriculture capitaliste ne cesse de se renouveler et d'« innover » : dernière lubie, les bassines. Cet euphémisme (les défenseurs de ces projets parlent de « réserves de substitution ») désigne en fait un bassin artificiel de plusieurs hectares (entre 7<sup>(1)</sup> et 18 ha et profond de plusieurs mètres) destiné à accueillir des centaines de milliers de mètres cubes d'eau pour pallier aux problèmes récurrents de sécheresse dans une région d'agriculture céréalière intensive. L'un des problèmes, c'est que ces bassines ne vont pas se remplir naturellement, mais par un pompage intensif des nappes phréatiques en hiver pour avoir de l'eau en été. On vole la réserve quand elle est censée se reconstituer pour avoir de l'eau toute l'année... cherchez l'erreur.

Le projet est démesuré : 19 bassines dans le bassin de la Sèvres niortaise (15 dans les Deux-Sèvres, 2 dans la Vienne, 2 en Charente-Maritime), mais aussi 41 projets pour le bassin du Clain dans la Vienne ! Sans compter les 24 déjà réalisées en Vendée, qui a servi de terrain d'expérimentation. C'est donc une bonne partie des campagnes que certains souhaitent aménager pour répondre aux exigences de l'agriculture productiviste. Dans les Deux-Sèvres, les 19 projets vont profiter à 230 exploitations sur les 8 000 du département, principalement du maïs pour l'exportation. Le tout financé à 70 % par de l'argent public. L'intérêt privé coïncide bien avec l'argent public.

Bien sûr, les gros soutiennent le projet : FNSEA, Chambre d'agriculture, « coopératives agricoles », accompagnés et encouragés par la préfecture, le ministre de l'Agriculture et certains députés locaux, comme Guillaume Chiche (REM, un de la « bande de Poitiers » qui a propulsé Macron) ou Delphine Batho (ex-PS, ex-ministre de l'Ecologie sous Hollande). 13 associations locales soutiennent le projet, dont la fédération des DS de la Pêche ou Deux-Sèvres Nature Environnement (son homologue de la Vienne y est farouchement opposée).

## Une convergence des luttes en demi-teinte

Mais l'opposition s'organise, principalement autour du collectif Bassines non merci (BNM<sup>(2)</sup>), originaire de Mauzé-sur-le-Mignon dans le Marais poitevin) et du mot d'ordre « No Bassaran ». Dans ce secteur, une bassine va se construire, ce qui a amené à créer une sorte de ZAD (la Mauz'ZAD) sur un terrain prêté par un opposant afin de suivre l'avancement des travaux et peut-être de servir de point de ralliement. Pour ce 6<sup>e</sup> événement depuis 2018, les organisateurs ont prévu un grand week-end de mobilisation sous le signe de la convergence des luttes, afin de brasser large et de lier le local au contexte plus large.

Au programme le samedi : manif déambulatoire dans Melle, discussions, échanges, stands et bal trad. Plus de 30 organisations, collectifs, structures... ont signé l'appel à manifestation, mais au final ce sont environ 400 personnes qui défilent (pour 6 000 recensées, c'est tout de même honorable).

La manif est organisée par les gilets jaunes (GJ) qui ont fait part de quelques difficultés à l'organiser : 6 modifications de parcours de la part des autorités, dossier perdu trois fois en mairie... Un double dispositif de sécurité encadre le cortège : gendarmes (une quinzaine) et GJ (l'un des deux, voire les deux, sont probablement de trop). Le cortège est familial et calme : d'un lieu à l'autre, on discute, on rencontre, ce sont surtout des gens du coin. Chaque arrêt est l'occasion d'une prise de parole : la compromission de la député devant sa permanence ; la réforme Blanquer devant le lycée ; la situation des enseignants-es du primaire devant l'école... A noter que la manif ne passe pas devant l'usine Solvay classée SEVESO 2 : en effet, un arrêté municipal anti-GJ interdit toute manifestation sur le rond-point (bastion des GJ locaux depuis novembre 2018) proche de l'usine. Dommage : au regard de l'actualité (Lubrizon à Rouen) et du thème convergence des luttes, cela aurait fait sens de se pointer devant ce gros et dangereux pollueur<sup>(3)</sup>.

Le dimanche, rebelote : une marche « citoyenne » en rase campagne, à Sainte-Soline qui rassemble entre 80 et 120 personnes, sous bonne garde policière. Différentes prises de parole s'enchaînent, en s'intéressant au cœur du sujet. A la fin de la journée, devant le futur site de la bassine, il y a un appel fort bien compris

à faire de la désobéissance civile en utilisant, par exemple, du ciment expansé pour boucher les piezomètres<sup>(4)</sup>. Cependant, la marche servait de paravent à une autre action concomitante de prélèvement d'eau dans une bassine déjà en fonctionnement, à 20 km de là. De ce point de vue, c'est une réussite.

Trois axes principaux d'opposition sont proposés :

- Microbiologique : pour évaluer la qualité de l'eau contenue dans les bassines. L'idée est de relever les potentiels risques sanitaires (légiionellose et E. coli) car, en plus d'être un désastre écologique, il y a des craintes que l'eau des bassines présente des dangers : des cas des légionelloses orphelines<sup>(5)</sup> ont été détectés dans des zones proches des bassines déjà construites.

- Patrimonial : la bassine (qui serait la plus grande du secteur, plus de 12 ha) va être créée en marge d'une voie romaine et il n'y a pas eu de diagnostic archéologique. Le danger de cet axe de revendication est qu'il est assez facile pour l'Etat d'accorder un diagnostic, puis de construire quand même la bassine en arguant qu'il a entendu la « revendication citoyenne ». En effet, ces fouilles préventives ne servent qu'à évaluer s'il faut sauver les vestiges : elles ne signifient pas qu'il y aura fouille complète ni ne servent à empêcher les travaux.

- Hydrogéologique : pour évaluer la faisabilité du pompage (conditions et quantité d'eau prélevée) « sans danger pour l'écosystème ». Cet aspect est particulièrement amené par des personnes de l'APIEEE (Association de protection, d'information et d'étude de l'eau et de son environnement). C'est une approche critiquable car elle pose la question de quelle quantité d'eau il est « acceptable » de pomper : on a donc déjà admis que soit le projet va se faire, soit qu'il est pertinent mais en plus petit.

Au final, même si la manif n'a pas rassemblé une foule immense, si les mots d'ordre et approches restent très citoyennistes et centrés autour de « projets de territoire » pas très clairs, la mobilisation est et reste forte au regard d'un territoire rural que certains imaginent calme ou endormi, voire désertifié – il n'en est rien. Ses militants, très connaisseurs du sujet<sup>(6)</sup>, sont déterminés à lutter contre une agriculture productiviste, et leur mobilisation risque de faire tache d'huile : en Vendée, une « ZAD » s'est ouverte à Brétignolles le 13 octobre. De nombreux projets sont à l'étude dans la Vienne, projets auxquels il faudra s'opposer, ici et ailleurs !

Blair et Marion

1. Pour info, 1 ha fait 10 000 m<sup>2</sup> ; un terrain de foot, 7 100 m<sup>2</sup>.

2. <https://bassinonmerci.fr>

3. Notons que les GJ annoncent que le cortège n'ira pas à l'usine, mais précisent tout de même que les personnes qui veulent y aller le peuvent en prenant leurs responsabilités : un martyr averti en vaut deux !

4. Capteurs hydrauliques indispensables à l'étude de faisabilité.

5. Grave maladie respiratoire qui se développe dans l'eau. Orpheline car, a priori, les personnes atteintes n'évoluent pas dans des environnements propices au développement de celle-ci.

6. Ecouter notamment l'interview réalisée pour l'émission Fractures du 11 octobre 2019, téléchargeable sur le site de Radio Pulsar à Poitiers.





« J'épands et puis j'oublie, c'est la, c'est la vie... »

En pleine torpeur estivale et en pleine campagne de com sur le « virage écologique » de la Macronie, voilà t'y pas que le maire de Langouët (Ille-et-Vilaine) prend un arrêté municipal qui interdit l'épandage de produits phytosanitaires à moins de 150 m des habitations.

Tollé chez les gros gras gris pourceaux de l'industrie agricole et des pesticides. Hurllements du ministre de l'Agriculture : cette distance est une « folie pour le consommateur », qui conduirait à « la plus grosse artificialisation de terres jamais obtenue » (1).

Les industriels de la FNSEA montent au créneau : « La réglementation... ne peut pas être du ressort d'une commune, mais du ressort d'une réglementation nationale. » Mais, car il y a un « mais », la FNSEA plaide pour « la construction de charte d'utilisation de produits phytosanitaires au voisinage des habitations », et réfute toute « réglementation unilatérale » (2).

L'arrêté est rapidement atomisé par le tribunal administratif, mais soudain une voix céleste s'élève et se répand sur toute la France qui souffre. En cette période préélectorale, le bienveillant et caressant Président Micron « comprend » le maire et annonce que tout va changer grâce à des mesures radicales. Après un suspense insoutenable, la parole divine retombe. Un décret sera publié mais attention, avant, le bon peuple aura le droit de donner son avis sur ce projet de décret déjà tout ficelé sur la plate-forme des consultations publiques en ligne (3).

Le projet s'appuie sur un rapport « indépendant » du 14 juin 2019 de l'ANSES, dont l'objectivité scientifique et la neutralité sont bien connues (4). Il propose que, selon le type de culture, une distance minimale de 5 à 10 m soit mise en place à proximité des habitations.

Le projet de décret instaure des « distances nationales minimales à respecter entre les zones d'épandage et les zones d'habitation : 10 m minimum pour l'épandage des substances les plus dangereuses ; pour les autres produits phytosanitaires, 10 m minimum pour les cultures hautes (viticulture, arboriculture notamment) et 5 m minimum pour les cultures basses (céréales par exemple) ». Mais chez Micron and Co. on peut toujours se surpasser : le décret ouvre la possibilité de raboter (pardon, « d'adapter ») ces distances à 3 m « dans le cadre de chartes validées au niveau départemental, après échanges entre les agriculteurs, les riverains et les élus ». Ça tombe bien, c'est exactement ce que demandait la FNSEA.

Entre 150 m et 3 m, il y a une paille qui cache la poutre criminelle du macronisme : se mettre au service des assassins en emballant le tout d'échanges, de consultations et de démocratie participative.

On connaît depuis longtemps la dangerosité des pesticides. Ces faits sont scientifiquement prouvés et l'Etat est paraît-il garant de la santé publique. Comment pourra-t-on donc justifier avec ce décret que le Roundup puisse être sans danger, pulvérisé à 3 m dans la Vienne, à 5 en Isère et à 10 dans l'Allier ? C'est une pure foutaise : les distances d'épandage seront le résultat

de simples rapports de force politiques, syndicaux et industriels. Qui prendra la décision suite aux « échanges » préconisés pour réduire les distances ? Pas de réponse dans le décret, mais le préfet va être à la manœuvre.

Bizarrement, comme aucune mesure contraignante pour non-respect des engagements ne figure dans le projet, c'est open bar pour les lobbies des empoisonneurs.

Bizarrement encore, les pondeurs de décrets citent un rapport interministériel (5) (Affaires sociales, développement durable, agriculture et alimentation) de mars 2019 qui alerte sur l'exposition des personnes vulnérables et préconise « la fixation d'une distance minimale... sans aucune dérogation, quels que soient le type de culture et les mesures de protection... A titre provisoire, la mission suggère qu'elle soit d'au minimum 5 m, à l'instar de la réglementation de protection des cours d'eau ». Le rapport propose « la fixation de distances minimales de non-traitement de 20 m pour la viticulture et de 50 m pour l'arboriculture, avec des dérogations possibles... l'information de tous les acteurs sur le contenu des arrêtés explicitement prévue : les arrêtés, accompagnés d'explications pédagogiques, devront être systématiquement publiés et facilement accessibles sur les sites des préfectures » (argh, ce n'est donc pas le cas ?).

Pour finir, les distances préconisées dans le rapport « ... constituent donc une référence moyenne qu'il convient de respecter par mesure de précaution à minima », car elles s'appuient sur des courbes de référence de dérive des polluants qui n'ont pas été réévaluées depuis près de vingt ans (tout comme leur dangerosité).

Il n'y a rien de révolutionnaire là-dedans, mais comme c'était moins pire que ce que proposaient les lobbies et l'Etat, il était donc logique qu'il n'en retienne rien. Au lieu de labourages et pâturages, les deux mamelles du pouvoir sont enfumages et magouillages. Les ti n'enfants, les en-cloque, les grabataires, les vioques et les autres arriérés ruraux à gilet jaune pourront ainsi continuer à sniffer, dans un cadre légal et bienveillant, les poisons vitaux pour la survie de l'agriculture capitalo-industrielle.

1) Pesticides : le gouvernement propose une distance minimale de 5 à 10 m entre les champs traités et les habitations. France Inter du 07/09/2019. franceinfo.fr

2) Déclarations de Christian Durlin, vice-président de la commission environnement de la FNSEA. franceinfo.fr

3) Voir sur : <http://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/>

4) L'ANSES a rendu un avis très, très rassurant sur un fongicide très, très toxique, le SDHI. Après qu'un collectif de scientifique a rendu un avis très, très négatif sur ce produit.

5) Evaluation du dispositif réglementant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité des lieux accueillant des personnes vulnérables. V. Gervais et F. Mochel (IGAS), Y. Aujollet (CGEDD), M. Larquier et F. Liebert (CGAAER). IGAS. Mars 2019

J'protège et puis j'oublie, c'est la, c'est la vie

Les parcs nationaux sont gérés par l'Etat. On en compte 7 en métropole et 3 en outre-mer. Ce

sont le plus officiellement possible des réserves de nature et de biodiversité. Au fil du temps, leurs moyens se réduisent comme peau de chagrin (moins 20 % d'effectifs en dix ans) alors que deux nouveaux parcs sont en voie de création (à moyens constants), dont le parc des Forêts de Champagne-Bourgogne. Celui-ci devait contenir une réserve intégrale forestière de 3000 ha. C'est-à-dire qu'à cet endroit on continue de laisser la forêt se développer librement sur la durée et les arbres sont beaux, costaux, gros et droits. Ils poussent depuis cent, cent cinquante ans. Pour l'ONF, ils valent une fortune. Et l'Office a obtenu du ministère de la Transition écologique d'effectuer « in extremis de nouvelles coupes de bois d'œuvre de hêtre et de chêne dans le périmètre... (1) ». Ce bois sera vendu par l'ONF et cela va se bousculer aux enchères. Double bénéf car l'ONF a déjà touché 2,5 millions d'euros de compensations financières du ministère. Si cela réduit à néant l'intérêt de la réserve, c'est tout le discours étatico-Micronien sur une « action phare du gouvernement en faveur de la biodiversité » qui est carbonisé, sans compter les hurlements contre Bolsonaro suite aux incendies en Amazonie.

1) Une plaisanterie de bon tronc. Le Canard enchaîné du 24/04/2019

## Le Wargon de la mort qui tue

Emmanuelle Wargon est ministricule dans le gouvernement Philippe. Après la démission de De Rugy, elle a fait la danse du ventre pour devenir ministre, mais basta.

La toujours secrétaire d'Etat à l'Ecologie délivre dans *Le Monde* du 27 août 2019 (1) un message qui a au moins le mérite de la clarté. Interrogée sur les critiques de Hulot contre le CETA et la transition écologique, elle rappelle (perfidement) que celui-ci « s'était impliqué dans l'obtention d'un veto climatique » et que pour elle « ... la transition écologique est compatible... avec le libre-échange et l'économie de marché », car « nous n'avons pas d'alternative à l'économie de marché en tant que système », car (et c'est impardonnable) « elle a sorti des centaines de millions de personnes de la pauvreté dans le monde... ». On croirait entendre le FMI et la Banque mondiale réunis avec leurs discours sur le développement à tout crin dont on voit les effets concrets tous les jours.

Faut dire qu'elle est cohérente : ex-lobbyiste en chef du groupe Danone pour les « affaires publiques » où elle a farouchement défendu les intérêts de ses employeurs sur l'huile de palme, elle entre au gouvernement en octobre 2018. A certains malintentionnés qui pointaient un possible conflit d'intérêts, la donzelle a répondu que « son statut d'ancienne représentante d'intérêts est une "force" pour l'ambition écologique portée par le ministère... » (2), ce qui ne manque pas de culot. En fait, il n'y a pas que les cons qui osent tout, les salauds aussi !

1) « La transition écologique est compatible avec le libre-échange ». O. Faye. E. Wargon. *Le Monde* du 27/08/2019

2) Wikipédia, article « Emmanuelle Wargon »

Freux et Eugene the Jeep





# La destruction de la nature

Anton Pannekoek

Dès 1909, Anton Pannekoek a entrevu et analysé la barbarie sans issue vers laquelle nous conduit le capitalisme. Aujourd'hui, l'écologie sert de tremplin pour accéder au pouvoir ; tous les partis mettent du vert sur leurs affiches, et certains pensent que le système capitaliste repeint dans cette couleur nous sauvera de la catastrophe. Nous publions ici un texte dans lequel Pannekoek pointe avec pertinence la responsabilité de la bourgeoisie (1) qui sert ce capitalisme. Pour masquer sa férocité et ses exactions dans l'exploitation de l'individu et de la nature, elle distille une idéologie culpabilisatrice qui tend à vouloir nous rendre, par nos comportements individuels, responsables du désastre en cours.

De nombreux écrits scientifiques se plaignent avec émotion de la destruction croissante des forêts. Or ce n'est pas seulement la joie que chaque amoureux de la nature éprouve pour la forêt qui doit être prise en compte. Il existe aussi d'importants intérêts matériels, voire des intérêts vitaux pour l'humanité. Avec la disparition des riches forêts, des pays connus dans l'Antiquité pour leur fertilité, densément peuplés, véritables greniers pour les grandes villes, sont devenus des déserts pierreux. La pluie n'y tombe que rarement, ou des pluies diluviennes dévastatrices emportent les minces couches d'humus qu'elle doit fertiliser. Là où la forêt des montagnes a été anéantie, les torrents alimentés par les pluies de l'été roulent d'énormes masses de pierres et de sable, qui dévastent les vallées alpines, déforêtent et détruisent les villages dont les habitants sont innocents "du fait que le profit personnel et l'ignorance ont détruit la forêt dans les hautes vallées et la région des sources".

"Intérêt personnel et ignorance" : les auteurs qui décrivent avec éloquence ce désastre ne s'attardent pas sur ses causes. Ils croient probablement qu'il suffit d'en souligner les conséquences pour remplacer l'ignorance par une meilleure compréhension et en annuler les effets. Ils ne voient pas qu'il s'agit d'un phénomène partiel, l'un des nombreux effets de nature similaire du capitalisme, ce mode de production qui est le stade suprême de la chasse au profit.

Comment la France est-elle devenue un pays pauvre en forêts, au point d'importer chaque année des centaines de millions de francs de

bois de l'étranger et de dépenser beaucoup plus pour atténuer par le reboisement les conséquences désastreuses de la déforestation des Alpes ? Sous l'Ancien Régime, il y avait beaucoup de forêts domaniales. Mais la bourgeoisie, qui a pris les rênes de la Révolution française, ne voyait dans ces forêts domaniales qu'un instrument d'enrichissement privé. Les spéculateurs ont rasé trois millions d'hectares pour transformer le bois en or. L'avenir était le cadet de leurs soucis, seul comptait le profit immédiat.

Pour le capitalisme, toutes les ressources naturelles ont la couleur de l'or. Plus il les exploite rapidement, plus le flux d'or s'accélère. L'existence d'un secteur privé a pour effet que chaque individu essaie de faire le plus de profit possible sans même penser un seul instant à l'intérêt de l'ensemble, celui de l'humanité. Par conséquent, chaque animal sauvage ayant une valeur monétaire, toute plante poussant à l'état sauvage et dégageant du profit est immédiatement l'objet d'une course à l'extermination. Les éléphants d'Afrique ont presque disparu victimes d'une chasse systématique pour leur ivoire. La situation est similaire pour les hévéas, qui sont victimes d'une économie prédatrice dans laquelle tout le monde ne fait que détruire les arbres sans en replanter de nouveaux. En Sibérie, on signale que les animaux à fourrure se raréfient de plus en plus en raison d'une chasse intensive et que les espèces les plus précieuses pourraient bientôt disparaître. Au Canada (2), de vastes forêts vierges sont réduites en cendres, non seulement par les colons qui veulent cultiver le sol,

mais aussi par les "prospecteurs" à la recherche de gisements de minerais ; ceux-ci transforment les versants montagneux en roches dénudées pour avoir une meilleure vue d'ensemble du terrain. En Nouvelle-Guinée (3), un massacre d'oiseaux du paradis a été organisé afin de se plier à la lubie dispendieuse d'une milliardaire américaine. Les folies de la mode typiques d'un capitalisme gaspillant la plus-value ont déjà conduit à l'extermination d'espèces rares ; les oiseaux de mer de la côte est-américaine n'ont dû leur survie qu'à la stricte intervention de l'Etat. De tels exemples pourraient être multipliés à l'infini.

Mais les plantes et les animaux ne sont-ils pas là pour être utilisés par les humains à leurs propres fins ? Ici, nous laissons complètement de côté la question de la conservation de la nature telle qu'elle se poserait sans l'intervention humaine. Nous savons que les humains sont les maîtres de la terre et qu'ils transforment complètement la nature pour leurs besoins. Pour vivre, nous sommes complètement dépendants des forces de la nature et des richesses naturelles ; nous devons les utiliser et les consommer. Ce n'est pas de cela qu'il est question ici, mais uniquement de la façon dont le capitalisme en fait usage.

Un ordre social raisonnable devra utiliser les trésors de la nature mis à sa disposition de telle sorte que ce qui est consommé soit en même temps remplacé, en sorte que la société ne s'appauvrisse pas et puisse s'enrichir. Une économie fermée qui consomme une partie des semis de céréales s'appauvrit de plus en plus et doit infailliblement faire faillite. Tel est le mode de gestion du capitalisme. Cette économie qui ne pense pas à l'avenir ne fait que vivre dans l'instantanéité. Dans l'ordre économique actuel, la nature n'est pas au service de l'humanité, mais du Capital. Ce ne sont pas les besoins vestimentaires, alimentaires et culturels de l'humanité, mais l'appétit du Capital en profit, en or, qui régit la production.

Les ressources naturelles sont exploitées comme si les réserves étaient infinies et inépuisables. Avec les néfastes conséquences de la déforestation pour l'agriculture, avec la destruction des animaux et des plantes utiles, apparaît au grand jour le caractère fini des réserves disponibles et la faillite de ce type



ANTON PANNEKOEK

Astronome, astrophysicien mais aussi théoricien et militant marxiste, Pannekoek (1873-1960) s'oppose à la Première guerre mondiale et rejoint le groupe de Zimmerwald. Proche de Rosa Luxemburg mais très critique envers Lénine, il considère dès 1921 l'URSS comme un « capitalisme d'Etat ». Il représente le courant communiste de gauche dit gauche germano-hollandaise ou conseilliste. Il a écrit entre autres *Lénine comme philosophe* en 1938, et surtout *Les Conseils ouvriers*, en 1946.

d'économie. Roosevelt (4) reconnaît cette faillite lorsqu'il veut convoquer une conférence internationale pour faire le point sur l'état des ressources naturelles encore disponibles et prendre des mesures pour prévenir leur gaspillage.

Bien sûr, ce plan en soi est une fumisterie. L'Etat peut certes faire beaucoup pour empêcher l'impitoyable extermination d'espèces rares. Mais l'Etat capitaliste n'est après tout qu'un triste représentant du bien commun (*Allgemeinheit der Menschen*). Il doit se plier aux intérêts essentiels du Capital.

Le capitalisme est une économie décérébrée qui ne peut réguler ses actes par la conscience de leurs effets. Mais son caractère dévastateur ne découle pas de ce seul fait. Au cours des siècles passés, les êtres humains ont exploité la nature de manière insensée sans penser à l'avenir de l'humanité tout entière. Mais leur pouvoir était réduit. La nature était si vaste et si puissante qu'avec leurs faibles moyens techniques ils ne pouvaient lui faire subir que d'exceptionnels dom-





mages. Le capitalisme, en revanche, a remplacé le besoin local par le besoin mondial, créé des moyens techniques pour exploiter la nature. Il s'agit alors d'énormes masses de matière qui subissent des moyens de destruction colossaux et sont déplacées par de puissants moyens de transport. La société sous le capitalisme peut être comparée à la force gigantesque d'un corps dépourvu de raison. Alors que le capitalisme développe une puissance sans limites, il dévaste simultanément l'environnement dont il vit de façon insensée. Seul le socialisme, qui peut don-

ner à ce corps puissant conscience et action réfléchie, remplacera simultanément la dévastation de la nature par une économie raisonnable.

Anton Pannekoek,  
Zeitungskorrespondenz n° 75,  
10 juillet 1909

1. Ou des bourgeoisies, devrait-on dire, si l'on considère comme telles les bureaucraties des pays capitalistes d'Etat dits communistes ou socialistes.
2. La déforestation au Canada représente au-

jourd'hui la plus grande partie des forêts victimes de déforestation au niveau mondial. La forêt dite intacte y a diminué de 7,3 % entre 2000 et 2013. En 2014, le Canada arrivait au premier rang pour la destruction de forêt vierge au niveau mondial, devant la Russie et le Brésil.

3. La Nouvelle-Guinée était en 1909 aux mains des Pays-Bas, de l'Empire britannique et de l'Allemagne.

4. Theodore Roosevelt (1858-1919). Sa présidence des Etats-Unis de 1901 à 1909, a été marquée par une politique volontariste de « préservation des ressources naturelles ».



Felix Fénéon par Valloton

## L'ANARCHISTE FÉNEON À L'ORANGERIE !

**L**e deuxième volet, après le musée du Quai-Branly, de l'exposition « Fénéon, critique, collectionneur, anarchiste » vient de s'ouvrir au musée de l'Orangerie, place de la Concorde. Cette exposition durera jusqu'au 27 janvier 2020 et se prolongera au Museum of Modern Art de New York. Sa pertinence doit être signalée car elle a le mérite de réunir des œuvres et

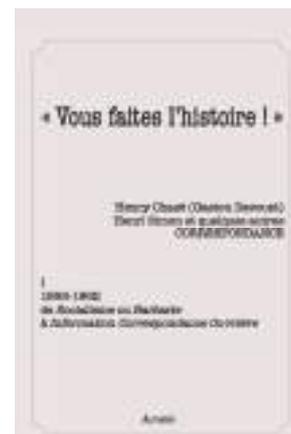
souvent des chefs-d'œuvre, dispersés dans plusieurs pays, peints ou dessinés par ceux que Fénéon a aimés et défendus, parmi lesquels Seurat, Toulouse-Lautrec, Vallotton, Luce (le communard), Signac, Matisse, Bonnard, Van Ryselberghe, Compard et les futuristes italiens Russolo et Carrà, dont deux merveilles peintes en 1911 — *La Révolte* et *Les Funérailles de l'anarchiste Galli* concluent cette somptueuse parade picturale et littéraire politiquement subversive. Le caractère exceptionnel de ce montage tient, aussi, à la qualité des documents imprimés et photographiques consacrés aux prises de position anarchistes de Fénéon, publiquement présentées à l'Orangerie de façon à contextualiser ses activités artistiques et littéraires. Ici, pour une fois, le Fénéon anarchiste et anticolonialiste apparaît en pleine lumière, nimbé d'une dignité et d'une positivité qui forcent le respect. Le brillant explorateur des « Arts lointains » — expression qu'il a forgée en lieu et place de « Arts primitifs » —, le critique d'art innovant, le directeur artistique de la galerie Bernheim, l'inventeur des cruellement désopilantes « nouvelles en trois lignes » s'exprime en anarchiste, imperturbablement. Les minutes hautement ubuesques du « procès des trente » (tirées de la *Gazette des tribunaux* du 8 août 1894) reproduites dans le catalogue, les exemplaires de *l'En Dehors* de Zo D'Axa ou de la *Revue Blanche* présentés sous vitrine, de même que des pages du fameux *Album des anarchistes* (1894) — trop superficiellement commenté dans ce même catalogue par un universitaire américain —, tout cela offre de Fénéon un ensemble de portraits polymorphes, d'images et de faits concrets d'une extrême complexité et d'une vertigineuse clarté.

Voici une exposition hors pair consacrée à un personnage, pluriel et hors gabarit, dont la figure resplendit et resplendira à l'égal de celles de Louise Michel, de Malatesta, d'Artaud, de Breton, de Péret et de quelques autres qui ont démontré avec brio qu'Art (hors commerce, bien sûr) et Révolution ont fait, font et feront partie d'un même processus de transformation psychosociale indispensable à l'émancipation de tout être humain.

Jean-Jacques Lebel

## « Vous faites l'histoire ! »

Henry Chazé /  
Henri Simon  
Correspondance 1  
1955-1962 De SouB à ICO  
Ed. Acratie. 2019. 350p.



**C**ette correspondance entre deux figures de la gauche de conseils ou plus exactement entre leurs deux familles : celles d'Henri Simon et d'Henry Chazé se déguste comme un feuilleton. On dirait aujourd'hui comme une série, avec l'impatience de découvrir la suite et le plaisir de retrouver ses protagonistes. A cette différence près que l'histoire que retracent les auteurs ne témoigne pas d'une fiction mais bien de la réalité sociale et politique de la France de l'immédiat après guerre. Un cheminement qui nous conduira jusqu'aux accords d'Evian tout en offrant une documentation de première main sur les soubresauts qui agitaient de l'intérieur les groupes politiques de l'époque tels que : *Socialisme ou Barbarie*, *Information* et *Liaison Ouvrière* et à sa suite ICO.

Les thèmes les plus discutés dans ces années 1950 et 60 sont ceux de la marche vers un capitalisme bureaucratique aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, la place occupée par les intellectuels dans les organisations et les regroupements ouvriers, mais aussi le rôle des avant-gardes, celui des syndicats et bien sûr l'importance accordées aux grèves ouvrières et à la centralité de celles-ci dans le cours de la lutte entre les classes.

Mais ce qui au fil de ces pages a surtout retenu notre attention, c'est de mesurer combien les modes de vies ont été profondément bouleversés en l'espace de seulement quelques décennies. Des vacances plus ou moins organisées en camping sauvage, de la rusticité du quotidien d'Henry Chazé et de sa compagne à l'importance accordée à la lecture et à l'écriture, tout atteste d'un changement d'époque remarquable.

Pour seul exemple, qui expédie aujourd'hui comme le faisaient nos protagonistes des paquets de livres ou de revues -oui, des paquets (!)- à des camarades à l'autre bout de la France, dans le seul soucis de s'informer, d'échanger et de réfléchir ensemble ? Quelle idée, en effet, puisqu'il y a aujourd'hui internet, ce formidable couteau suisse ...

Laissons la conclusion à l'éditeur : *toujours fidèles à leurs idéaux et combats de jeunesse (jusqu'à sa mort, pour Chazé ; Simon, lui, continue d'animer la revue ICO, devenue Échanges et Mouvement), ils remettent au goût du jour une grille d'analyse marxiste, radicalement anti-léniniste, dont beaucoup s'aperçoivent maintenant qu'elle permet de comprendre le monde mieux que les visions ultra-réactionnaires ou postmodernes qui l'ont pour un temps supplantée à la fin du siècle dernier.*

Boulogne-sur-Mer, le 09/10/19





## DOSSIER : Où va le féminisme ?

(Deuxième partie)

# L'écoféminisme sur le balai des sorcières ?

L'écoféminisme (1) est né aux Etats-Unis, dans les années 1980, de l'idée que l'oppression des femmes et l'exploitation de la planète découlaient des mêmes mécanismes de domination et devaient donc être combattues ensemble. En France, ce courant de pensée connaît depuis la COP 21 de 2015 un succès grandissant dans les médias (2) mais aussi dans des milieux militants, parce qu'il surfe sur les thèmes en vogue des sorcières (lire les articles suivants) et de l'écologie, et qu'il s'affiche à la fois contre le patriarcat et contre le capitalisme. Qu'en est-il précisément ?

1. Ce terme est apparu en 1974 sous la plume de Françoise d'Eaubonne. Caroline Goldblum vient de publier au Passager clandestin un ouvrage sur cette écrivaine féministe dont les idées ont entre autres alimenté le mouvement de la décroissance.

2. Voir par exemple l'article « L'écoféminisme, c'est quoi au juste ? » de *Libération*, paru le 9 décembre 2017.

3. Il y en a aussi eu en Angleterre - à l'initiative de femmes, à Greenham Common (de 1981 à 2000) ; de pacifistes chrétiens, souvent quakers, à Molesworth (de 1981 aux années 1990)...

4. A la fin des années 1960, la Women's International Terrorist Conspiracy From Hell (WITCH) regroupait déjà aux Etats-Unis des militantes actives dans le mouvement de libération des femmes.

On a tenté de voir, dans la première partie de ce dossier, comment la revendication antipatriarcale des années 1970 avait en général dérivé, au cours des décennies suivantes, vers un discours antisexiste visant à faire une meilleure place aux femmes dans la société existante. Trois raisons principales y ont contribué : l'échec des régimes dits « communistes », qui a incité à rejeter tout projet révolutionnaire ; la mondialisation d'un capitalisme triomphant et de son idéologie consumériste ; la diffusion par les féministes institutionnelles, jusque dans des réseaux militants d'extrême gauche ou libertaires, de thèses postmodernes centrées sur des questionnements identitaires et sur l'individu plutôt que sur le collectif.

L'écoféminisme semble quant à lui rechercher un changement global de société, et être aux antipodes du postmodernisme par la (ré)association très essentialiste qu'il opère entre la femme et la nature. Tenant l'homme et « sa » civilisation (étiquetée ou non capitaliste, moderne, occidentale...) pour responsables de la dégradation de la Terre, les écoféministes proposent en effet de réhabiliter la femme afin de promouvoir d'autres valeurs et de pouvoir à la fois agir sur le climat et stopper la déforestation massive, les océans de plastique ou les fuites radioactives. Mais, dans le même temps, on peut rattacher l'écoféminisme au postmodernisme par l'importance qu'il accorde à la personne et à son « ressenti », ou encore par la déconstruction de la catégorie « femmes » que préconisent certaines de ses tendances.

### Origines historiques et fondements théoriques de l'écoféminisme

Aux Etats-Unis, la menace d'une guerre nucléaire avec l'Union soviétique a incité dans les années 1970 des militant-e-s écologistes, féministes et pacifistes à organiser des blocages de centrales, des sit-in, des camps (3) et des actions de désobéissance civile pour s'opposer à la livraison de missiles nucléaires à l'Europe. La catastrophe nucléaire de Three Mile Island, le 28 mars 1979 en Pennsylvanie, a contribué à l'essor de cette contestation écoféministe, avec toute une production de textes poétiques, politiques ou thérapeutiques et l'observance de rituels ayant pour finalité de se réapproprier son corps, son esprit et son environnement. En mars 1980, plusieurs centaines de femmes ont participé à la conférence « Women and Life on Earth » dans le Massachusetts. La Women's Pentagon Action, le 17 novembre de la même année, en a rassemblé 2 000 (dont des « sorcières [4] ») devant le Pentagone, pour protester contre la course aux armements nucléaires en chantant, hurlant, pleurant, déposant des photos d'enfants ou des poèmes sur les clôtures militaires. L'année suivante, la même action a réuni deux fois plus de manifestantes. En 1983, elles ont été 12 000 à venir du monde entier implanter à Seneca Falls, au nord de New York, un campement « pour un avenir de paix et de justice » (il a duré jusqu'en 2006). Mais, à la fin de la guerre froide liée à la

disparition de l'URSS en 1991, ces mobilisations ont cessé, et l'écoféminisme est devenu un objet de recherche universitaire et une éthique environnementale parmi d'autres.

Aujourd'hui, c'est un vaste fourre-tout qui ne rend pas facile son approche ni sa critique. Il produit aux Etats-Unis des tracts révolutionnaires comme des écrits de théologie ou des performances artistiques, et ses membres valorisent souvent cette pluralité, estimant qu'il faut prendre en compte les différences culturelles, et relier l'oppression des femmes à d'autres formes d'oppression sociale. On y trouve des tendances spiritualiste (jusqu'à des pratiques de magie noire, d'astrologie ou d'occultisme), philosophique (se revendiquant d'Ivan Illich), culturelle, communautariste, altermondialiste, socialiste constructiviste, anarchiste (avec pour référence Murray Bookchin), ou encore néopaganiste.

Cette dernière tendance a de célèbres auteures : Starhawk, qui considère les êtres humains comme une manifestation de la Nature, déesse immanente au monde qu'ils et elles doivent remercier par des offrandes de plantes, des prières et des incantations. Ou encore Zsuzsanna Budapest, qui a inventé la wicca dianique ; cette branche du mouvement spirituel wicca (apparu dans les années 1950 en Angleterre) pratique le culte préromain de Diane et croit que des sociétés matriarcales pacifiques et égalitaires entre les sexes ont existé autrefois.





Hormis ces élucubrations « théoriques », les idées fondamentales de l'écoféminisme ont été fournies par des philosophes – en particulier deux Américaines et une Australienne :

Dans *The Death of Nature*, sorti en 1980, Carolyn Merchant a montré comment une vision mécaniste de la nature avait, au XVII<sup>e</sup> siècle, supplanté la conception métaphysique grecque d'une Terre que l'on respectait parce que « mère nourricière » (le sous-sol étant considéré comme un ventre précieux et sacré, on ne prélevait ainsi le charbon qu'en petites quantités). Des hommes – philosophes, poètes ou scientifiques – ont associé le principe féminin à la matière/Terre du fait de ses fonctions de reproduction, et celui de l'homme à la technique/culture. Ce lien des femmes avec la nature a servi d'une part à justifier leur infériorité par rapport aux hommes (donc à les priver pendant des siècles de droits civiques et à les exclure des lieux de pouvoir et d'ins-truction), d'autre part à mettre à mal la nature au prétexte de son caractère féminin. Francis Bacon a par exemple écrit, en 1620 : « La nature est une femme publique. Nous devons la mater, pénétrer ses secrets et l'enchaîner selon nos désirs. » Dans cette logique, dit Merchant, le système capitaliste dirigé par des « bourgeois conquérants », blancs, mâles, européens, pratique aujourd'hui à l'échelle planétaire l'exploitation des ressources naturelles, jusqu'à les faire disparaître, grâce aux progrès permis par la science, la technologie et l'industrie.

Karen J. Warren a quant à elle, dans de nombreux essais parus aux Etats-Unis depuis le milieu des années 1990, critiqué la modernité en faisant ressortir la logique de domination sous-jacente dans l'approche cartésienne et les dualismes nature/culture, femme/homme, passif/actif, objet/sujet, émotion/raison, privé/public, corps/esprit (5)... pour opposer à la brutalité masculine la propension « naturelle » des femmes à l'attention, l'empathie et au soin – le *care*. « Le point sur lequel toutes les écoféministes s'entendent, écrit-elle dans « Le pouvoir et la promesse de l'écoféminisme (6) », est (...) la façon dont la logique de la domination a servi historiquement au sein du pouvoir patriarcal pour rendre possibles et justifier les dominations jumelles des femmes et de la nature. » C'est « un acquis précieux », car l'abolition de cette logique de la domination est la condition par laquelle « il est possible à la fois de rendre pensable un concept significatif de différence qui ne contienne pas en lui le germe de la domination, et d'empêcher que le féminisme ne devienne une sorte de mouvement de « protestation » fondé uniquement sur un certain nombre d'expériences partagées. Dans les sociétés contemporaines, il n'existe pas de « voix féminine » unique, pas de femme (ou d'être humain) en soi :



chaque femme (ou être humain) est une femme (ou un être humain) de telle ou telle race, de telle ou telle classe sociale, de tel ou tel âge, ayant tel ou tel type d'orientation sexuelle, se retrouvant dans telle ou telle situation conjugale, vivant dans telle ou telle région ou dans tel ou tel pays, etc. Parce qu'il n'existe pas d'« expériences monolithiques » que toutes les femmes partageraient, le féminisme doit être un « mouvement de solidarité » fondé sur des croyances et des intérêts partagés, plutôt qu'un mouvement caractérisé par « l'unité dans l'identité » fondé sur des expériences et une victimisation partagées. »

Val Plumwood a pour sa part approfondi la réflexion sur le *care* en le définissant comme « la capacité à se soucier, à éprouver de la sympathie, de la compréhension et de la sensibilité à la situation et au destin de certains êtres particuliers, et à se porter responsable pour d'autres ». Il représente à ses yeux – avec le respect, la sympathie, le souci [concern], la compassion, la gratitude, et la responsabilité – une alternative à cette modernité tenue pour une affaire d'hommes (elle parle d'un « drame sado-impassible » où « le héros utilise le dualisme raison-émotion et les idéaux associés de rationalité détachée pour interdire ou couper court à l'empathie ou à l'identification avec l'Autre »). Par la construction sociale des genres, les femmes ont à charge les tâches ménagères mais aussi le *care*, ce qui doit leur permettre de jouer un rôle majeur dans l'établissement de relations non destructives avec l'humanité. Il ne s'agit donc pas de simplement chercher à leur faire une place dans la modernité aux côtés des hommes – l'identité du dominant pourrait partiellement changer sans que les structures de domination soient défaits –, mais plutôt de supprimer la frontière patriarcale entre les

sphères publique et privée et de sortir le *care* de cette dernière.

Plumwood critique aussi une vision de l'universalisme qui minore le particulier (à savoir, pour elle, l'omission des voix du *care* et de l'amour) et voudrait lui substituer une conception tenant compte des connexions entre les différents cas particuliers. Elle insiste également sur l'enracinement local, l'engagement envers un lieu géographique particulier, auquel un groupe humain donné considère qu'il doit son identité (elle-même a pris le nom de l'endroit où elle vit).

### Un peu de douceur (féminine) dans ce monde de brutes ?

En France, l'engouement pour l'écoféminisme a tardé, car la vigueur avec laquelle les féministes « lutte de classe » avaient dénoncé dans les années 1970 la naturalisation des femmes a heureusement entretenu bien des réticences à son égard. Mais on perçoit aujourd'hui un intérêt pour lui à travers des articles de presse, des émissions, la publication par Isabelle Cambourakis d'auteures écoféministes anglo-saxonnes depuis quatre ans (7)... ou encore des initiatives telles que le débat organisé à la Cité des sciences et de l'industrie sur « Ecoféminisme, quand les femmes défendent la planète », en partenariat avec le centre Hubertine-Auclert pour l'égalité femmes-hommes, en décembre 2017.

La philosophe Emilie Hache expliquait par exemple en 2016 sur Reporterre le *reclaim*, une « démarche de réhabilitation/réinvention » qui passe notamment par la promotion de la permaculture pour « réarticuler » les humains à leur milieu et sortir du dualisme nature/culture en s'appuyant sur l'intelligence du vivant ;

5. L'esclave, l'animal et le barbare ont aussi été opposés à la rationalité, la culture et la philosophie occidentales.

6. *Multitudes* n° 36, 2009.

7. D'après le documentaire en quatre épisodes consacré par France-Culture à « la sorcière, aujourd'hui féministe, politique et souvent queer » à la mi-avril 2018, cette éditrice est aussi intervenue à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes sur la gestion des conflits, ou pour y pratiquer un rituel autour de l'eau...





## DOSSIER : Où va le féminisme ?

et, concernant la féminité, par la revalorisation tant des corps que des compétences intellectuelles ou émotionnelles des femmes afin qu'elles retrouvent une estime de soi, de la confiance en soi, etc.

Les écoféministes veulent réhabiliter la chair, les sensations, les émotions, assurait le blog « Les 400 culs » de *Libération* la même année (8), ce qui implique « une critique radicale de la pensée philosophique, scientifique et religieuse occidentale ». Et d'ajouter : « L'écoféminisme attaque à la racine les fausses vérités. Le message de Descartes par exemple, "Je pense donc je suis" : pourquoi pas "Je ressens donc je suis ?" (...) Pour en finir avec l'opposition nature-culture, qui sous-tend la surexploitation de la Terre, il faut saper le système à sa base, c'est-à-dire remettre en cause systématiquement le primat de la raison sur les émotions, du mâle sur la femelle et du sacré sur le profane. »

Des écoféministes adoptent des analyses intersectionnelles en minorant l'importance du facteur classe. Ainsi, dans « Contre le capitalisme hétéropatriarcal et destructeur de l'environnement : l'écoféminisme critique (9) », on peut lire : « L'écoféminisme enrichit la problématisation de la classe et du genre avec d'autres facteurs tout aussi importants comme l'impérialisme, le colonialisme et le racisme (...) nous affirmions qu'il n'existe pas de hiérarchie entre les oppressions mais une seule matrice, dans laquelle elles s'entremêlent. »

Et des groupes militants prônent l'action directe en puisant dans l'héritage de la désobéissance civile de Thoreau et de la non-violence de Gandhi. Les « sorcières » du comité anarchiste de Paris-VII ont ainsi manifesté contre la loi travail en 2016 (10). Celles du Witch bloc d'Aix-Marseille affirment sur France Inter être « anticapitalistes, antiracistes, antifascistes, intersectionnelles, protraavaillieuses du sexe, LGBTQI+, anarchistes... », et faire en non-mixité des « performances » et des « actions clandestines » pour attirer les personnes qui se sentent exclues ou discriminées et « s'affranchir de tout ce qu'on a appris, donner une place à l'émotion, revenir au corps, à la danse, au son... ».

Et puis, pour échapper à l'accusation d'être « un truc de bourgeoises blanches du Nord », des militantes occidentales étiquettent « écoféministes » des luttes environnementales menées par des femmes indigènes du tiers monde afin d'assurer la survie de leur famille (11). Par exemple le mouvement Chipko, composé de villageoises, qui est né en Inde en 1973 pour la sauvegarde de la forêt dans laquelle elles travaillaient (12). Ou, au Kenya, le mouvement de la Green Belt, où des femmes plantent des arbres pour lutter contre la déforestation. D'autres luttes de ce genre sont menées en Amérique latine, au Nicaragua, au Chili et au Brésil, mais il est un peu osé

de les qualifier d'écoféministes car ces femmes ne se désignent pas ainsi.

On note aussi, aux Etats-Unis, des tentatives pour récupérer le mouvement de justice environnementale. Par exemple la mobilisation qui a eu lieu au Love Canal, dans l'Etat de New York, à la fin des années 1970. Certes, des femmes noires, blanches et latinos appartenant aux classes populaires protestaient contre la présence de 22 000 tonnes de déchets toxiques dans les sous-sols de leurs lotissements (950 familles ont été évacuées en 1978 et le site est devenu zone interdite) ; mais elles ne se disaient ni féministes ni écologues, et ne se reconnaissaient pas non plus dans les grands mouvements environnementaux pour lesquels le principal est de préserver la belle nature, la *wilderness*.

### « Les femmes » comme sauveuses de la Terre ?

De multiples critiques ont été formulées depuis les années 1990 à l'encontre de l'écoféminisme. Il pêche en effet tant par son essentialisme que par son conservatisme ou son apolitisme.

La fierté d'être femme (13) conduit, comme Elisabeth Badinter l'a pointé dans *Le Conflit : la femme et la mère* (14), à « un retour au modèle traditionnel pour les femmes », incitées, sous couvert de « renouer avec la nature », à « revenir aux fondamentaux dont l'instinct maternel serait le pilier ». De plus, la valorisation du corps sur l'esprit, de l'émotion (et la spiritualité ou la magie) sur la raison, et l'idée que les femmes doivent rester dans la relation de soin vis-à-vis de la famille et de la communauté, ou se consacrer aux tâches liées à l'économie de subsistance, sont contraires à leur émancipation. Le « changement » de société recherché pour renouer avec l'époque où les femmes auraient été aimantes, pacifistes et écologistes passe davantage par des cultes religieux ou des pratiques de « sorcières » que par des activités militantes ; et il y a aux Etats-Unis des expériences assez folkloriques d'une « vie écoféministe » en marge de la société (voir les communautés écoqueer de « fées radicales » en Californie)...

On ajoutera ici plusieurs désaccords de fond :

D'abord, le refus de la civilisation moderne (à la fois capitaliste et patriarcale) entraîne chez nombre d'écoféministes une idéalisation des cultures « prémodernes », comme si l'oppression féminine était absente dans les sociétés traditionnelles, alors que le patriarcat est antérieur au capitalisme et qu'on n'a pas trouvé trace dans l'Histoire de sociétés matriarcales. De plus, des courants écoféministes radicaux rejettent avec la « Civilisation » toute notion de progrès ; or, si la science (y compris la médecine) ou la technologie sont évidemment à cri-

tiquer, et leurs acquis à reconsidérer dans une optique de société égalitaire, il faut y regarder à deux fois avant de les remplacer par des modèles, des techniques ou des idoles puisés dans des sociétés antérieures.

Ensuite, le capitalisme, ce n'est pas « les hommes », mais une minorité d'entre eux – et de femmes maintenant. Et « les femmes » ne sont pas davantage synonymes de nature ou d'empathie : l'altérité est l'apanage des dominé-e-s, c'est donc quelque chose de construit... qui peut se déconstruire. Les problèmes tels que l'épuisement de matières premières proviennent d'un système économique dont la logique même – la recherche du profit immédiat – implique d'aller vers toujours plus de mondialisation. Aussi est-ce, aujourd'hui comme hier, ce système qu'il s'agit de combattre (y compris bien sûr pour l'exploitation des femmes qui lui assure une reproduction gratuite de la main-d'œuvre). Mais on ne renversera pas l'ordre patriarcal et capitaliste en s'en remettant aux femmes et à leurs valeurs « spécifiques » ; on ne peut pas davantage analyser la froide logique matérialiste en action sur la base de « ressentis » que la contrer en laissant s'exprimer des émotions.

Enfin, renouer avec les visions organiciques d'une nature féminisée, Mother Earth ou Gaïa (la déesse mère de l'Antiquité) pour faire pièce au « grand récit » masculin de la domination de la nature et à un dualisme moderne prétendument occidental (15) n'est ni crédible ni souhaitable. D'une part, la nature n'est pas une « bonne mère » – si elle n'est pas organisée par les êtres humains, elle est sauvage et incontrôlable. D'autre part, elle n'est pas « adorable » en soi : quel serait son intérêt, sans êtres humains pour l'habiter ? Au nom de qui ou quoi devrait-elle être préservée, s'il n'y avait plus personne pour l'admirer ? L'écoféminisme veut nous dicter la façon dont nous devons vivre davantage au nom de la morale que d'une volonté d'en finir avec le vieux monde (Val Plumwood prône ainsi une éthique du respect, de la vertu et du *care*). Ce n'est pourtant sûrement pas par de « nouveaux » cultes ou la mise en avant de quelque nouvelle transcendance que passe l'émancipation sociale.

Vanina

8. « L'écoféminisme peut-il sauver la Terre ? », 2 octobre 2017.

9. Voir sur Internet ce texte qui date du 27 février 2018.

10. « Contre la loi travail, les sorcières sortent du bois », *Libération*, 15 septembre 2017.

11. Il y a néanmoins dans ces pays de vraies militantes écoféministes, comme l'altermondialiste Vandana Shiva en Inde, qui a reçu en 1993 le prix Nobel alternatif décerné par une fondation suédoise écologiste.

12. Dans divers autres Etats, des femmes s'opposent de nos jours à la coupe des arbres en les entourant de leurs bras.

13. Pour affirmer cette fierté, la « resacralisation » du corps amène des écoféministes américaines à se maculer réciproquement le visage avec du sang menstruel.

14. Flammarion, 2010.

15. Comment qualifier le yin et le yang chinois, si tel est le cas ?





# Les « chasses aux sorcières » : une mise au pas des femmes et des classes populaires



Sorcière accusée d'avoir brûlé la ville de Schiltach en 1531

**L'image de la sorcière – victime et rebelle – connaît depuis quelques années un certain succès aux Etats-Unis et en France, mais ce n'est pas tant dû, dans les milieux militants, à Halloween qu'à une relecture féministe de la terrible répression subie, dans l'Europe de la Renaissance, par des dizaines de milliers de femmes au prétexte de leurs accointances avec... le diable.**

Jusque vers le milieu du XV<sup>e</sup> siècle, les femmes soupçonnées de sorcellerie étaient mises au ban de la société française mais suscitaient plus de la pitié qu'un désir de persécution. Dans cette société très largement rurale, 80 % de la population travaillait de ses mains, et 90 % des femmes étaient paysannes ou ouvrières. En ville, l'emploi féminin se concentrait dans les secteurs de la domesticité, du textile et du commerce, mais on trouvait des femmes dans de nombreuses professions : forgeronnes, brasseuses, bou-chères (1)...

Cette situation va évoluer après les quelque 110 000 procès en sorcellerie qui débutent vers 1430 dans les campagnes (2) de l'Europe continentale, atteignent leur paroxysme entre 1560 et 1630 et se terminent vers 1680. Ils frappent à 80 % des femmes appartenant aux classes populaires (3) et débouchent sur 80 000 (?) exécutions : après avoir été soumises à la torture, elles sont brûlées en place publique.

## Les multiples raisons des procès en sorcellerie...

Les « chasses aux sorcières » se sont développées indépendamment des régimes politiques (la monarchie absolue en France sous Louis XIV, des régimes républicains aux Pays-Bas...) et des confessions religieuses (elles ont été le fait de catholiques comme de protestants). Dans les campagnes, elles ont surtout visé des guérisseuses ou des « levandières » (sages-femmes souvent illettrées) jusque-là respectées pour les remèdes et les soins qu'elles fournissaient. Cette attaque contre la médecine du pauvre et la « pensée magique » propre à la culture paysanne a été menée par les classes dirigeantes de la Renaissance au nom de la raison et de la science, pour favoriser la profonde réorganisation sociale qu'elles jugeaient nécessaire à leurs intérêts. Dans les villes, la concurrence économique existant entre les « matrones » (sages-femmes reconnues) et les médecins a disparu à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle : les accouchements ont désormais été l'affaire de ces derniers (4). L'avortement a quant à lui été interdit en France

par une loi de 1556 qui obligeait toute femme enceinte à déclarer sa grossesse et à avoir un témoin lors de son accouchement ; l'infanticide est devenu un crime d'exception, avec la bénédiction de l'Eglise catholique.

Depuis la grande peste de 1348 qui a tué à peu près le tiers de la population européenne, le message prioritaire du clergé est en effet qu'il faut faire des enfants – « Dieu pourvoira à leurs besoins ». La misogynie de l'institution religieuse n'est plus à démontrer, mais on trouve la même hostilité envers les femmes chez les juristes ; or, les « affaires » de sorcellerie sont surtout traitées par des cours civiles, dont elles favorisent l'établissement. Pour statuer, les juges recourent à un ouvrage publié en 1487, *Le Marteau des sorcières*, qui a obtenu un gros succès en Europe, ainsi qu'à des manuels énonçant les premières règles et procédures juridiques – dont des traités de démonologie (5).

Cependant, la répression s'explique surtout par l'époque très troublée que constitue le XVI<sup>e</sup> siècle en Europe : non seulement les certitudes et les sécurités qu'offrait un monde unifié par le catholicisme sont ébranlées par la Réforme (1517-1648), mais une crise sociale se développe, qui incite les élites à briser les résistances populaires en faisant des exemples afin de rétablir la stabilité.

En France, ces élites veulent des troupes pour mener leurs nombreuses guerres. Après celles qui opposent les seigneurs, viennent les guerres de religion (1562-1598) puis la guerre de Trente Ans (1618-1648). Certes, la population est en pleine expansion, mais la production agricole stagne notamment du fait de calamités successives – épisodes de peste, hivers très froids, inondations, sécheresses – qui engendrent disettes et misère. Alors des jacqueries éclatent, surtout sous Richelieu en 1634 et 1639, puis en 1648-1649 contre l'augmentation des impôts due à cette dernière guerre. L'essor de l'économie monétaire et du salariat paupérisé de plus, dans un premier temps, les classes populaires, dont une partie prend l'habitude de se retrouver pour organiser la protestation. Ces réunions seront associées au « sabbat des sorcières », et les premiers procès en sor-

cellerie serviront à rediriger la colère sociale vers un bouc émissaire – tout en dissuadant de se révolter par la peur de la délation, des tortures et du bûcher.

## ... et leur interprétation aujourd'hui

La persécution des « sorcières » qui visait en partie à enterrer les croyances populaires a, de façon paradoxale, renforcé les superstitions dans un monde rural en voie de dégradation ; et elle a dans le même temps amplifié les préjugés à l'égard des femmes en général. Silvia Federici estime, dans *Caliban et la Sorcière* (6), que cet épisode sanglant a contribué à changer leur vie en préparant la division sexuée du travail requise par le capitalisme (on les a sorties du monde du travail pour les enfermer à la maison à faire des enfants) ; et que les sages-femmes ont été ciblées parce qu'elles avaient un pouvoir sur la naissance, donc sur la force de travail. En réalité, après les « chasses », paysannes et ouvrières ont continué en France à travailler comme auparavant ; ce sont les autres activités auxquelles les femmes avaient accès qui leur ont peu à peu été interdites du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, donc les perspectives d'ascension sociale par l'exercice d'autres professions ou fonctions. De plus, le modèle bourgeois de la famille moderne (avec la femme au foyer pour assurer les tâches ménagères et la reproduction) ne s'est diffusé dans les classes populaires qu'à la fin du XIX<sup>e</sup>... alors que s'opérait une massive prolétarianisation des femmes et des enfants liée à l'industrialisation. L'essor du capitalisme a ainsi eu davantage comme conséquence une double journée pour les travailleuses-et-mères-de-famille qu'une « simple » assignation à la sphère privée ; et la plupart des femmes travaillent aujourd'hui, y compris les grandes bourgeoises.

Il n'en demeure pas moins que cette Renaissance prétendument éclairée par la modernité a remplacé la culture du Moyen Age par celle de l'Antiquité, et que la révolution intellectuelle qualifiée d'« humanisme » a remis les hommes au centre du monde – mais pas les femmes, dont les droits ont été considérablement restreints. En France, elles sont même redevenues des mineures avec le code Napoléon de 1804 (7), jusqu'aux luttes féministes qui ont arraché, par diverses lois des années 1960 et 1970, l'égalité avec les hommes... sur le plan juridique.

Vanina

1. Sur la situation des femmes alors, lire Madeleine Lazard, *Les Aventures de Fémynie*, Fayard, 2001.

2. Il y en a très peu à Paris, et en revanche beaucoup dans le Jura, les Alpes ou les Pyrénées.

3. En Angleterre, la médecine et la chirurgie étaient ouvertes aux femmes jusqu'à cette époque.

4. Les 20 % restants sont des hommes pauvres (fréquemment vagabonds).

5. *Le Discours exécutable des sorcières du juge Henry Boguet*, paru en 1603, a été réédité une douzaine de fois en vingt ans.

6. Traduit en français en 2014. On peut lire une présentation de cet ouvrage dans CA n° 250.

7. L'incapacité totale des femmes mariées les range alors dans la même catégorie que les criminels, les malades mentaux et les enfants.





## DOSSIER : Où va le féminisme ?

# « Sorcières – la puissance invaincue des femmes »

*L'esprit aiguïté et la plume alerte, Mona Chollet dénonce avec justesse dans son dernier ouvrage (au titre quand même un peu racoleur !) les injonctions faites aux femmes pour qu'elles se conforment au rôle social attendu d'elles. Mais elle promeut aussi comme remède à leur oppression un écoféminisme guère susceptible de mettre à mal l'ordre établi.*

1. Éditions Zones, 232 p., 2019, 18 €.

2. Elle présente son livre comme le résultat de ses lectures, pour beaucoup des « ouvrages américains non traduits en français ».

3. Ladite « nature » étant tantôt la planète, tantôt le corps des femmes ; de même, les hommes sont le capitalisme, la civilisation, le patriarcat...

4. Dans certains milieux féministes et homos des années 1970, on pensait plutôt qu'il y avait en chaque être humain une part de masculin et une de féminin, et qu'en prendre conscience pouvait être libérateur (y compris bien sûr sur le plan de la sexualité).

5. Célèbre auteure écoféministe et figure du néopaganisme aux États-Unis.

Le propos de *Sorcières – la puissance invaincue des femmes* (1) n'est pas historique : Mona Chollet est partie des « chasses aux sorcières » qui se sont déroulées sous la Renaissance en Europe surtout pour voir « comment cette histoire a façonné notre monde ». Le constat que pas mal de femmes frappées par cette énorme répression avaient pour points communs d'être veuves ou célibataires, sans enfants ou âgées lui permet de montrer l'actualité des normes de jeunesse/beauté et maternité imposées aux femmes par le système patriarcal, ainsi que la vigueur des préjugés les concernant.

Aujourd'hui, rappelle Mona Chollet, un tiers des femmes en France sont souvent à temps partiel, donc condamnées à de maigres retraites et sans autonomie financière, parce qu'elles ont des enfants ; et la moitié sont cantonnées à des professions « féminines » – liées à l'éducation, au soin des enfants et des personnes âgées, ou aux fonctions d'assistance. De plus, même quand elles ont un emploi à temps plein, la plupart continuent d'avoir pour idéal de vie la maison et des enfants. Une telle situation résulte du modèle de

comportement qui a été imposé aux femmes, au cours des siècles passés, par la violence, la flatterie, la séduction ou la menace. On les a enchaînées au rôle reproductif et, au XIX<sup>e</sup> siècle, on leur a vanté l'image bourgeoise d'une « femme au foyer » qui délégitimait leur participation au travail. Malgré l'accès à l'avortement et à la contraception qu'elles ont arraché au milieu des années 1970, cette image les incite encore à sacrifier leur carrière à leurs enfants, ou à vouloir réussir leur double vie, professionnelle et privée, en étant des *superwomen*.

La même tendance au « don de soi » incite de nombreuses femmes à être la subalterne efficace de leur mari ou patron. Lutter contre ce « réflexe » de servir ou d'être dans l'attente d'une approbation masculine implique de se montrer aussi égoïste que les hommes, et de ne pas croire que, quand ceux-ci tranchent une question avec conviction, c'est forcément parce qu'ils en savent plus que les femmes...

Ces quelques arguments pêchés parmi une foule d'autres montrent la clairvoyance de l'auteure envers la condition féminine actuelle : en dépit de l'égalité en droits entre les sexes, la gent masculine conserve une position dominante en économie, politique, relations amoureuses et familiales, création artistique et littéraire. Toutefois, pour y remédier, ce sont les recettes guère convaincantes de l'écoféminisme que nous propose Mona Chollet, quoique sans en brandir la bannière (2).

Elle brosse avec humour un portrait d'elle-même dans lequel beaucoup de ses lectrices doivent se retrouver. Mais ce portrait d'une « aimable bourgeoise bien élevée » qui « se sent un pur produit de la société de consommation » est très essentialiste : on dirait que les traits de comportement décrits relèvent de l'inné chez les femmes. L'auteure avoue être « distraite, timide, émotive, à l'esprit lent, gaffeuse », ce qui la rend honteuse et la consterne ; elle a un « manque total de sens pratique » et un profond rejet du sport. « Par bien des aspects, je suis stupide, lâche-t-elle sans ambages. S'il s'agit de poser une question idiote, ou de faire une réponse totalement à côté de la plaque à une question, ou de formuler un commentaire absurde, à tous les coups je suis la femme de la situation. »

Néanmoins, elle ajoute : « Je crois qu'il y a aussi une forte dimension genrée dans ma stupidité. » Nous voilà quelque peu rassuré-e-s : la difficulté ou l'incapacité à s'orienter, l'attirance pour les lettres plu-

tôt que les sciences, la perte de ses moyens en situation de stress peuvent donc être (au moins pour partie) le produit d'une « éducation féminine » ?

Mona Chollet associe l'asservissement des femmes à celui de la nature (3), et oppose corps-nature-émotion-femmes à esprit-culture-raison-hommes. On peut la suivre quand elle s'insurge contre le culte de la rationalité, la vision de la science conquérante du XIX<sup>e</sup> siècle, ou la mise en coupe réglée du monde par la logique marchande ; mais ces fameuses « qualités féminines » qu'elle nous vante ne sont-elles pas ce qu'on appelle couramment « qualités humaines (4) » ? « Les hommes » sont-ils tous si incapables d'apprécier la littérature ? Ecouter davantage « les femmes » permettrait-il vraiment d'insuffler davantage d'humanité dans la société existante ? La façon dont procèdent les directrices des ressources humaines (une profession très féminine) en fait douter, car elles n'optent pas franchement pour l'empathie quand prime la rentabilité. La planète pourrait-elle être sauvée si on contrebalançait la soif de profit (masculine) par le souci de l'Autre (féminin)... ?

De plus, Mona Chollet conclut à quelques lignes près son ouvrage par : « Votre monde ne me convient pas : le culte de la déesse pratiqué par Starhawk (5) et d'autres sorcières représente peut-être la manière la plus radicale de l'affirmer et d'entreprendre d'y remédier, même s'il peut apparaître au premier abord comme une lubie New Age. Bien que nous vivions dans des sociétés largement sécularisées, et bien que nombre de femmes et d'hommes ne croient plus en Dieu, explique l'écrivaine écoféministe Carol P. Christ, les religions patriarcales ont façonné notre culture, nos valeurs et nos représentations, et nous restons imprégnés d'un modèle d'autorité masculine qui en est directement issu : « La raison de la persistance effective des symboles religieux réside dans le fait que l'esprit a horreur du vide. Les systèmes symboliques ne peuvent pas simplement être rejetés : ils doivent être remplacés. » Dès lors, pour une femme, pratiquer le culte de la déesse, se nourrir de ses images, c'est chasser une représentation par une autre. C'est se recentrer, s'autoriser à être soi-même la source de son salut, puiser ses ressources en soi, au lieu de s'en remettre toujours à des figures masculines légitimes et providentielles. »

Il est pour le moins incertain qu'honorer une déesse plutôt qu'un dieu suffise à mettre « ce monde cul par-dessus tête » ; et bien difficile de croire que des ressentis individuels, que ce soit de son propre vécu ou de celui « des femmes », puisse changer l'ordre patriarcal et capitaliste.

Vanina  
(Suite de ce dossier dans le prochain CA)

Exécution de sorcières en Angleterre





## Venezuela : la crise vue d'en bas

**Le texte qui suit, paru sur le site australien Green Left Weekly, nous a été envoyé par un lecteur. Il parle de la situation du peuple vénézuélien, qui cherche sa voie vers l'autonomie par une auto-organisation des quartiers et des communautés indiennes et paysannes.**

Quelques heures à peine après que le chef de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido a appelé à des mobilisations de rue pour soutenir sa tentative de coup d'Etat militaire contre le Président Nicolas Maduro le 30 avril, ses partisans ont pillé et incendié le siège de la commune d'Indio Caricuao, dans le sud-ouest de Caracas. Le bâtiment servait aux réunions de résidents locaux et abritait une entreprise textile gérée par la commune, qui finance des projets dans la communauté.

Atenea Jiménez, du réseau national des comuneros (militants des communes), constate qu'« une fois de plus des attaques contre les communes par des fascistes ont eu lieu », mais rappelle aussi que les comuneros « font face à des persécutions de la part du gouvernement » – en référence à l'arrestation du 23 mars et à la détention de 10 jours qui en ont duré 71 des militants qui occupaient une usine de transformation du riz, dans l'Etat de Portuguesa, pour dénoncer le refus de ses gestionnaires privés de travailler avec des producteurs locaux. Selon Jiménez, « la commune est le seul espace qui conteste le pouvoir, et l'un des rares que l'on peut créer soi-même pour construire une démocratie directe ».



Les communes vénézuéliennes fondent des conseils communaux (regroupant 200 à 400 familles en ville et 20 à 50 familles à la campagne) pour gérer des problèmes tels que le logement, la santé ou l'éducation. Elles désirent réaliser des projets plus importants et devenir autonomes grâce aux entreprises qu'elles possèdent. L'ex-Président Hugo Chavez considérait les communes comme la pierre angulaire d'un nouvel Etat fondé sur l'autogestion et la démocratie participative.

Selon le ministère des Communes, il y a actuellement plus de 47 000 conseils communaux enregistrés et près de 3 000 communes. D'après Jiménez, ces dix dernières années des communes se sont développées « sur la conscience qu'il existe des problèmes, mais qu'ensemble nous pouvons les résoudre par l'autogestion ».

Gus Garcia, de la commune socialiste d'Altos de Lidice, qui réunit sept conseils communaux sur le flanc de la colline de Caracas à La Pastora, explique que cette commune a vu le jour parce que les conseils de communautés locales ont voulu « construire une véritable autonomie gouvernementale ». Les chavistes (partisans de Chavez) ont été au cœur de la création des communes, mais celle d'Altos de Lidice comprend aussi des habitants opposés à Maduro.

Dans le quartier voisin du 23 d'Enero, la commune de Panal 2021, avec huit conseils communaux et 3 600 familles, illustre le type d'autonomie locale envisagée par de nombreux citoyens. Cucaracho, un de ses militants, raconte que la commune s'est lancée avec des collectes de fonds par le biais de tirages au sort et d'activités. Après une période de cogestion où elle a reçu des fonds publics pour des projets, elle est désormais autogérée. Elle possède



des boulangeries, une usine de conditionnement de textile et de sucre et un centre de stockage et de distribution de produits alimentaires. Le gain de ces entreprises est déposé dans une banque communale, et les assemblées de citoyens décident de la répartition des fonds entre les projets communautaires. La capacité de Panal 2021 à générer ses propres revenus, comme la plupart des autres communes, est la clé de son existence.

Avec le début de la crise économique, l'Etat a presque cessé de transférer des fonds aux communautés locales. Julian, du courant révolutionnaire de Bolivar et Zamora, un courant radical au sein du PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela), estime que cela a eu un impact sur le niveau d'organisation de la communauté. « Lorsque le gouvernement finançait des projets, cela créait certaines attentes et encourageait la participation, car les gens estimaient que leurs problèmes pourraient être résolus ; mais l'accent était mis sur la promotion de cette participation, et l'attention donc moins portée sur le renforcement de la capacité des communautés à s'auto-organiser. Les communes les plus actives aujourd'hui sont celles qui n'ont pas grand-chose à voir avec le gouvernement, et que le PSUV ne contrôle pas. »

Produire et distribuer de la nourriture pour répondre aux besoins des communautés en temps de crise est devenu une priorité pour de nombreuses communes, y compris à Caracas. Panal 2021 s'est associée à des communes rurales pour apporter de la nourriture en ville et la vendre beaucoup moins cher que les supermarchés privés.

Selon Jiménez, de nombreuses autres communes font de même : « Il existe des systèmes d'échange de nour-





## international

riture et de services entre communes, qui fonctionnent plus ou moins bien mais s'améliorent. » Malgré – ou peut-être à cause de – son importance, la production et la distribution de produits alimentaires ont été un point de tension essentiel entre l'Etat et le mouvement comunero. Il y a plusieurs années, le réseau national des communes a transmis à Maduro une proposition visant à créer une entreprise communautaire à l'échelle nationale pour ces produits. L'idée était que toutes les communes et les *campesinos* puissent distribuer les leurs via un système contrôlé par le peuple plutôt que par des intermédiaires privés, afin de garantir une alimentation bon marché à ceux qui en avaient besoin. « Nous voulions que tout ce qui est produit à la campagne soit distribué et non perdu, dit Jiménez, et ensuite importer ce que nous ne pouvions pas produire. » Au lieu de cela, le gouvernement a mis en place les comités locaux de distribution et de production alimentaires, les CLAP, sans y associer les *campesinos* et les *comuneros* : ces comités

sont en grande partie contrôlés par les responsables locaux du PSUV et « tout ce qui est distribué via les CLAP est importé. Les organisations existant auparavant ont été mises de côté car elles sont plus difficiles à contrôler : dans une commune, une proposition doit être débattue en assemblée, alors qu'avec les CLAP on dit simplement aux gens quoi faire ».

Dans de nombreux endroits, les CLAP ont donc supplanté les communes en tant que centre d'organisation de la communauté, selon Julian. « Les autres structures sont toujours là, mais le CLAP est plus dynamique car l'accès à la nourriture est le problème le plus important pour beaucoup. Dans certains cas, les CLAP ont affaibli les communes, et je pense que cela a été délibéré parce que les CLAP répondent au parti, mais pas les communes. Cela a créé une tension entre le mouvement comunero, d'une part, et le parti et les autorités locales, de l'autre, qui ne veulent pas transférer des responsabilités telles que la collecte des ordures à Caracas. »

Garcia estime que « l'Etat n'a pas la capacité de résoudre tous les problèmes, étant donné le gâchis actuel. Et pourtant il ne veut pas lâcher les rênes pour que les gens puissent résoudre leurs problèmes. Nous sommes cependant conscients que seul ce gouvernement peut nous permettre de faire ce que nous faisons avec les communes ; avec un autre, nous n'aurions pas cette possibilité, surtout avec le gouvernement de droite que Guaido veut installer avec son coup d'Etat ». Pour lui, l'organisation communautaire actuelle ne va pas disparaître. « Elle a encore beaucoup de force. Où que vous regardiez, vous trouverez une commune, une coopérative, un comité ou une organisation. Cet immense esprit de participation existera toujours et ce sera un problème pour tout gouvernement qui essaiera de le démanteler. »

Federico Fuentes, 15 mai 2019

## Courant alternatif

n'est pas diffusé en kiosques

# L'abonnement est vital pour qu'il continue de paraître

10 numéros + les hors-séries : 30 euros

### NOS BASES POLITIQUES

La société actuelle fonctionne sur le principe de la domination et de l'exploitation de ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre par ceux qui possèdent le capital et les moyens de production. Le capitalisme n'a été producteur, depuis plus d'un siècle, que de guerres, de massacres, de misère pour le plus grand nombre, et de destruction de l'écosystème. Il se développe grâce à l'esclavage salarial, au colonialisme et à l'impérialisme. Présenté le plus souvent comme le meilleur – ou le moins mauvais – des systèmes d'organisation sociale, le capitalisme n'est, en réalité, que le mode de domination d'une classe sur une autre.

Nous voulons, nous, une société basée sur l'égalité économique et sociale entre tous les individus de la planète. Une société sans classe et sans Etat, dans laquelle chaque communauté humaine s'organise, vit, pro-

duit, échange, décide, de manière directe et sans institutions intermédiaires. Nous voulons une société qui ne laisse aucune place aux multiples formes de domination qui caractérisent la société actuelle (des hommes sur les femmes, racisme, normes sexuelles, etc.).

Nous sommes révolutionnaires, car construire ces nouveaux rapports sociaux ne consiste pas à simplement améliorer la société telle qu'elle est, mais à en saper radicalement les fondements. En ce sens, nous ne pensons pas que les voies institutionnelles, comme par exemple le parlementarisme qui consiste à élire de temps en temps de pseudo-représentants qui parleront et agiront en notre nom sans aucun contrôle, puissent permettre un réel changement.

Nous sommes libertaires (ou anarchistes), car nous pensons qu'on ne peut construire une société égalitaire en utilisant des moyens contraires aux principes de liberté et d'éga-

lité : combattre dès à présent la hiérarchie et la domination, telles qu'elles fonctionnent dans la société en général mais aussi dans nos têtes à tous est une condition essentielle pour ne pas avoir à les subir plus tard. C'est ainsi que nous combattons tous les modèles qui prétendent conduire au communisme (ou au socialisme) par la conquête du pouvoir d'Etat au moyen de partis dits d'avant-garde. C'est au contraire par l'auto-organisation des luttes, puis de la production, que l'on pourra détruire le capitalisme.

Le combat que nous voulons mener n'est pas seulement un combat d'idées. C'est par une participation active et directe aux différentes luttes émancipatrices qui agitent nos sociétés que nous pourrions en semble, avancer : luttes des travailleurs et des chômeurs, des sans-papiers, des femmes ; luttes contre le racisme, contre le nucléaire, contre le productivisme, etc.





# ROJAVA

## ENTRE TERREUR ET ESPOIR

*Le nord de la Syrie est ruiné ; son économie est déstructurée, privée de ses débouchés « naturels », et peine à se reconstruire après des années de guerre. Il demeure dépendant des pays alentour et de leur bon vouloir. En un mot, le nord de la Syrie, le Rojava particulièrement, manque de tout, sauf d'ennemis.*

### Les ennemis extérieurs

Ces ennemis-là sont à l'affût de la première occasion pour réduire à néant cet « accident de l'histoire » que représente l'émergence d'une expérience de réorganisation sociale inédite basée sur le confédéralisme démocratique et l'émancipation des femmes. Parmi eux, il y a d'abord :

**L'Etat turc.** Même ceux qui ne sont pas des inconditionnels du « chef spirituel Ocalan » et qui se posent des questions sur la politique des YPG (1) ne peuvent que reconnaître qu'en ayant sacrifié plusieurs milliers des leurs pour tenter de débarrasser le monde de Daech les Kurdes méritent mieux que d'être livrés en pâture aux appétits turcs, syriens, américains ou autres.

Nous savions bien qu'au bout du compte ce serait les Kurdes qui paieraient l'addition. Et pas n'importe quels Kurdes, mais ceux du Rojava qui tentent un processus de réorganisation sociale qui se veut internationaliste, pluriethnique et féministe, sans viser à l'établissement d'un Etat-nation spécifiquement kurde. Certains anarchistes ont tendance à y voir ce dont ils ont toujours rêvé et sont inconditionnels de ce projet qui, disent-ils, représente un renouveau de la pensée et de l'action libertaires. D'autres, au contraire, plus « traditionnels » ou « ultra-gauche », n'y voient qu'une nouvelle version moyen-orientale de reproduction de la domination de la classe dominante et vont se gausser des alliances militaires contre-nature que les Kurdes du Rojava devront tisser (mais que peuvent-ils faire d'autre ?). Peut-être l'histoire leur donnera-t-elle raison ! Mais pour l'instant il nous semble beaucoup plus libertaire et révolutionnaire de faire confiance aux prolétaires kurdes pour ne pas se

laisser pas embobiner par un nouveau pouvoir que de donner des leçons de pureté hors sol. La moindre des choses serait au moins de lutter pour qu'on leur foute la paix et de les laisser mener leur expérience en fonction des aléas qu'ils subissent sur le terrain.

Ce qui est certain, c'est que cette expérience qui ne trouve pas grâce auprès de certains révolutionnaires intransigeants plaît encore moins au gouvernement turc, qui craint de la voir s'étendre à l'intérieur de ses frontières dans l'aire culturelle et politique kurde contrôlée en partie par le PKK, contre lequel il mène une guerre sanglante depuis des décennies !

Une invasion turque à grande échelle du nord de la Syrie signifierait, à court terme, la dévastation de zones entières jusque-là épargnées (Dêrik, Rimêlan, Amûdê...), la mise à sac des villes du Kurdistan syrien, le pillage systématique et la destruction de tout ce qui a été construit au cours de six années d'efforts (comme à Afrîn).

Pourtant, envahir le nord de la Syrie ne semble pas, malgré le déséquilibre des potentiels militaires, une mince affaire pour un Etat turc se débattant déjà dans des crises économiques à répétition. Jamais en effet, par le passé, un groupe armé issu du courant des YPG n'avait atteint le niveau de puissance militaire qu'il a maintenant.

A long terme, une guerre serait sans doute difficilement gagnable par la Turquie. Mais le statu quo avec les YPG, probable en fin de course, ne serait possible qu'après un long effort de guerre, incomparablement plus dur que celui soutenu jusque-là.

« A moins que les YPG ne parviennent à un accord militaire avec le régime syrien (...), écrivions-nous dans un tract avant que cet accord ne soit signé. Cette option aurait l'avantage de préserver, sans doute, une partie de ce qui a pu être bâti et nombre de vies humaines. Elle serait un moindre mal, mais resterait un mal. » Eh bien voilà, nous y sommes.

Ça restera un mal car il s'agit là de la seconde menace pour l'existence du Rojava :

**Le régime syrien.** Il n'a jamais accepté l'existence du Rojava, donc qu'un pan entier de « son » territoire lui échappe. Aucune concession qui entamerait son autorité, ou même ses symboles, n'a jamais été acceptée. Le retour au *statu quo ante bellum* reste l'objectif du régime, comme il n'a eu de cesse de le clamer. Toutes les tenta-



tives de négociations ont, jusqu'à présent, échoué. Le régime syrien tentera, à la première occasion, de reprendre le contrôle du nord de la Syrie. L'accord de circonstance peut préserver l'administration autonome au Rojava des velléités d'annihilation de l'Etat turc, mais, cet accord n'allant pas sans contreparties politiques, elle pourrait être défaite « par la petite porte », que ce soit par la force ou par la ruse.

**Les « alliés »,** contraints par les circonstances, sont eux aussi un danger pour l'administration autonome du Rojava. Sans obligatoirement la détruire militairement en tant que telle, ils lui donneraient volontiers un contenu et une forme plus conformes à leurs intérêts. Les Etats-Unis, en premier lieu, pour qui un protectorat corrompu sur le modèle du Kurdistan irakien ferait bien mieux l'affaire.

Le Président américain, après avoir annoncé, de façon éhontée, « sa » victoire sur Daech, avait invité le Président turc à prendre sa place. « *It's all yours* – tout est à vous », aurait glissé D. Trump à R.T. Erdoğan. Depuis, D. Trump est revenu sur ses déclarations. Avant, peut-être, un énième revirement. Nul ne serait assez téméraire pour se risquer à quelque conjecture quant à l'avenir de cette région basée sur des décisions impromptues américaines.

Les craintes suscitées par chaque nouvelle annonce révèlent cependant à quel point la situation du Rojava, et de la Syrie en général, demeure précaire et instable. La victoire militaire contre Daech n'a été qu'une accalmie et ne signifie en rien la fin de la guerre. Même si l'arrêt momentané des opérations militaires, des combats, du califat peut nous donner un sentiment trompeur de calme.

1. YPG : Unites de défense du peuple. Elles prirent leur nom actuel le 19 juillet 2012. Bien qu'accueillant une part considérable de combattantes des leur creation, les YPG se doterent d'une branche feminine en avril 2013, les YPJ. Les YPG jouerent le rôle majeur dans la défense du Rojava, puis dans la destruction de Daech. Elles accueillent en leur sein un certain nombre de combattants arabes et internationaux, mais restent une milice très majoritairement kurde.





## international



### Les ennemis intérieurs

Ils sont eux aussi là, tapis dans l'ombre.

**L'ENKS** (2) d'abord. Affaibli, isolé, mais toujours présent lorsque les ennemis du Rojava sont en quête d'un remplaçant. Réduit à mendier un « tuteur » pour en découdre avec l'administration autonome, l'ENKS capte les rancunes contre celle-ci en attendant que la « fortune » lui sourie.

**Daech** ensuite. Annihilé comme puissance territoriale, il n'en survit pas moins dans la guérilla, se nourrissant des haines nées de la guerre. Daech continue de tuer, lentement et en silence : ici par une voiture attentat-suicide, là par l'incendie de champs de blé. Ce dans l'indifférence générale. Il ne s'agit plus que d'un problème sécuritaire « localisé » dans un pays lointain... La libération par l'armée turque de certains de ses membres emprisonnés ne fera que redonner de la vigueur aux djihadistes.

**L'opportunisme.** La volonté de développer l'autonomie, de la capitaliser pour le compte de ceux qui ont soutenu les YPG quand il s'agissait de défaire Daech, s'effacera au profit d'un soutien à l'ENKS quand il s'agira de faire des affaires avec le GRK (3), profondément corrompu.

**La volonté des carriéristes,** enfin, hier pro-Assad ou pro-ASL (4), de faire du nord de la Syrie un proto-Etat « respectable », y compris aux yeux de la Turquie, et perdant par là même son intérêt historique qui serait de mettre en place des nouvelles perspectives révolutionnaires pour le Moyen-Orient par-dessus les frontières des Etats, tous plus ou moins totalitaires.

Dans les combats qui s'annoncent, quel que soit leur adversaire, les YPG-

YPJ ne pourront compter que sur eux-mêmes. Et sur ceux, on peut l'espérer, qui devraient être leurs soutiens premiers, les anticapitalistes de tous les pays. Tous ceux, ensuite, qui reconnaissent le projet politique du Rojava comme potentiellement émancipateur et porteur d'espérances.

Soutien critique ou inconditionnel, qu'importe, pourvu qu'il soit effectif et qu'il dépasse le stade des paroles lénifiantes en énonçant clairement les raisons qui font que l'expérience du Rojava a tant d'ennemis. Bien utiles et parfois adulés lorsqu'ils se faisaient tuer pour éradiquer Daech, les militants et militantes kurdes sont devenus plus que gênants pour tous les Etats dès lors qu'ils cassent le jeu et les règles établies par la diplomatie concernant la région, en indiquant de nouvelles voies politiques possibles à explorer pour le Moyen-Orient, au-delà des frontières étatiques.

La cause kurde et son projet communaliste et féministe, va devenir moins attractive aux yeux de la bien-pensance occidentale, et elle aura moins les faveurs de l'opinion que par le passé, lorsqu'elle était le fer de

lance de la lutte contre Daech. Mais, à l'inverse, elle pourrait être beaucoup plus attractive aux yeux de plus en plus de prolétaires fatigués des jeux politiques et du communautarisme religieux, comme les récents événements au Liban où la protestation sociale fissure les clivages d'appartenance religieuse, le laissent penser. Raison de plus pour maintenir cette solidarité, en dépit des aléas sur le terrain, en dénonçant ceux que l'expérience politique dérange et qui ne veulent surtout pas qu'elle se répande.

Le capitalisme, incapable de surmonter ses propres contradictions, génère en partie les conditions de sa destruction. Ce système nous amène, inéluctablement vers des catastrophes : guerre mondiale, guerres civiles, catastrophes écologiques... Mais plus personne ne croit pour autant, depuis belle lurette, à l'inévitabilité du socialisme et de la révolution ! Des situations révolutionnaires se produiront, à n'en pas douter. Hier, en Syrie ou en Amérique latine ; demain, en Europe et en Asie. Mais leur issue dépendra d'abord de la capacité des prolétaires à s'organiser pour y intervenir, et non des avant-gardes auto-proclamées aussi honnêtes et efficaces soient-elles. Même si les conditions historiques ont souvent une fâcheuse tendance à surgir sans crier gare, le « saut dans l'inconnu » n'est pas chose facile. Et les tentatives de bâtir un autre monde, insurrectionnelles ou autres, qui se mènent dans toute la planète sont de nature à éclairer et à rendre moins aléatoire ce « saut dans l'inconnu ».

Socialisme ou barbarie : le choix est simple et il dépendra de nous.

La révolution du Rojava n'est pas un processus achevé dans le cadre étroit du nord de la Syrie. Elle est un moment qui appartient à toutes et tous dont l'avenir nous révélera l'importance. A nous de nous en inspirer.

JPD

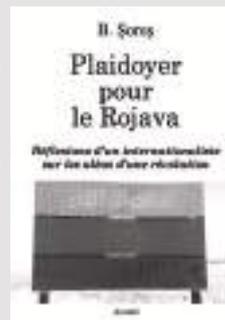
B. Şoreş

### Plaidoyer pour le Rojava

*Réflexions d'un internationaliste sur les aléas d'une révolution*

Le livre n'est pas une « épopée » sur les volontaires internationalistes. Il est certes question d'eux, mais ils n'y occuperont pas une place démesurée. Leur engagement ne fait sens qu'une fois replacé dans le contexte général de la guerre civile syrienne, et du Rojava en particulier. C'est de cette guerre et de cette révolution dont il sera essentiellement question ici. Les uns voudraient voir dans le Rojava le paragon de leurs idéaux. À l'extrême opposé, certains ne voudraient voir dans cette révolution qu'un non-événement.

A paraître mi-novembre aux **Editions Acratie**  
300 p. - 20 euros port compris en le commandant à  
Acratie, L'Essart, 86310 La bussière



2. Conseil national des Kurdes syriens lié au Président de la zone autonome d'Irak, Barzani. Ce dernier, opposé au régime de Bachar, lutte pour une autonomie des Kurdes, sous sa houlette, mais s'oppose aussi violemment au PYD (Parti de l'Union démocratique. Parti politique kurde de Syrie fondé en 2003. Organisation sœur du PKK, la fondation du PYD faisait suite à un changement de stratégie du PKK en Syrie et en Iran. Interdit et réprimé sous B. al-Assad, le PYD est depuis 2011 le parti politique de loin le plus influent au Rojava). essentiellement sur le projet politique.

3. Gouvernement régional du Kurdistan. Entité administrative autonome du nord de l'Irak dominée par l'ENKS.

4. Armée syrienne libre. Conglomerat de groupes armés issu du Mouvement des officiers libres et des désertions en masse des forces armées syriennes consécutives à la répression brutale des manifestations.





## HONG KONG

# LE PORT PARFUMÉ SOUS LES GAZ

*Cela fait maintenant plus de dix années que nous sommes confrontés partout dans le monde à des mouvements atypiques. Or les outils conceptuels élaborés depuis la naissance du mouvement ouvrier, et utilisés par la gauche occidentale dans toute sa diversité, ne sont pas suffisants pour en appréhender la complexité. On a connu les différents printemps, vêtements, fleurs de toutes les couleurs et, en France, Nuit debout, les gilets jaunes, etc.*



**H**ong Kong (HK) n'échappe pas à cette réalité. On n'y trouve pas ou peu de traces d'histoire de mouvements « de gauche » et nous sommes un peu perdus du fait de la revendication essentiellement « démocratique » seule visible, et surtout par les regards obstinément tournés vers les Etats-Unis de Trump. Mais en même temps on constate que des formes radicales de lutte s'y développent, qu'une cassure dans le consensus social de la mégapole-Etat (population – police – institutions – gouvernement), impensable il y a quelques années tant le consensus civique y dominait la pensée, apparaît, ainsi qu'une remise en question de fait du rôle économique de HK au cœur du capitalisme oriental.

A HK, quand on parle de la gauche, il ne s'agit de rien de la tradition socialiste que nous connaissons en Europe. Pour les plus de 40 ans, elle signifie le Parti communiste chinois (PCC) et/ou le syndicat principal, HK-FTU, qui a jadis (1950-1980) organisé les travailleurs de

HK mais qui maintenant défend le régime en place. Aux yeux de cette génération, une personne de « gauche » pourrait désigner un businessman membre du Parti ou bien un politicien pro-establishment et pro-Chine.

En revanche, pour les plus jeunes manifestants d'aujourd'hui, la « gauche » est un stigmate qui se rattache à la génération précédente d'activistes impliqués dans une récente période de luttes (souvent contre des grands travaux) qui ont toutes échoués à cause, pensent-ils, du caractère bureaucratique de leurs leaders autoproclamés, pour la plupart des intellectuels, de l'inclinaison à négocier avec l'autorité plutôt qu'à faire confiance aux initiatives de la base, et des appels permanents au calme. C'était l'époque du « civisme » absolu. Ces défaites ont engendré une profonde amertume ; le rejet des stratégies précédentes explique l'accent mis à présent en contrepoint sur l'action directe et la méfiance vis-à-vis de leaders potentiels.

Il va sans dire qu'il n'existe prati-

quement pas non plus de culture de la grève à HK : il y a tout au plus une ou deux grèves (récemment dans le secteur de la santé) et une dizaine de débrayages sauvages par an.

HK est passé de 500 000 habitants après la Seconde Guerre mondiale (la Chine devient communiste en 1949) à près de 8 millions aujourd'hui. Ce sont essentiellement des migrants chinois arrivés par vagues successives, ou leurs descendants. Beaucoup d'entre eux ont de la famille en Chine continentale et retournent chaque année dans leur ville natale pour une réunion de famille.

Il faut compter aussi 500 000 résidents étrangers et 400 000 travailleurs domestiques, pour moitié philippins et moitié indonésiens, qui sont évidemment payés en dessous du salaire minimum.

L'objectif en quittant la Chine communiste pour la colonie britannique était, en travaillant dur, sinon de faire fortune, du moins de s'élever dans l'échelle sociale. Cela explique à quel point la valeur travail s'est ancrée dans





## international

l'imaginaire hongkongais et était synonyme de réussite et non d'aliénation. Pour exprimer le fait de « travailler », le mot « 搵食 » est utilisé, qui signifie littéralement « rechercher le repas suivant – trouver de la nourriture ».

### Quelques repères chronologiques

1967 : Emeutes contre le régime colonial britannique, réinstallé depuis 1946 après une parenthèse d'occupation japonaise.

1984 : Le gouvernement britannique signe un accord avec Zhao Ziyang (alors Premier ministre de Chine et futur secrétaire général du PCC) pour entamer un processus de restitution de la souveraineté de Hong Kong à la Chine. Cet accord contient cependant une promesse explicite visant à rassurer les habitants de HK : les deux systèmes politiques ne fusionneront pas.

1997 : Fin du processus, HK rejoint la RPC tout en conservant un système politique et juridique distinct. Il est acté que cette situation dite « un pays deux systèmes » ne prendra fin qu'en... 2047.

Septembre-octobre 2014 : Le « mouvement des parapluies » (utilisés pour se protéger des gaz lacrymogènes !) met, pendant deux mois, des dizaines de milliers de personnes dans les rues pour réclamer que l'élection du chef de l'exécutif de la ville en 2017 se fasse au suffrage universel comme cela était prévu dans l'accord, alors que Pékin a décidé d'en limiter la portée en établissant une liste de candidats lui convenant. Pendant plusieurs semaines, un espace à l'extérieur du Parlement de HK est occupé, mais en vain. Le mouvement a été clairement piloté par les militants prodémocrates du collectif Occupy Central with Love and Peace, avec une forte

implication des Eglises chrétiennes.

Mars 2014 : Le « mouvement des tournesols », à Taiwan, débute par l'occupation du Parlement par des étudiants, contre l'accord de libre-échange sino-taiwanais. Les échos de cette lutte résonnent à HK, mais elle échoue.

Février 2016 : « Révolution des boulettes de poisson » pour défendre, contre le gouvernement qui veut les supprimer, le maintien des marchands ambulants dans les rues. Une manifestation se transforme en émeute contre les autorités de Pékin et de HK. Derrière ce prétexte, il y a la révolte contre des marchands du « continent » (la Chine) qui achètent en gros des marchandises à bas prix, mettant ainsi à mal le système traditionnel d'échanges à partir de petits et moyens commerçants. Mais c'est aussi, et peut-être surtout, une expression de rage contre la police, quelques mois après l'échec du mouvement des parapluies.

On trouve aussi ça et là, au cours de ces années, quelques luttes dites environnementales.

C'est alors la fin d'un cycle dans lesquelles les luttes ont toutes échoué, pour les raisons que nous avons évoquées plus haut.

### Le mouvement contre la loi sur l'extradition

Un nouveau cycle commence début 2019, avec un projet de loi qui provoque un tollé. Il vise à pouvoir extraditer de HK un accusé dans le pays où il a commis son délit, au lieu de le traduire en justice à HK même. Dans la première phase de ce nouveau mouvement, les manifestations contre la menace qui plane de pouvoir être extradé en Chine pour un rien restent pacifiques, donnant à penser qu'il se situe dans la même ligne stratégique que les précédents.

Pourtant il en sera tout autrement, car il s'agit cette fois ni plus ni moins, pour le gouvernement pro-Pékin de HK, d'une remise en cause prématurée du fameux « un pays, deux systèmes ».

*Pourquoi une telle offensive de Pékin ?*

Le projet de loi couronne une offensive du gouvernement chinois pour reprendre la main sur des territoires qu'il contrôle mal.

En 2012, Xi Jinping est devenu président de la République populaire chinoise, et il va œuvrer à renforcer son emprise sur le pays. D'abord en réformant la structure du gouvernement pour concentrer le pouvoir entre ses seules mains. Ensuite en exerçant une répression accrue au cœur même de la société civile du pays allant de pair avec un contrôle de plus en plus strict sur les médias.

C'est aussi à cette époque que le PCC reprend du poli de la bête et veut se développer en essayant de se placer de nouveau au cœur de toutes les institutions et de tous les rouages du pays. C'est ainsi, par exemple, qu'il exige que toutes les entreprises, même privées, créent en leur sein une section du PCC.

Un autre objectif, pour le gouvernement chinois, est de reprendre la maîtrise absolue des zones de l'Ouest qu'il n'est pas parvenu jusque-là à contrôler suffisamment à son goût – comme le Xinjiang, une région stratégique limitrophe du Kazakhstan et du Pakistan, reliée ainsi au reste de l'Asie centrale, et dont la majorité de la population n'est pas chinoise, mais ouïghour.

Concernant l'Est, le projet est d'en finir avec le statut spécial de HK et l'indépendance de Taïwan, pour y exercer enfin une souveraineté totale. Campagne est menée pour stigmatiser les partis d'opposition au gouvernement à la solde de Pékin à HK, en prenant davantage encore le contrôle des journaux et des chaînes de télévision. Des groupes pro-Pékin tentent de s'implanter dans la ville en s'appuyant sur des hommes d'affaires corrompus et des alliances scellées avec les mafias locales. Le fer de lance du front qui soutient le régime de Pékin (« J'aime Hong Kong et je soutiens la police ! ») se recrute parmi le million de nouveaux immigrants chinois, venus principalement de la province limitrophe du Fujian au cours des vingt dernières années. Ces derniers sont mal considérés par les plus anciens qui ont fait souche et qui prétendent qu'ils sont paresseux, qu'ils volent les emplois et soutirent de l'argent à des personnes âgées par le mariage. Victimes de discrimination, beaucoup d'entre eux occupent des emplois mal rémunérés. Pourtant, leur situation s'est améliorée par rapport à celle qu'ils connaissaient au Fujian, et une partie d'entre eux pénètrent les rouages de l'Etat de HK au





profit de l'influence idéologique de Pékin.

La difficulté pour Pékin, c'est que HK, contrairement au Xinjiang ou, plus anciennement, au Tibet est hyperconnecté dans tous les domaines au reste du monde et que tout ce qui s'y passe est immédiatement connu de toute la planète. Cette donnée fait que les manifestants ne croient pas à une intervention militaire de la Chine car celle-ci serait sans doute plus dommageable pour elle que le retrait de la loi. Ils pensent généralement que ce sont les conséquences des manifestations sur l'économie de la ville qui pèseront sur les décisions du gouvernement. De ce point de vue, si le mouvement parvient à être suffisamment endurant, il y a une petite chance qu'il obtienne quelques concessions. Un autre point est souvent évoqué : le projet de guerre contre Taïwan qui est toujours dans les tuyaux de Pékin est pour l'instant retardé, car ce dernier ne peut se permettre d'ouvrir un nouveau front. La bataille en cours peut donc permettre de ralentir les projets d'expansion territoriale de la Chine.

*Un changement stratégique se dessine chez les manifestants*

Une seconde phase commence le 9 juin : une manifestation d'un million de personnes se termine par d'importants affrontements et, trois jours plus tard, des barricades sont élevées à plusieurs endroits du centre-ville. Cela indique déjà que des leçons ont été tirées des échecs précédents, basés sur la non-violence et un civisme revendiqués.

Le 16, ce sont deux millions de manifestants qui descendent dans la rue malgré la décision du Carrie Lam, la cheffe du gouvernement, de suspendre le projet mais sans le retirer. Dans cette phase, l'objectif est de foutre le bordel en marchant, ce qui est une sorte de révision de la stratégie après la défaite

du mouvement des parapluies, dans lequel les gens se sont fatigués à occuper sans réellement perturber ni l'économie ni le fonctionnement quotidien du gouvernement.

Cinq revendications sont alors formulées par les manifestants : le retrait du projet de loi, le suffrage universel, le retrait du terme « émeutiers » pour désigner les manifestants, une commission d'enquête sur les violences policières et la démission de Carrie Lam. Le 1<sup>er</sup> juillet, lors d'une grande manifestation, des centaines de militants entrent dans le bâtiment du Parlement et le saccagent.

On en arrive à la troisième phase, qui marque un changement de tactique. Il s'agit de sortir du centre et d'étendre la mobilisation à d'autres parties des zones urbaines pour toucher d'autres populations ; c'est la tactique des regroupements rapides et mobiles pour mener une action de blocage ou faire un spectacle de rue (« flash mob »). C'est la mobilité et la rapidité de déplacement qui devient le cœur de l'occupation de l'espace et c'est le métro qui devient l'outil numéro un, d'où de très nombreux affrontements dans ses couloirs et sur les quais. Les travailleurs du métro ainsi que les passagers se retrouvent dans des situations dangereuses créées par la police, qui tire des gaz lacrymogènes à tour de bras. Cela ne fait qu'élargir la solidarité avec les manifestants : les conducteurs demandent à leur compagnie d'empêcher les flics d'entrer dans les stations de métro afin d'assurer leur sécurité et celle des passagers. Des petits commerçants du secteur se plaignent que les gaz tirés font fuir la clientèle !

Mais le 21 juillet des triades locales, sans doute gênées économiquement dans leur business par les incidents de rue et encouragées par le gouvernement, entrent en jeu comme milices parallèles et attaquent et blessent des



manifestants. S'ensuivent d'énormes manifestations, presque entièrement pacifiques cette fois, les 17 et 18 août, avec l'espoir que le gouvernement cédera, du moins en partie. Mais absolument aucune concession n'est faite, si bien que la pause « non violente » est de courte durée. Il y avait eu peu de pillages avant le 31 août. A cette date, en réponse aux violences policières, les manifestants cassent des distributeurs de billets, les portiques et les portes vitrées du métro, bloquent les routes. Les affrontements violents reprennent avec cocktails contre gaz lacrymogènes – des images ont abondamment circulé dans le monde entier. Les commentateurs occidentaux (comme BFM-TV) qualifiaient les Hongkongais de « manifestants pour la démocratie » et d'« émeutiers » les gilets jaunes à Paris, tandis que la presse chinoise faisait des gilets jaunes des émules de la démocratie et des hongkongais des émeutiers. Allez y comprendre quelque chose !

Le 4 septembre, Carrie Lam annonce le retrait du projet.

On aurait pu penser qu'alors les choses se calmeraient, même si personne ne croyait à l'engagement du gouvernement ni à l'intervention de la Chine. Les manifestations ont pourtant repris et une bienveillance passive vis-à-vis des actes « violents » qui émailaient les manifestations s'est installée.

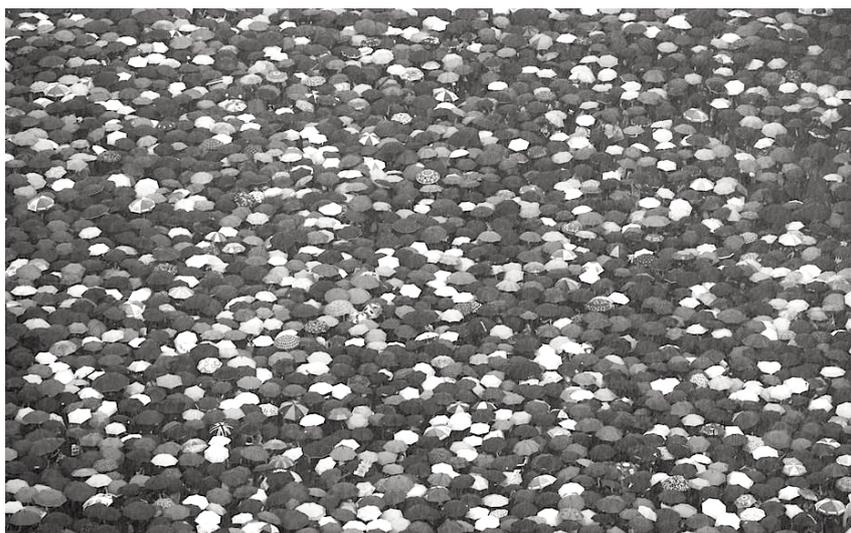
### Un simple mouvement pour la démocratie ?

La plupart des observateurs et commentateurs internationaux n'ont fait que présenter le mouvement comme un combat strictement « politique » pour la démocratie (libérale, s'entend !). C'est sans doute en effet ce qui s'est exprimé avec le plus de force dans les rues. Mais on sait pourtant parfaitement bien que ce type de revendication se manifeste d'autant plus fortement qu'existe un substrat beaucoup plus social, le plus souvent dénié par les acteurs eux-mêmes, et souvent escamoté par tous les pouvoirs qui n'ont pas intérêt à le





## international



voir apparaître en surface. Et d'ailleurs Carrie Lam elle-même a dit, après la grève du 5 août, que « cela allait plus loin » ; probablement, certes, pour inquiéter Pékin, mais aussi parce que, de son poste, elle doit avoir quelques raisons de connaître la réalité plus profonde de l'île-Etat dite du « port parfumé ».

Et, effectivement, des raisons à l'explosion actuelle il y en a à la pelle si on observe l'évolution des conditions socio-économiques et des moyens d'existence de la population hongkongaise. Une situation qui, en bien d'autres régions du monde, pourrait être objectivement considérée comme explosive :

- Pas de réglementation sur le temps de travail. Beaucoup de jeunes, même diplômés, deviennent des galériens cumulant plusieurs boulots avec des horaires démentiels. D'ailleurs les jeunes chômeurs et les travailleurs ubérisés, avec les jeunes scolarisés de 10 à 20 ans, ont constitué une partie importante des manifestants et en première ligne.

- Pas de régime de retraite géré par l'Etat.

- Pénurie de personnel médical et de lits dans le système de santé public. Attente de trois à six heures avant de recevoir des soins aux Urgences.

- Un nombre record de suicides chez les moins de 18 ans, au cours des dernières années, dus la plupart du temps à des conditions de vie démentielles : le temps d'étude hebdomadaire moyen (55 heures) est plus long que le temps de travail hebdomadaire moyen (50 heures) d'un emploi à plein temps.

- Le gouvernement met continuellement en œuvre des mégaprojets d'infrastructures très coûteux, alors qu'il n'a aucun plan pour construire un système de protection sociale à long terme. Ce décalage a été une source majeure de colère avant la lutte actuelle, et c'est la SEULE question sociale qui a suscité des protestations de masse dans le passé.

- Les jeunes scolarisés constatent qu'il n'y a plus de perspectives d'ascension sociale ni même de gagner correctement sa croûte sans se tuer au travail.

- Le logement, enfin, est le révélateur le plus important de la dégradation des conditions de vie. Hong Kong est l'une des villes les plus inégalitaires du monde. La question du logement en est certainement la manifestation la plus criante. Une donnée objective : 7 millions d'habitants à loger dans 1 104 km<sup>2</sup> dont seulement le quart est constructible du fait des reliefs, ce qui donne une densité moyenne de 30 000 hab au km<sup>2</sup> (et jusqu'à 130 000 dans certains quartiers). On ne trouve pas pire dans le monde ! L'offre foncière est par conséquent rare et onéreuse, mais en plus c'est le gouvernement hongkongais qui est propriétaire des sols. Ce dernier met périodiquement aux enchères des baux emphytéotiques, qu'il a ramenés de 90 à 50 ans et qui représentent un quart de ses ressources. Bien évidemment, seuls des grands groupes financiers peuvent se permettre d'aligner les sommes nécessaires à ces acquisitions. Pour les récompenser de leur patriotisme financier, ils sont très faiblement imposés. Résultat, le prix de l'immobilier atteint des sommets (23 000 euros le m<sup>2</sup>), tant et si bien qu'il est devenu le placement le plus sûr pour les classes aisées qui peuvent s'acheter une ou deux pièces dans une tour et les louer à prix d'or pour leurs vieux jours.

D'une part, donc, des gratte-ciel immenses ; de l'autre, à l'étage au-dessous, des pauvres qui s'entassent dans de minuscules appartements. Certains n'ont pas d'autres possibilités que de vivre dans des « appartements-cages ». Godfrey Chan par exemple, un étudiant qui touche 570 euros d'allocation chômage chaque mois, en dépense 220 pour habiter dans 2 m<sup>2</sup> : il vit dans son lit dans un appartement de 60 m<sup>2</sup> partagé avec

20 autres locataires. Des propriétaires ont même imaginé des capsules de 2,3 m<sup>2</sup>, hautes de 1,10 m et empilées, dans des locaux sommaires avec cuisine et salle de bains communes... En moyenne, les gens consacrent 30 à 60 % de leur revenu au logement-; il n'y a aucun contrôle des loyers et une pénurie de logements sociaux (il faut de cinq à dix ans pour en obtenir un).

### *La fin de l'espérance des classes moyennes inférieures*

HK est à la fois la ville la plus riche du monde et celle qui illustre le mieux le scénario qui se joue dans les nouvelles mégapoles : une centaine de milliardaires, quelques pourcents de riches ou de très aisés, plus de 20 % de la population sous le seuil de pauvreté, et entre les deux une masse de gens pour qui travailler comme des ânes laissait espérer une contrepartie sous forme d'ascension sociale. Un rêve, commun à la plupart des immigrés, qui, au vu des conditions de vie décrites ci-dessus, est en train de s'envoler pour une bonne partie de ces millions de gens, ayant connu souvent le lycée ou l'université et qu'on appelle en vrac les *classes moyennes*.

Ces classes ont joué un rôle très important dans les mobilisations. Si les travailleurs indépendants, les chômeurs et les précaires étaient les plus disponibles pour la lutte, des jeunes travailleurs diplômés ou non ont fait des doubles journées en étant successivement au boulot et dans la rue. Les plus aisés de ces classes moyennes, plus âgés et encore à l'abri du besoin mais craignant pour l'avenir de leurs enfants, ont joué un autre rôle, mais tout aussi important, en fournissant des aides diverses et en donnant de l'argent, par exemple pour imprimer la propagande ou acheter du matériel de protection pour les manifestants.

Le rapport d'une enquête sur place (que beaucoup de gens considèrent comme sérieuse, mais restons prudent) qui a couvert toutes les manifestations, du 9 juin au 4 août, estime que la moitié des manifestants se décrivent comme appartenant aux classes moyennes, que 70 à 90 % ont une formation postsecondaire et qu'environ la moitié est âgée de 10 (!) à 30 ans. Les femmes représentent de 40 à 50 % des manifestants.

### **Organisation et mobilisation**

Durant les premières semaines, la mobilisation, l'organisation, les échanges politiques et la transmission d'informations se faisaient par internet, en utilisant surtout Telegram et le forum en ligne Lihkg. Des groupes se formaient et des dizaines de milliers de personnes participaient ainsi aux discussions. On utilisait aussi ce qu'on appelle un



« canal » unilatéral, qui donnait des informations en direct : où sont les flics, où se regrouper, etc.

Mais au fil du temps, de plus en plus de gens ont essayé de se rencontrer de visu afin de s'organiser quartier par quartier. En collant ici et là des Post-it contenant une phrase ou deux, certains se sont mis à faire des « murs d'opinion » qui sont devenus des lieux de rencontre.

En revanche, dans les manifestations, les gens restent plus volontiers discrets, se méfiant des infiltrations. Ils évitent de se positionner politiquement en public, même si on peut considérer que la majorité est plutôt de droite. Tous les deux jours, trois ou quatre personnes issues d'un forum anonyme et portant masques et casques tiennent ce qu'elles appellent « la conférence de presse du peuple » pour parler et commenter les événements récents et répondre au gouvernement.

Les organisations politiques favorables au mouvement y ont participé, mais sans se rendre visibles. On les comprend, tant les leaders des mobilisations précédentes, qui étaient pacifistes et citoyennistes, avaient été discrédités et mis hors jeu. Les échecs du mouvement des parapluies et pour l'obtention du suffrage universel ont produit cinq années de désillusions, masquant, aux yeux même des manifestants, que de cet échec étaient nés des éléments porteurs de futur, comme l'apparition de nouveaux modes d'action et le refus de porte-parole.

L'extrême gauche est inexistante. Seule une petite minorité qui a fui la Chine et est composée de dissidents du PCC a le trotskisme comme origine, mais ce sont des gens relativement âgés. A côté, il existe une nouvelle génération d'activistes qui s'est formée sur le tas. Tout est à reconstruire.

#### Un mouvement inventif

Dans certaines entreprises, les patrons obligent les travailleurs à signer des pétitions pour soutenir le projet de loi et pour condamner les émeutiers, mais les techniques pour ne pas aller travailler sont assez inventives : simuler des accidents de la circulation, conduire lentement, s'allonger en travers des portes du métro, faire de faux arrêts maladie, prendre des congés... ou encore déclarer une grève (mais c'est assez rare), et, pour les patrons de petites entreprises, les travailleurs indépendants ou temporaires, cesser simplement de travailler.

Il y a eu trois appels à la grève générale, les 12 juin, 21 juillet et 5 août, mais celle-ci était plus considérée comme un moyen de protester et de ne pas collaborer avec le gouvernement que de bloquer la production. Les syndi-

cats n'ont été pour rien dans l'organisation de ces grèves : leurs dates ont été choisies en réponse à un événement grave, et par consensus dans les discussions sur des forums.

Le 12, tout le monde s'est rendu au Parlement parce que l'objectif était d'arrêter le projet de loi. La grève du 5 août a été la mieux coordonnée : il y a eu des assemblées à sept endroits différents, qui avaient été proposées sur internet et auxquelles se sont greffés d'autres militants et syndiqués, avec un blocage de la circulation le matin. Le blocus du métro dans quatre stations a aussi été proposé sur internet ; en revanche, le blocus routier avec des opérations escargot a été décidé par des groupes de conducteurs avec des automobilistes, mais pas les syndicats.

Le fait d'avoir sept assemblées a permis de ne pas se concentrer sur un seul endroit comme précédemment et de s'étendre dans toute la ville. Ces assemblées sont devenues, sans que cela ait été planifié, des formes d'occupation temporaire des places. Dans chaque assemblée, il y avait des dizaines de milliers de personnes et aucune ne voulait s'asseoir pour écouter patiemment des tribuns. Les gens prenaient les rues adjacentes et faisaient des tours. Ce jour-là, il y a eu des affrontements dans tout Hong Kong. En fait, la grève est devenue une sorte de « journée d'action de toute la population ».

#### Fin de partie ?

La répression (1) n'a pas découragé les manifestants, dont la détermination ne pourrait être entamée que par une menace d'intervention militaire chinoise. Le retrait du texte qui a mis le feu aux poudres n'a pas permis l'apaisement. Les contestataires rappellent que ce n'était que l'un de cinq points exigés. Les manifestations donnent lieu depuis mi-septembre à des incidents de plus en plus violents, attisés par l'interdiction de porter un masque qui est comme une seconde peau dans les métropoles asiatiques.

La situation semble bloquée entre des manifestants – dont la partie radicalisée prend de plus en plus d'import-

ance sans pour autant trop se couper du reste de la population, grâce à un assaut d'inventivité dans les actions – et le pouvoir qui, lui, ne fait pas preuve d'une grande inventivité : l'ineffable Carrie Lam a déclaré cet été : « Ce qui s'est passé ces derniers mois a provoqué des conflits et des disputes entre le gouvernement et les habitants. » Bien vu !

Le mouvement peut prendre deux directions. La première serait de faire naître un sentiment nationaliste qui apparaît surtout lorsque les flics se déchaînent et que Pékin montre un peu plus le bout du nez. Certains ont même commencé à parler de « l'identité nationale de Hong Kong ». La seconde, autrement plus intéressante à nos yeux, serait que le mouvement favorise un début de prise de conscience de classe. Le rôle de HK, avec son économie essentiellement financière, dans le puzzle mondial capitaliste a déjà été mieux appréhendé que par le passé par beaucoup de jeunes, qui ont compris qu'une de leurs forces était d'y être un grain de sable. De toutes les façons, la situation sociale que nous avons décrite ne peut guère s'améliorer, et c'est bien une nouvelle génération qui a su rompre avec le civisme passé qui devra l'affronter.

JPD

Pour rédiger cet article, nous nous sommes servis de la presse, bien sûr, mais surtout de ces quatre textes auxquels on peut se reporter :

- *Hong Kong : des anarchistes dans la résistance au projet de loi sur l'extradition*, publié par CrimethInc. le 22 juin 2019 : <https://agitationautonome.com/2019/07/10/hong-kong-des-anarchistes-dans-la-resistance-au-projet-de-loi-sur-lextradition/>
- Jean-Jacques Gandini, « Le logement, une bombe sociale », *Le Monde diplomatique* de septembre 2017.
- *Mouvement à Hong Kong* : une discussion avec le Workers group et les Bad Kids of the world. <https://badkids.noblogs.org/post/2019/09/16/mouvement-a-hong-kong-une-discussion-avec-le-workers-group/>
- *Hors de contrôle – Le mouvement rebelle de Hong Kong et la gauche*, par Ralf Ruckus.

1. Sans commune mesure, il faut le dire, avec l'extrême violence à laquelle nous assistons dans bien d'autres parties du monde qui sont secouées par des émeutes. Il y a eu cinq jeunes morts par suicide, c'est-à-dire plus que directement par la police. 900 personnes ont été arrêtées depuis le mois de juin.





# ALGÉRIE

## « Aucun arbre ne fleurit sans être secoué par le vent »

**Le 22 février dernier ont débuté en Algérie les énormes manifestations du vendredi contre le régime, après l'annonce d'un cinquième mandat présidentiel pour Bouteflika. Huit mois après, cette mobilisation persiste alors que Bouteflika a démissionné sous la pression de l'armée et que le général Gaïd Salah a annoncé l'élection présidentielle pour le 12 décembre. Un camarade algérien dresse ici un panorama de la situation.**

– Peux-tu rappeler le climat politique et social en Algérie avant la contestation actuelle ?

– De 2014 à 2019, l'Algérie a connu environ 14 000 manifestations par an, selon les chiffres de la police (un chiffre bien supérieur, par exemple, à celui de la Tunisie avant sa révolution de 2011), mais cette contestation restait éparpillée et ponctuelle. La population exprimait sa colère face à des injustices socio-économiques locales (pénuries d'eau, de gaz, routes détériorées, chômage lié à une fermeture d'usine, etc.), mais jamais sous la forme d'une lutte politique. Elle avait constaté que, tant qu'une mobilisation ne se présentait pas comme politique et que le prix du pétrole permettait d'y répondre, le pouvoir s'agenouillait pour acheter la paix sociale. C'était un scénario bien rodé : une fois les revendications sectorielles satisfaites, le calme régnait de nouveau... Hormis dans l'éducation, où les luttes ont été les plus victorieuses, grâce notamment à la coordination de syndicats autonomes (Satef, Cela, Unpef, Snapest, SNTÉ [1]) créée début 2017 et qui regroupe une bonne partie des salariés de ce secteur (2).

Jusqu'au 22 février 2019, les Algériens ne voulaient pas remettre en cause le pouvoir en place parce qu'ils ne croyaient plus en la possibilité d'un changement social majeur. Le mouvement de 1988 qui a mis fin au règne du Front de libération nationale (FLN) comme parti unique avait débouché sur la montée de l'islam politique, le succès du FIS (Front islamique du salut) aux élections municipales et législatives, et la guerre civile des années 1990 avec la prise du pouvoir par l'armée, l'interdiction du FIS, les attentats jihadistes et la répression policière et militaire (200 000 morts).

Alors, depuis le début des années

2000, la population paraît soutenir le statu quo, par peur de revivre cette période. De leur côté, les islamistes se sont métamorphosés d'ennemis radicaux de la démocratie en alliés du pouvoir, à travers des partis autorisés (le Mouvement de la société pour la paix, MSP, ou Ennahda), ce qui a permis à l'idéologie islamiste à la fois de conserver son emprise sur la société et de bénéficier de ressources financières. Enfin, Bouteflika a été maintenu comme Président parce que sa présence à la tête de l'Algérie permettait à son clan, celui du DRS (Département du renseignement et de la sécurité : les services secrets) et celui de l'armée de se partager le pouvoir et les richesses du pays.

Jusqu'à la fin des années 1990, le poids du secteur privé dans l'économie algérienne était très faible. Ce secteur était contrôlé par les généraux et quelques dirigeants de l'armée, notamment du DRS, et leurs proches (Mahieddine Tahkout, Djilali Mehri, etc.) ; et il se résumait à quelques licences d'importation et à des détournements de fonds pour les investir dans l'immobilier à l'étranger (notamment en France). En revanche, sous le règne de Bouteflika – un Président qui symbolisait le consensus entre des généraux et le Forum des chefs d'entreprise (FCE) – est apparue une caste d'oligarques qui s'est entendue avec la police politique de l'armée pour constituer des groupes d'intérêt et des réseaux d'affaires très puissants sur le plan politique et économique, afin de détourner et blanchir l'argent (de la Trust Bank, par exemple). On peut citer parmi eux Issad Rebrab, qui est la première fortune privée du pays et a un discours très nationaliste, alors que ses fils investissent au contraire en France et en Angleterre.

Dans le même temps, le décalage entre la classe bourgeoise et les classes populaires est devenu de plus en plus flagrant et insupportable, à tous les niveaux. Même les élus locaux vivaient en vase clos. L'appareil sécuritaire était omniprésent et exerçait un contrôle étouffant. Les classes populaires se désintéressaient du destin politique du pays, elles avaient perdu confiance dans un modèle de société postcoloniale et se réfugiaient dans le divertissement (en particulier le football). Les relations sociales se dégradèrent avec le développement de comportements individualistes, de rivalités liées à l'essor d'une classe moyenne, des vio-

lences... Les postes de fonctionnaires se transformaient en fonds de commerce et l'administration, hyperbureaucratique, ne se préoccupait plus de la vie de la communauté. On voyait apparaître des phénomènes comme les *harraga* (3).

– Qu'est-ce qui a déclenché la mobilisation et comment se poursuit-elle ?

– A l'annonce d'un 5<sup>e</sup> mandat pour Bouteflika, la population algérienne a éprouvé un fort sentiment de honte devant les échos que faisait la presse internationale de cette candidature d'un Président mourant, cloué sur une chaise roulante depuis son accident vasculaire cérébral de 2013. Cette humiliation a contribué à sa prise de conscience de former une classe, face à l'arrogance de la bourgeoisie. Il y a eu un premier appel à manifester le 22 février, qui a été relayé notamment par les réseaux sociaux.

L'objectif de cet appel n'était pas très clair pour qui ce soit, mais la réussite de la mobilisation (14 à 16 millions de personnes dans les rues) a provoqué une énorme allégresse. Et la contestation s'est répandue spontanément dans tout le pays sans que la répression s'abatte sur elle (en 2001, il y avait en revanche eu 128 morts en Kabylie lors du printemps noir). Les Algériens ont constaté qu'ils pouvaient mener des actions politiques sans être arrêtés (alors qu'en 2018 encore bon nombre de militants mozabites, de blogueurs, de journalistes et même de comédiens ou de sportifs avaient été interpellés) et ils ont repris confiance dans la lutte politique. Le *hirak* (mouvement) a fait renaître l'espoir en la possibilité de construire une vie meilleure. Les pages Facebook créées depuis le 22 février traduisent cette évolution : leur contenu reflétait au début du mouvement un humour noir corrosif et sarcastique, plein d'autodérision ; ce sont maintenant des espaces de débats politiques, d'auto-organisation de la lutte, avec des appels aux manifs et la dénonciation des hommes politiques, des patrons et des chefs militaires corrompus.

La détermination des classes populaires a donc crû à mesure que se multipliaient les manifestations du vendredi. Juste après la démission de Bouteflika, le 2 avril, les manifestants ont réclamé la comparaison immédiate et la mise en dé-  
tention de toutes les personnalités sym-

1. Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation, Conseil des enseignants des lycées d'Alger, Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation, Syndicat national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique, Syndicat national des travailleurs de l'éducation.

2. Cette coordination, toujours en attente d'un agrément du ministère du Travail, veut fonder une Confédération de syndicats autonomes (CSA) réunissant 13 syndicats de la fonction publique pour contrecarrer l'hégémonie de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

3. Migrants clandestins tentant de quitter le Maghreb sur des embarcations de fortune...





bolisant le pouvoir – avec le slogan « Qu'ils dégagent tous ! ». Face à ces aspirations populaires, le régime s'est retrouvé dans une impasse : le mouvement rejetait toutes les propositions de sortie de crise et toutes les tentatives de récupération. Ce régime avait jusque-là monopolisé la scène politique en éliminant toute forme d'opposition, partisane ou syndicale – en s'alliant avec les islamistes, en corrompant les partis dits d'opposition, en assassinant ou en exilant ses adversaires (4).

Alors, ç'a été le « sauve qui peut » pour le clan de l'armée : il a désigné les clans de Bouteflika et des services secrets comme responsables de la situation afin de les écarter du pouvoir pour diriger seul. S'est ensuivie une vague d'arrestations des oligarques et des hommes politiques autrefois proches du cercle présidentiel (Ali Haddad, président du FCE ; Rebrab, président du groupe Cevalat ; l'ex-général Mohamed Mediène, dit Toufik ; Louiza Hanoune, présidente du Parti des travailleurs, etc.).

Cependant, quoique les appels à manifester le vendredi dans tout le pays continuent à fédérer les classes populaires et que des formes d'auto-organisation dans les quartiers et les villages aient pris de l'ampleur, la grève reste à quelques exceptions près cantonnée au secteur public. L'engagement révolutionnaire est ardent, mais la volonté et la détermination populaires s'expriment toujours au seul rythme de ces manifs pacifiques hebdomadaires. La peur de l'inconnu et le manque d'information sur l'état du pouvoir, dû à l'inexistence de médias neutres, expliquent que le mouvement ne passe pas à d'autres formes de lutte permettant un changement radical de société : la grève générale du 10 mars et les appels successifs à des blocages économiques ou à des manifs nocturnes n'ont pas été suivis.

Les manifestants se méfient des partis politiques, car ils représentent à leurs yeux la bourgeoisie et ont trahi maintes fois les classes populaires dans le passé

(Amara Benyounès, du Rassemblement culturel et démocratique, est par exemple devenu ministre du Commerce et un puissant homme d'affaires). Ils ont de plus en mémoire la lutte fratricide que se sont livrés le MNA et le FLN pendant la guerre d'indépendance...

– Comment le pouvoir pourrait-il s'y prendre pour étouffer le mouvement ?

– Pour maintenir le statu quo politique et social et garder la mainmise sur les richesses du pays, il peut actionner plusieurs leviers.

En premier lieu, accentuer la peur du chaos par la menace d'une accession des islamistes au pouvoir et le rappel des printemps arabes qui ont mal tourné (Ennahda en Tunisie, l'Etat islamique en Syrie, les Frères musulmans en Egypte...). Certes, l'islamisme radical est en régression en Algérie, mais il est facile de le réactiver étant donné l'islamisation des zones rurales qui a été menée depuis les années 2000 grâce à la construction de mosquées partout – et surtout en Kabylie –, au travail caritatif effectué par les islamo-capitalistes qui tiennent la rue avec les forces de l'ordre, ou la réouverture des zaouïas (5), qui sont de vraies écoles d'obscurantisme. Une ingérence étrangère dans les affaires internes de l'Algérie suffirait à faire fonctionner ce levier, en jouant sur le puissant sentiment nationaliste de la population algérienne.

Mais, pour arriver à ses fins, le pouvoir pourrait aussi s'appuyer sur l'existence du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK). La Kabylie a opéré un repli identitaire, après l'effondrement de l'espoir socialiste qu'avait suscité l'indépendance algérienne. Ce repli s'est accentué avec la répression sanglante des soulèvements populaires successifs dans cette région – notamment en 1963 avec le Front des forces socialistes (FFS), en 1980 avec le printemps berbère, en 2001 avec le printemps noir. Si les makistes se révoltaient, le régime pourrait en profiter pour essayer



de transformer le mouvement de classe actuel en un conflit intercommunautaire entre Arabes et Berbères afin de nous faire oublier que notre vrai ennemi c'est la caste au pouvoir, la bourgeoisie qui accumule les privilèges en Algérie comme ailleurs.

Les classes populaires n'ont que des miettes par rapport à tous les profits que tire cette bourgeoisie de la vente des hydrocarbures et autres ressources du pays. Alors, contre ces injustices, il nous faut être solidaires, nous soutenir les uns les autres, propager la grève et les blocages économiques, réfléchir à nous auto-organiser contre ce système mafieux. Il ne faut pas refaire les erreurs du passé, où on s'est libéré du joug colonial pour tomber aux mains de la classe capitaliste. Il faut créer des comités populaires, constituer des instances de délibération et d'action partout où c'est possible dans les 48 wilayas et dans la diaspora, en liaison avec les courants progressistes et révolutionnaires des pays d'accueil.

– Comment se présente la présidentielle annoncée pour le 12 décembre et que peut-il en sortir, sachant que le mouvement persiste à vouloir la « fin du système » ?

– Après la démission de Bouteflika, le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah (dit « AGS ») s'est donné les pleins pouvoirs et a procédé à une série d'arrestations parmi les chefs de grandes entreprises et leaders de partis d'opposition. Les rendre responsables de la corruption visait à faire accepter le putsch en cours en feignant de vouloir par là répondre aux attentes de la population et mettre fin à la crise politique. Mais depuis le rejet, par l'ensemble des classes populaires, de l'élection présidentielle qui a été programmée d'abord en avril puis en juillet, le clan de l'armée s'est affaibli en fonctionnant tout seul.

De leur côté, les partis d'opposition traditionnels (PT, RCD, FFS...) ne peuvent pas récupérer le mouvement car ils ne sont pas crédibles aux yeux des manifestants. Malgré leurs nombreux communiqués de presse appelant aux manifestations et dénonçant la répres-





### UNE JEUNESSE DES QUARTIERS POPULAIRES TRÈS MOBILISÉE

L'implication de la jeunesse des quartiers dans le *hirak* traduit bien sa nature et son évolution sociale. Un camarade d'Alger raconte ainsi, à propos de la manif du 27 septembre :

« Ce qui a le plus caractérisé la manif d'aujourd'hui, c'était le retour en force des familles accompagnées de leurs petits enfants, ainsi que celui des jeunes des quartiers populaires (Belcourt, Bab el-Oued, Harrach...). Les slogans affichés étaient bien évidemment très hostiles à l'égard de Gaïd Salah, de l'élection du 12 décembre et des deux candidats du pouvoir. Un gros cortège de jeunes de la Casbah a dénoncé l'interdiction de manifester dans Alger en chantant : "Dis-leur qu'on est venus clandestinement de la Casbah, de Bab el-Oued. Dis-leur qu'on est des hommes libres, on n'arrêtera pas..." Les slogans et les chants empruntaient souvent à la fois à la dérision et à la moquerie pour critiquer la politique du régime et parler de la misère de la vie quotidienne.

La présence des femmes était très importante, et dans certains cortèges les deux sexes étaient à égalité. Dénoncer les arrestations était le slogan commun à tous les groupes, et les photos des prisonniers du mouvement étaient là partout – comme dans les manif des autres villes.

Ce vendredi a également été l'occasion de rendre hommage aux enfants qui ont été victimes de négligence et de la politique d'austérité dans le secteur de la santé (huit nouveau-nés sont morts dans un incendie, dans une maternité d'El-Oued, au sud).

Et puis les slogans parlaient du soulèvement égyptien et de la solidarité envers lui : "Dégageons Gaïd Salah, dégageons Al-Sissi". Dans le même temps, les manifestants ont exprimé leur refus de toute intervention étrangère en Algérie, en ciblant la France et les Emirats : "O France, prends tes clients et tes vassaux et va remplir tes factures aux Emirats !"

Enfin, ce qui a marqué les derniers vendredis, c'est la faiblesse ou l'absence des petites classes bourgeoises, très repérables au début dans les cortèges, avec leurs énormes banderoles et pancartes imprimées en 3D. Les voitures garées le long des trottoirs des boulevards d'Alger pendant les manif ne sont plus les grosses cylindrées comme entre février et la mi-juin. »

sion policière ou la politique des généraux, ils n'ont actuellement aucun poids dans le mouvement (seul le Parti socialiste des travailleurs, trotskiste, en a).

Début septembre, quand le pouvoir a fixé l'élection présidentielle au 12 décembre, il a remobilisé sa « vieille garde ». Deux ex-Premiers ministres ont ainsi annoncé leur candidature – Ali Benflis et Abdelmadjid Tebboune. Ils n'ont pas été choisis au hasard : le premier s'est présenté contre Bouteflika à la présidentielle de 2004, le second a perdu la direction du gouvernement en août 2017 après s'être attaqué de manière frontale aux oligarques du FCE.

Le clan des généraux s'attendait à ce que ces deux candidatures soient accueillies favorablement par la population du fait du prétendu passé d'opposants de Benflis et Tebboune. Mais, depuis l'annonce du scrutin, le *hirak* a redoublé d'intensité. Alors le nombre d'arrestations, durant les manif ou au domicile de manifestants, a aussi augmenté. Avant l'élection qui était prévue le 4 juillet, il y avait eu 19 arrestations le 21 juin et 28 la semaine suivante ; après le boycott de ce scrutin, il n'y en avait eu que deux ; mais le 13 septembre au moins 29 personnes ont été arrêtées, et 29 autres depuis ; et il faut ajouter à ce bilan un mort en prison.

Face à l'impasse politique actuelle, la plupart des scénarios envisagés émanent de l'armée. Cependant, du côté de la société civile, on a cette proposition de débat faite par les Forces du pacte de l'alternative démocratique (FPAD), composées de représentants d'associations, d'ONG et de petits partis, et favorables à une période de transition avec une révision de la Constitution. « AGS » acceptera sans doute cette proposition, qui permettra au mouvement de mesurer les rapports de forces existant à la tête de l'Etat, et surtout ses intentions. Cependant, si aucun consensus n'est trouvé à l'issue de ces rencontres, on peut s'attendre à un durcissement de la répression. Ce qui renforcera probablement la mobilisation et débouchera peut-être sur des grèves ouvrières et des luttes plus acharnées.

Le régime a voulu effrayer la population en prétendant que le mouvement avait causé de très graves pertes économiques pour le pays, mais personne n'a été dupe : on sait que le pou-

voir cherche avant tout à éviter que la mobilisation ne prenne dans les entreprises. Une pancarte disait dans une manifestation à Alger : « Le *hirak* est une conséquence de la crise économique, et non sa cause ! » Depuis septembre, les *harraga* (qui avaient disparu de février à août selon la presse algérienne) sont revenus en nombre (6) ; mais la jeunesse des quartiers populaires, notamment d'Alger, est très présente dans les manif du vendredi (voir l'encadré), comme au début du mouvement – elle les avait désertés, au bout de quelques semaines, par opposition à la présence de la classe bourgeoise urbaine dans les cortèges, et également parce que la répression policière la ciblait.

La grève générale du 10 mars dernier a entraîné la démission de Bouteflika, on verra si celle des 30 et 31 octobre prochains aura un impact aussi fort.

Propos recueillis par S. et V.  
le 21 octobre 2019

6. Selon *El Watan*, « 121 personnes ont été interceptées au large du territoire maritime national » en un seul week-end, fin septembre.

